

Direction des Statistiques d'Entreprises

E 2012/04

**L'agriculture en 2011
Rapport sur les comptes**

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

*Commission des comptes de l'agriculture de la Nation
Session du 4 juillet 2012*

E 2012/04

L'agriculture en 2011

Rapport sur les comptes

*Le compte national de l'agriculture a été présenté
à la Commission des comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN), lors de la session du 4 juillet 2012.
La rédaction du rapport a été assurée par Marie-Hélène Blonde, Claire Lesdos et Alexandre Bernaudeau de
l'Insee, Direction des Statistiques d'Entreprises (DSE), Division Agriculture.*

L'AGRICULTURE EN 2011

Résumé :

En 2011, en France comme dans l'Union européenne à 27, la valeur de la production agricole s'accroît en raison principalement de la hausse des prix, notamment des produits animaux et des vins. Le prix des consommations intermédiaires augmente de façon un peu plus prononcée. Toutefois, les résultats agricoles restent en hausse, après une année 2010 qui rattrapait deux années de net recul. Ainsi, en France, selon les données provisoires les plus récentes, le résultat agricole net par actif augmente (+ 5,1 % en termes réels) après le redressement de 2010 (+ 39,0 %). Depuis 2006, il fluctue fortement. Sur les dix dernières années, sa progression globale est inférieure à la moyenne des pays européens.

L'excédent du commerce extérieur augmente à nouveau (+ 3,4 milliards d'euros) pour les produits agricoles, en raison de la hausse des prix.

Mots-clés : agriculture, revenus, comptes

AGRICULTURAL INCOME IN 2011

Abstract :

In 2011, in France, as in EU-27, the value of agricultural production is increasing owing mainly to the increase of prices, including animal products and wines. The price of intermediate consumption increased by a little more pronounced. However, the farm incomes continue to rise, after a year 2010 that has been catching up two years of sharp decline.

Thus, in France, according to the provisional data the most recent, the agricultural factor income per labour unit increased by +5.1% in real terms after the recovery of 2010 (+ 39.0 %). Since 2006, it fluctuated sharply. On the last ten years, its overall progression is lower than the average of the European countries.

The surplus of foreign trade in food products increased again (+ EUR 3.4 billion), owing to the increase in prices.

Key words : agriculture, income, accounts

LE COMPTE NATIONAL

Vue d'ensemble	5
Le contexte européen.....	9
Tableau de bord.....	13
Le compte national de l'agriculture	19
La production	19
Les consommations intermédiaires	24
La valeur ajoutée	27
Le résultat agricole net	29
Le revenu net d'entreprise agricole	29
L'investissement agricole	32
Le commerce extérieur agroalimentaire de la France.....	35
Annexes	
Chronologie de l'année 2011.....	43
La production agricole en 2011 : fiches par produits.....	49
Les comptes 2009, 2010 et 2011, moyenne quinquennale	57
L'investissement agricole	77
Éléments du compte de capital	83
Les échanges extérieurs agro-alimentaires	87
Les révisions des comptes	95

Les comptes de l'agriculture

Compte CCAN et compte européen

Le compte de l'agriculture, dit « compte spécifique », présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi selon les normes comptables européennes générales (Système européen des comptes ou SEC 95) et selon la méthodologie spécifique des comptes de l'agriculture harmonisée au niveau européen.

Les comptes nationaux ont adopté un rythme de rebasement quinquennal. La base 2005 succède donc à la base 2000. Le compte spécifique de l'agriculture n'est pas impacté par les modifications qui ont touché le cadre central. Cependant le Tableau de bord présenté dans ce rapport et les séries longues correspondantes publiées sur Internet ont été modifiés en conséquence.

Le compte spécifique de l'agriculture s'écarte cependant du compte national sur les points suivants :

- les activités non agricoles non séparables des exploitations agricoles font partie du champ du compte spécifique mais pas du cadre central ;
- les établissements produisant des semences certifiées et les jardins familiaux ne font pas partie du compte spécifique, alors qu'ils sont couverts par le cadre central.

Par ailleurs, le compte spécifique de l'agriculture va au-delà du compte d'exploitation par branche des comptes nationaux. Il permet d'estimer les indicateurs de revenu spécifiques, tels que le résultat agricole net par unité de travail agricole ou le revenu net d'entreprise par unité de travail agricole non salarié, en termes réels.

Le champ du compte spécifique est plus large que celui des comptes par catégorie d'exploitations et des comptes régionaux présentés à la CCAN par le Service de la statistique et de la prospective (SSP). Établis sur le champ des exploitations agricoles métropolitaines professionnelles, ceux-ci ne couvrent pas les exploitations des DOM et les exploitations non professionnelles, ni les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA).

*
* *

Ce rapport présente les comptes spécifiques définitif 2009, semi-définitif 2010 et provisoire 2011. Les séries longues 1959-2011 des comptes courants sont disponibles sur le site internet de l'Insee : www.insee.fr, dans la rubrique *Comptes nationaux / Comptes nationaux annuels / Comptes spécialisés / Agriculture*.

A noter que les comparaisons internationales ne sont menées dans ce rapport que sur les **comptes prévisionnels** 2011 des États membres, arrêtés en janvier 2012 et publiés par l'Office statistique des communautés européennes (Eurostat) sur son site en mai. Parfois incomplets, ces comptes sont susceptibles d'être fortement révisés ultérieurement.

L'agriculture européenne et française en 2011

Vue d'ensemble

○ D'après les **comptes prévisionnels européens**, le résultat agricole net par actif poursuit son redressement en 2011 : + 6,9 % après + 13,1 % en 2010 sur le champ de l'UE-27, ces évolutions étant exprimées en termes réels, c'est-à-dire déflatées par l'indice de prix du PIB de chaque pays. En 2011, la croissance de la valeur de la production agricole européenne (+ 7,3 %) résulte essentiellement d'une remontée des prix (+ 5,3 %), mais son volume croît également (+ 2 %). La forte augmentation de la valeur des consommations intermédiaires (+ 9,4 %) limite la croissance de la valeur ajoutée brute à + 3,7 %. La réduction de la main-d'œuvre agricole se poursuit (-2,7 %). Le résultat agricole net par actif augmente dans 19 des États membres sur 27.

○ En ce qui concerne **la France, le compte provisoire 2011** montre également une poursuite de l'augmentation (+ 5,1 %) du résultat agricole net par actif en termes réels après le redressement de 2010 (+ 39,0 %) et deux années en forte baisse.

La valeur de la production hors subventions sur les produits s'accroît de 6,7 % en 2011 sous l'effet conjugué d'une hausse des volumes produits (+ 2,7 %) et des prix (+ 4,0 %). En volume, la croissance des **productions végétales** (+ 3,1 %) recouvre des situations très diverses : la sécheresse du printemps a réduit les productions de céréales à paille et de certains fourrages alors que les productions plus tardives (maïs, betteraves, pommes de terre, vins...) ont bénéficié des pluies de l'été. L'augmentation des prix est globalement modeste (+ 1,7 %), mais résulte d'évolutions contrastées : des hausses de plus de 20 % pour l'orge et le blé dur tandis que les prix du maïs, des pommes de terre, des fruits et légumes baissent en conséquence d'une offre abondante. Tirées par le redressement de la production laitière, les productions animales progressent de 1,9 % en volume, les autres productions étant quasiment stables. Leurs prix augmentent sensiblement : pour l'ensemble, la hausse atteint + 8,5 %.

La valeur des **consommations intermédiaires** de la branche agriculture augmente de 8,5 % en 2011 après deux années de baisse. Les prix de l'énergie, des engrais et des aliments pour animaux s'envolent et tirent le coût des consommations intermédiaires à la hausse (+ 8,2 %). Leur évolution en volume est modérée, à l'exception de la consommation d'engrais qui croît de 18,7 %.

Les **subventions** sur les produits et les subventions d'exploitation s'élèvent globalement à un peu moins de 10 milliards d'euros en 2011, comme les années précédentes, avec une répartition modifiée au profit des subventions d'exploitation depuis la mise en œuvre du Bilan de santé de la PAC.

L'écart entre l'évolution de la valeur de la production et celle des charges se répercute sur le résultat agricole net dont la croissance (+ 4,1 %) est nettement plus faible qu'en 2010. Compte tenu de la baisse de l'emploi (-2,2 %) et de la hausse du prix du PIB (+ 1,3 %), le **résultat agricole net par actif en termes réels progresse encore en 2011 (+ 5,1 %)**.

La rémunération des salariés, les fermages et le paiement des intérêts étant pris en compte, le revenu net d'entreprise de la branche agricole (RNEA) connaît une croissance du même ordre en valeur nominale. En moyenne mobile sur trois ans, le RNEA retrouve son niveau haut de 2007.

En 2011, l'excédent du **commerce extérieur** en produits agroalimentaires est de 11,1 milliards d'euros : 4,6 milliards pour les produits agricoles et 6,5 milliards pour les produits transformés. Il progresse de 3,4 milliards d'euros par rapport à 2010 (+ 45 %) et atteint son plus haut niveau sur la période 1990-2011. L'amélioration du solde concerne les produits agricoles et les produits transformés. Il augmente aussi bien avec l'Union Européenne qu'avec les pays tiers.

Définitions

Le compte spécifique de la branche agriculture, présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi en conformité avec le SEC 95 et selon la méthodologie harmonisée au niveau européen.

- La **branche agricole** est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture) ; élevage d'animaux ; activités de travaux agricoles à façon ; chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon.

- La **production** de la branche agriculture est valorisée au prix de base. Le **prix de base** est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

- Les subventions à la branche agriculture sont scindées en **subventions sur les produits** et **subventions d'exploitation** :

- les premières comprennent notamment les aides aux protéagineux, partiellement la prime à la vache allaitante. Elles entrent dans le calcul de la production au prix de base.

- les subventions d'exploitation comprennent le paiement unique, les aides agri-environnementales, les aides pour calamités agricoles. Elles figurent au compte d'exploitation.

- Les **consommations intermédiaires** de la branche agriculture correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production. Elles comprennent, entre autres, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), qui représentent les services bancaires non facturés imputés à la branche agriculture. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent indirectement en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

- La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement, et non au coût historique utilisé en comptabilité privée. De plus, les durées de vie des actifs sont des durées de vie économiques et non fiscales. La consommation de capital fixe est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux qui, eux, sont déclassés en fin de vie.

- Plusieurs indicateurs sont définis à partir des soldes comptables :

- le **résultat agricole net** correspond à la "valeur ajoutée nette au coût des facteurs" (valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - autres impôts sur la production dont impôts fonciers). Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution du **résultat agricole net par actif**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.

- le **revenu net d'entreprise agricole** est égal à : résultat agricole net - salaires - cotisations sociales sur les salaires - intérêts versés - charges locatives nettes. Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel des non-salariés (ou équivalents temps plein) : on obtient l'évolution du **revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.

- Les évolutions **en termes réels** correspondent aux évolutions corrigées de l'inflation, mesurée ici par l'indice de prix du produit intérieur brut. Une évolution positive des indicateurs de revenu signifie que les indicateurs de revenu augmentent plus rapidement que l'inflation générale ; une évolution négative indique une évolution moins rapide que l'inflation générale.

Comptes de la branche agriculture

Compte de production

Emplois	Ressources
Consommations intermédiaires (y c. SIFIM) Valeur ajoutée brute	Production au prix de base¹
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Emplois	Ressources
Consommation de capital fixe Valeur ajoutée nette	Valeur ajoutée brute
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Compte d'exploitation

Emplois	Ressources
Autres impôts sur la production - Impôts fonciers - Autres	Valeur ajoutée nette Subventions d'exploitation (y c. bonifications d'intérêts)
Résultat agricole net (1)	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Emplois	Ressources
Rémunération des salariés - Salaires bruts - Cotisations sociales à la charge des employeurs	Résultat agricole net
Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Compte de revenu d'entreprise

Emplois	Ressources
Intérêts (y c. bonifications) hors SIFIM Charges locatives nettes (hors impôts fonciers sur les terres en fermage)	Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net
Revenu net d'entreprise agricole (2)	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

<i>Evolution du nombre d'UTA² totales</i>	(3)
<i>Evolution du nombre d'UTA² non salariées</i>	(4)
<i>Evolution du prix du PIB</i>	(5)

Indicateurs de revenu (évolution en %)

Résultat agricole net	(1)
par actif	(1) / (3)
Revenu net d'entreprise agricole	(2)
par actif non salarié	(2) / (4)

Indicateurs de revenu en termes réels³ (évolution en %)

Résultat agricole net	(1) / (5)
par actif	(A) (1) / (3) / (5)
Revenu net d'entreprise agricole	(C) (2) / (5)
par actif non salarié	(B) (2) / (4) / (5)

1. Le prix de base correspond au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

3. Déflaté par l'indice de prix du PIB.

NB. La méthodologie est commune aux comptes français et européens. Pour les besoins des comparaisons internationales, Eurostat ne définit que des indicateurs de revenu en termes réels : le résultat net agricole par actif (indicateur A), le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié (indicateur B), le revenu net d'entreprise agricole (indicateur C).

Le revenu agricole réel par actif en hausse de 6,9 % dans l'UE-27¹

Le revenu agricole net en termes réels par actif a augmenté de 6,9% dans l'Union Européenne à 27 (UE-27) en 2011, après une hausse de 13,1% en 2010, selon les estimations publiées par **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**. Cette augmentation résulte d'une hausse du revenu agricole réel accompagnée d'une réduction de la main-d'œuvre agricole (-2,7 %). Les estimations de l'UE27 sont basées sur les données transmises par les autorités nationales des États membres et établies selon une méthodologie commune mais avec quelques exceptions².

Selon les estimations, le revenu agricole réel par actif a augmenté entre 2005 et 2011 dans l'UE27 de 19,1 %, tandis que la main-d'œuvre agricole baissait de 15,2%.

En 2011, la croissance du revenu agricole réel dans l'UE-27 est principalement due à la hausse de la valeur de la production agricole aux prix à la production en termes réels (+7,3%), tandis que les coûts des intrants ont progressé en termes réels (+9,4%).

En 2011, le revenu agricole réel par actif devrait augmenter dans dix-neuf États membres et baisser dans huit. Les plus fortes hausses sont observées en **Roumanie** (+56,8 %), en **Hongrie** (+49,2 %), en **Irlande** (+27,1 %), au **Luxembourg** (+24,7 %), en **République tchèque** (+23,7 %), en **Bulgarie** (+23,2 %), en **Estonie** (+20,3 %) et au **Danemark** (+20,1 %), et les baisses les plus marquées en **Belgique** (-22,5 %), à **Malte** (-14,0 %), au **Portugal** (-10,2 %) et aux **Pays-Bas** (-9,0 %).

En 2011, la valeur de la **production agricole** aux prix à la production augmenterait dans l'UE-27, selon les estimations, de 7,3 %, principalement en raison de la hausse de la valeur de la production animale (+8,6 %) et de celle de la production végétale (+7,2 %) en termes réels.

En ce qui concerne la **production végétale**, la hausse de la valeur est due à l'augmentation à la fois des prix (+4,3 %) et du volume de production (+2,8 %). Les prix ont progressé pour la plupart des catégories de produits végétaux, sauf les légumes frais (-10,2%), les fruits (-2,5 %) et l'huile d'olive (-1,3 %). Les hausses les plus marquées ont concerné les céréales (+17,5 %), les graines oléagineuses (+15,8 %), la betterave à sucre (+4,1 %) et le vin (+4,3 %). Les volumes produits ont augmenté pour la plupart des produits, notamment la betterave à sucre (+15,6 %), le vin (+3,3 %), les pommes de terre (+5,9 %) et les fruits (+3,7 %).

L'augmentation de la valeur de la **production animale** en 2011 est la conséquence d'une hausse à la fois des prix (+7,7 %) et du volume de la production (+0,7 %). Les prix ont progressé pour le lait (+8,7 %), la volaille (+10,3 %), les bovins (+9,0 %), les ovins et les caprins (+7,1 %) ainsi que les porcins (+6,7 %). Le volume de la production a augmenté pour les ovins et les caprins (+0,6 %), la volaille (+2,2 %), les bovins (+0,5 %) et la production de lait (+1,1 %), et a baissé pour les œufs (-2,2 %).

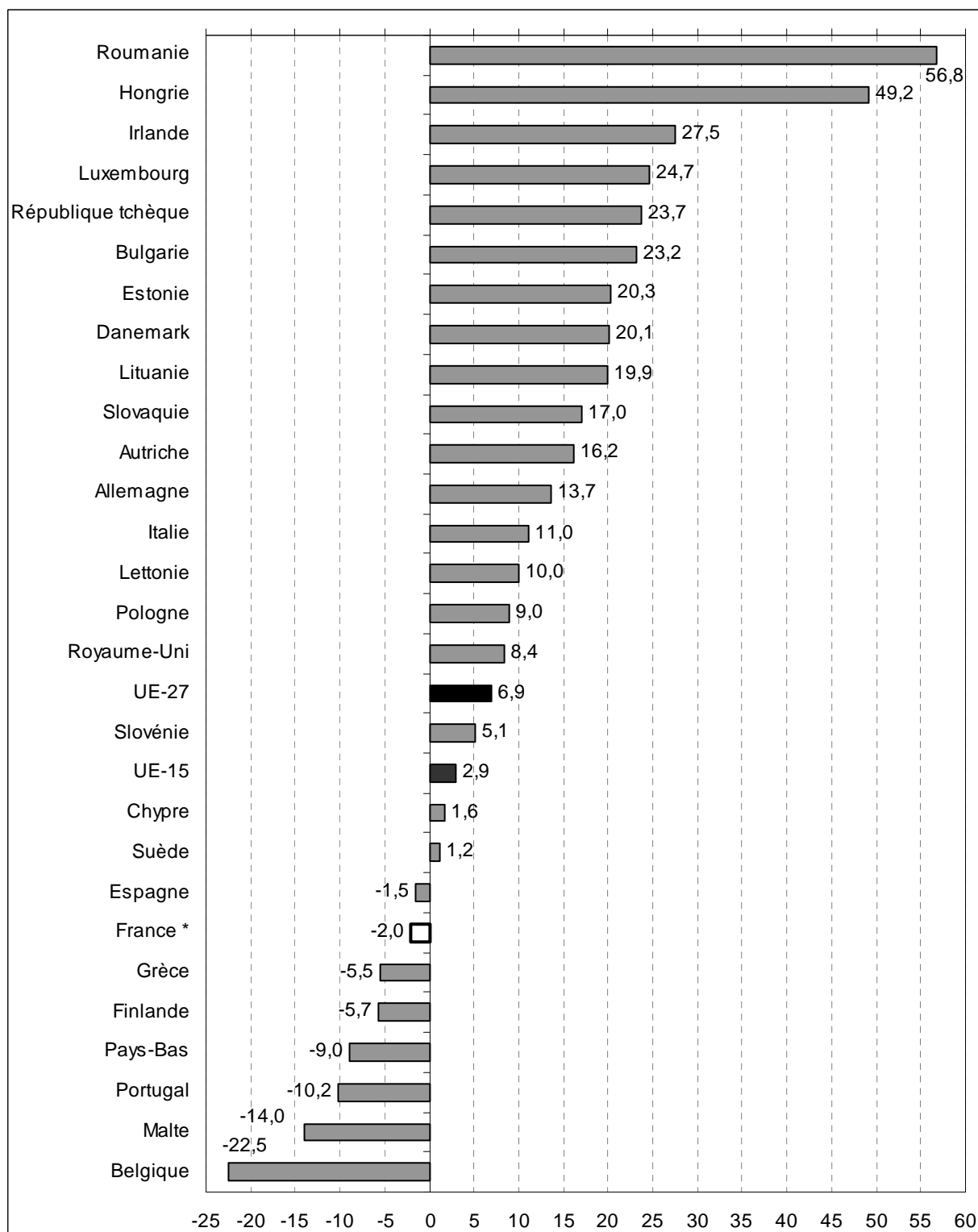
Dans l'UE-27, les coûts des **intrants agricoles** (consommation intermédiaire) ont augmenté de 9,4 % en termes réels, en raison principalement de la hausse des prix (+9,0 %). La hausse des prix des intrants s'explique par l'augmentation des prix des aliments pour animaux (+16,4 %), des engrais et fertilisants (+15,7 %), de l'énergie et des lubrifiants (+11,4 %).

¹ Ce chapitre a été rédigé à partir du communiqué d'Eurostat 194/2011, paru le 20 décembre 2011. Il a été mis à jour en utilisant les données prévisionnelles européennes communiquées à Eurostat en janvier 2012 et disponibles sur le site d'Eurostat en mai 2012. La terminologie a été légèrement modifiée, des graphiques et des tableaux ont été ajoutés. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, car elles intègrent des révisions arrêtées en mai 2012. En particulier, pour la France, le résultat agricole net présenté dans le graphique 1 a été estimé en mai 2012 à +5,1 % (au lieu de -2,0 % dans la base des données prévisionnelles d'Eurostat).

² En particulier les prix peuvent être estimés en campagne ou en année civile.

Graphique 1
Variation du résultat net agricole par actif en 2011/10 en termes réels dans l'UE

En %

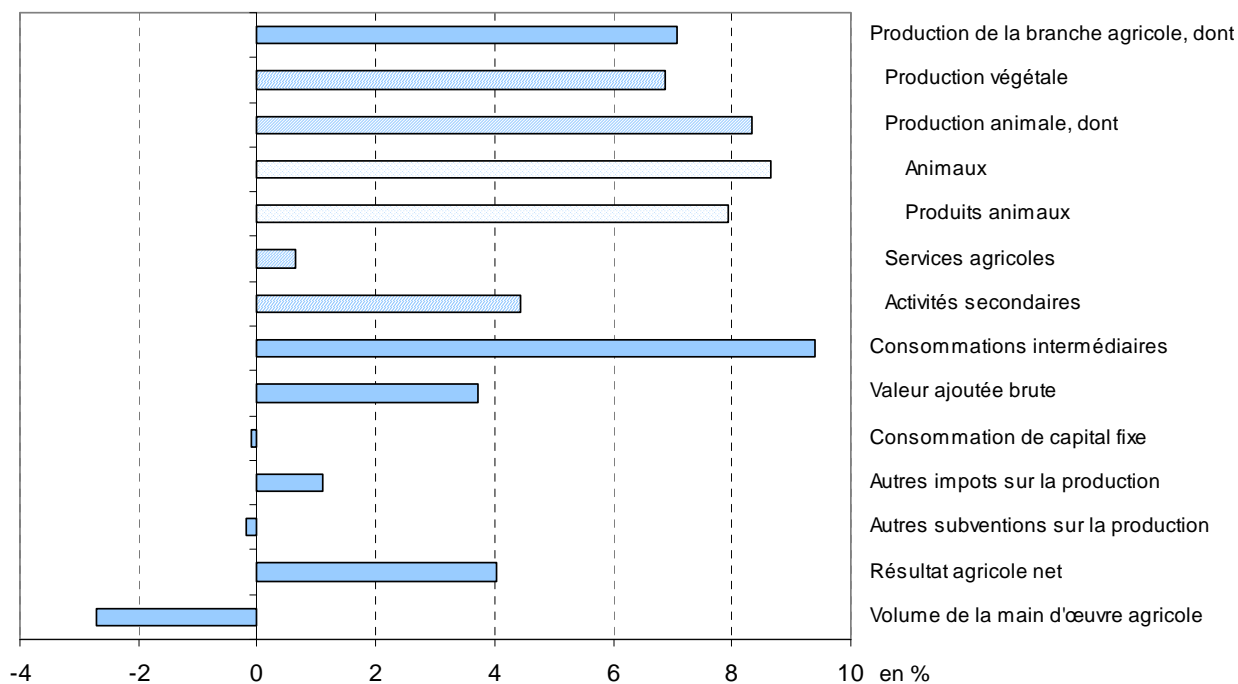


Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2012)

* Pour la France, ce chiffre prévisionnel a été réévalué à +5,1 % au compte provisoire.

Graphique 2

Évolution 2011/2010 en termes réels des principales composantes du résultat agricole de l'UE



Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2012)

Tableau 1

Variation de la production en 2011/2010 dans l'UE

	en %	
	Volume (aux prix du producteur)	Prix du producteur (évolution en termes réels)
Production totale	2,0	5,3
Céréales	2,5	17,5
Oléagineux	0,2	15,8
Betteraves sucrières	15,6	4,1
Légumes frais	1,1	-10,2
Pommes de terre	5,9	-1,6
Fruits	3,7	-2,5
Vin	3,3	4,3
Huile d'olive	-1,9	-1,3
Production végétale	2,8	4,3
Bovins	0,5	9,0
Porcins	0,2	6,7
Ovins et caprins	0,6	7,1
Volailles	2,2	10,3
Lait	1,1	8,7
Œufs	-2,2	0,7
Production animale	0,7	7,7
Services agricoles	0,1	0,7
Activités secondaires	1,7	2,6

Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2012)

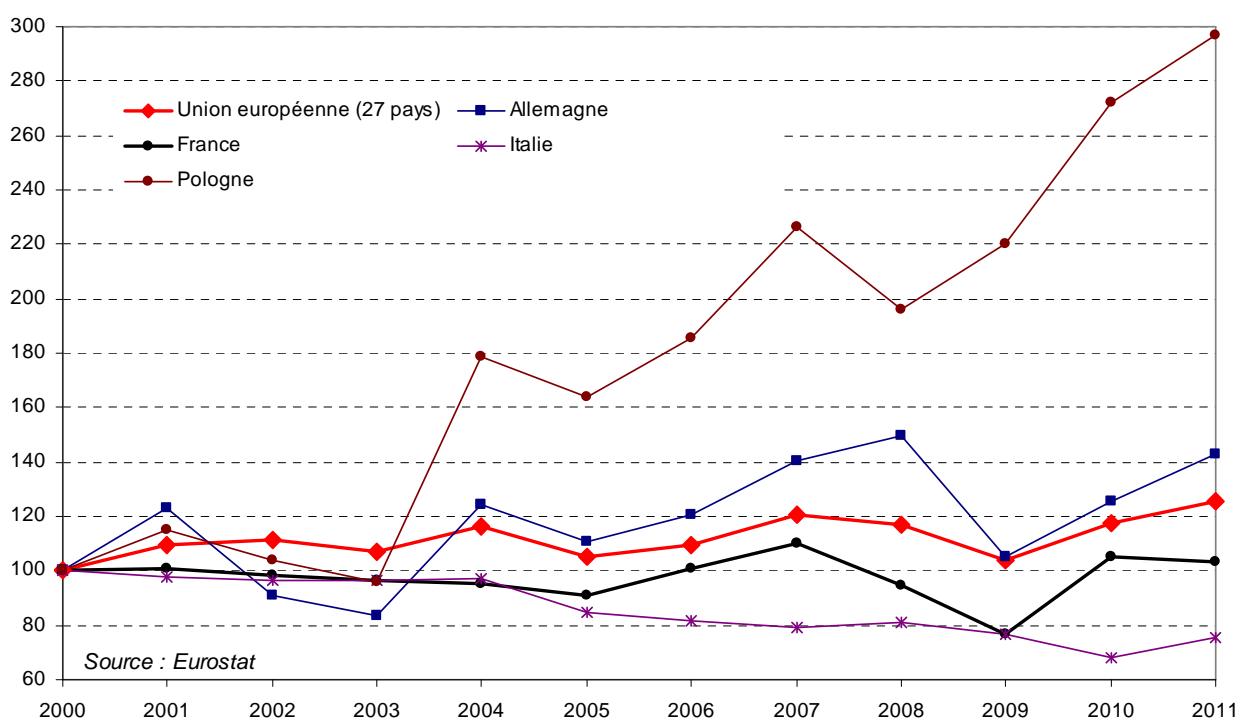
Tableau 2
Variation des consommations intermédiaires 2011/2010 (en termes réels) dans l'UE

	en %	
	Volume	Prix
Ensemble,		
dont :	0,5	9,0
- énergie	0,7	11,4
- engrais et amendements	8,1	15,7
- produits phytosanitaires	0,5	-0,6
- alimentation animale	-0,9	16,4

Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2012)

Graphique 3
Variation du résultat net agricole par actif en termes réels dans l'UE depuis 2000

Base 100 en 2000



Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2012)

TABLEAU DE BORD

L'AGRICULTURE DANS L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Le lecteur se reportera aux encadrés pour la définition précise des termes employés, en ce qui concerne le champ des différentes branches et les indicateurs retenus dans les tableaux. Le tableau de bord 2011 présente les évolutions 2011/2010. Les évolutions sont aussi présentées sur une période de cinq ans, en moyenne annuelle. Les tableaux de ce rapport proviennent des comptes nationaux en base 2005.

En 2011, selon les comptes provisoires de la nation, la **valeur ajoutée brute** de l'ensemble des entreprises françaises¹ continue à progresser : +1,9 % **en volume**, après +2,2 % en 2010. Hormis pour l'industrie agroalimentaire (IAA), la hausse de l'activité en volume est générale. Pour l'agriculture, le redressement est important, après la baisse de 2010 ; en effet, l'accroissement de la production agricole est supérieur à celui des consommations intermédiaires. Après un fléchissement en 2010 dû à des conditions climatiques défavorables, la production agricole s'accroît, notamment pour le maïs, les oléagineux et les vins. En parallèle, les quantités d'énergie consommées augmentent peu et celles d'aliments pour animaux baissent. En moyenne sur cinq ans, l'évolution de l'activité en volume continue sur la même tendance : en hausse pour les services et le commerce, mais en baisse pour les IAA et l'industrie manufacturière. Pour l'agriculture, elle se redresse.

Le **prix de la valeur ajoutée** s'accroît de 0,8 % en 2011 pour l'ensemble des entreprises, après une stabilité en 2010. Pour les IAA, il se redresse après une chute en 2010. Pour l'industrie manufacturière, il continue à baisser, mais de façon moindre que l'année précédente. Pour les services, il se stabilise. En revanche, pour l'agriculture, le prix fléchit, après le très net redressement de 2010, car les prix des consommations intermédiaires s'accroissent plus fortement que ceux des productions. En particulier, les prix des céréales et oléagineux augmentent modérément après la flambée de 2010 tandis que les prix des intrants croissent nettement, notamment pour les produits énergétiques, les engrais et l'alimentation animale.

L'**emploi** continue à diminuer dans l'agriculture et l'industrie, mais il progresse dans les services et le commerce. Globalement, pour l'ensemble des entreprises, après une baisse de 0,8 % en 2010, l'emploi progresse de 0,9 % en 2011 ; sur moyenne période, il reste stable.

¹ La valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie est restreinte ici à la valeur ajoutée des sociétés non financières et entreprises individuelles (SNF-EI). Voir encadrés p. 14 et 15 pour les choix méthodologiques.

Les gains de **productivité** sur moyenne période sont toujours en baisse pour les IAA, mais continuent à progresser dans les autres branches, et plus particulièrement dans l'agriculture et l'industrie où l'emploi diminue.

En matière de **résultat**, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs diminue légèrement dans les IAA et l'industrie manufacturière. En revanche, elle continue à se redresser dans les autres branches. Sur moyenne période, l'évolution est globalement favorable pour l'ensemble des entreprises : elle est toujours en baisse pour les IAA et l'industrie, mais elle reste positive pour l'agriculture, les services et le commerce.

En 2011, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif se stabilise pour les IAA et les services et continue à progresser dans les autres branches. Pour l'industrie, la hausse est moins importante qu'en 2010, car l'emploi a moins baissé.

L'excédent brut d'exploitation (ou revenu mixte) diminue en 2011, après une hausse sensible en 2010. Il chute pour les IAA (pour la seconde année consécutive) et pour l'industrie. Pour les services, il diminue aussi en raison de la hausse des charges. En revanche, il continue à progresser dans l'agriculture, à l'instar de la valeur ajoutée. Pour le commerce, les charges augmentent, mais la valeur ajoutée est également en hausse.

Les **investissements** pour l'ensemble des entreprises continuent leur redressement en volume (+ 5,1 % en 2011 et + 2,4 % en 2010, après -12,2 % en 2009), portés par les investissements en construction et aussi en produits manufacturés, avec le renouvellement du parc automobile et l'achat de machines, ainsi qu'en services, notamment informatiques. Les investissements effectués par les agriculteurs reprennent en 2011, après un fort repli en 2009 et 2010 en contrecoup de la baisse des revenus agricoles de 2008 et 2009. En effet, la capacité d'investissement est redevenue élevée grâce à la progression des prix du lait et des céréales : les achats de tracteurs et de moissonneuses-batteuses ont repris.

Sur cinq ans, l'évolution de l'investissement est de 1,1 % globalement dans l'ensemble des entreprises, mais elle reste négative dans l'agriculture.

La détérioration du solde du **commerce extérieur** se poursuit en 2011 (-14 milliards d'euros). Le déficit se creuse encore dans l'industrie hors IAA, en particulier pour la fabrication de matériel de transport et l'industrie pharmaceutique. En revanche, l'amélioration se confirme pour les produits agroalimentaires : la croissance de l'excédent commercial provient principalement des exportations de céréales, mais aussi de bovins ainsi que de champagnes et de vins, et plus particulièrement de vins de Bordeaux. En moyenne sur les cinq dernières années, le déficit du commerce extérieur s'aggrave (-40,5 milliards), notamment pour l'industrie. En revanche, l'excédent progresse pour le commerce et l'agriculture.

Après un fort rebond en 2010, les flux d'échanges extérieurs ralentissent en 2011, tout en restant dynamiques, dépassant ainsi leur niveau de 2007. Les exportations s'accroissent (+ 8,7 % en valeur

après + 12,4 % en 2010), elles tirent leur dynamisme des produits agroalimentaires ainsi que des biens d'équipement et des biens manufacturés, notamment la métallurgie et l'industrie chimique. Parallèlement, la progression des importations (+ 10,6 % après + 13,1 % en 2010) concerne principalement les biens manufacturés.

La **demande intérieure** augmente en volume pour l'ensemble des produits, avec un accroissement à nouveau sensible pour les produits industriels. En effet, l'investissement de l'ensemble des agents s'accélère et la consommation des ménages est en hausse, même si elle est plus modérée qu'en 2010. Les achats de biens d'équipement restent dynamiques, mais l'évolution des dépenses en autres biens ralentit. La demande de services décélère également, avec des dépenses en services de transport toujours en hausse, mais en baisse pour les services de l'information-communication et les services aux ménages. Sur cinq ans, la demande intérieure augmente modérément pour les produits agroalimentaires et les services, elle est toujours plus soutenue pour les produits industriels.

Lecture des tableaux et méthodologie

1 - Le champ retenu (les colonnes des tableaux)

Les tableaux de bord présentés ici résultent des travaux menés à l'automne 2002 au sein d'un groupe de réflexion de la CCAN puis, en 2003, par un groupe de travail du CNIS Agriculture. Ils visent à comparer les évolutions de l'agriculture avec celles des autres grandes activités, pour l'année 2011 et en moyenne sur les cinq dernières années.

*Les activités y sont considérées en tant que **branches**.*

- La **branche agriculture** est ici celle des comptes de la CCAN.
- La proximité économique des **industries agroalimentaires** avec l'agriculture a conduit à les isoler de l'industrie. En conséquence, l'**industrie** est définie ici comme l'industrie manufacturière hors IAA. L'énergie ne fait pas partie de ce regroupement.
- Le champ retenu pour les **services** est restreint aux seules branches qui sont principalement constituées de sociétés non financières et entreprises individuelles (SNF-EI). Ils regroupent ainsi les services principalement marchands, hormis le commerce qui est isolé dans une autre rubrique. Ils comprennent donc l'hébergement et restauration, les transports, l'information et communication (y compris activités informatiques), les activités scientifiques et techniques et les autres services tels que les arts et spectacles. Ils ne comprennent pas l'administration, l'éducation-santé-action sociale, les activités financières et d'assurance et les activités immobilières (dans lesquelles se trouve la grande masse des loyers réels ou imputés aux propriétaires occupants).
- L'importance des entreprises individuelles dans le **commerce** constitue, pour les comparaisons avec l'agriculture, un intérêt particulier qui a conduit à isoler cette activité.

On n'a ainsi retenu que des branches dont l'évolution macro-économique est guidée par celle des SNF-EI.

Dans l'ensemble de l'économie, la prédominance des SNF-EI est moins manifeste, ce qui pose des problèmes de comparabilité avec l'agriculture. C'est pourquoi, les comparaisons avec l'ensemble de l'économie s'entendent ici en restreignant l'économie aux seules SNF-EI (mais toutes activités confondues y compris énergie et construction).

2 - Les indicateurs retenus (les lignes des tableaux)

- En ce qui concerne les indicateurs retenus, l'activité des branches est caractérisée de façon très classique par l'évolution de la **valeur ajoutée brute** (c'est-à-dire sans enlever la consommation de capital fixe), au prix de base, et considérée en volume. L'évolution de **son prix** est également retenue.
- Pour **l'emploi**, on retient l'emploi total, salarié et non salarié, en équivalent temps plein. Dans les comptes de la CCAN, cette notion s'appelle unité de travail annuel (UTA).
- La **productivité** apparente du travail est retenue, mais uniquement en moyenne quinquennale du fait de la fragilité de son évaluation à court terme. Elle est définie ici à partir du ratio de l'indice du volume de la valeur ajoutée brute par l'indice de l'emploi total en équivalent temps plein, conformément à ce qui, pour l'agriculture, est calculé pour Eurostat à partir des comptes de la CCAN.
- Les premiers indicateurs de résultat, global et par actif, sont les **valeurs ajoutées au coût des facteurs**, rapportées ou non à l'emploi total en équivalent temps plein. Dans les comptes de la CCAN, cette notion s'appelle résultat agricole (global ou par UTA). Elle est alors calculée nette des amortissements, ce qui est en soi préférable s'agissant de mesurer un résultat proche de la notion de revenu. Dans le tableau de bord, les indicateurs de résultat ont cependant dû être exprimés en **brut** puisque la valeur des consommations de capital fixe n'est pas disponible pour les autres branches d'activité.
- L'**excédent brut d'exploitation** complète ces indicateurs de résultats. Dans le cadre central, c'est le dernier agrégat disponible par branche. Le revenu d'entreprise n'est donc pas disponible pour les activités autres que la branche agriculture.
- L'**investissement** est caractérisé de façon très classique par la formation brute de capital fixe (FBCF) en volume, ce qui n'inclut pas les terrains.
- Le **commerce extérieur** est établi par produits et non par branches ; en conséquence, l'ensemble de l'économie représente l'ensemble des échanges, sans référence aux SNF-EI ; l'ensemble de la filière agroalimentaire est agrégé ; le solde extérieur constitue l'unique agrégat du tableau qui n'est pas calculé en évolution ; sa variation est présentée également en euros et non en pourcentage d'évolution ; ces deux agrégats, complétés par les évolutions (en pourcentage) des flux d'exportations et d'importations, sont présentés à prix courants et non en volume. Par ailleurs, la comparabilité entre les produits des différentes branches n'est pas parfaite puisque les importations des différents biens sont, dans les comptes nationaux, valorisées y compris assurance et transport (CAF) alors que celles des services, du commerce et de l'ensemble de l'économie sont valorisées en considérant que les produits sont globalement valorisés hors assurance et transport (FAB) puisqu'une correction CAF-FAB est effectuée globalement sur l'ensemble des produits. L'ensemble de l'économie intègre également une importante correction liée à la prise en compte du tourisme, tous produits confondus.
- Le tableau s'achève avec la **demande intérieure finale** en volume, laquelle regroupe la consommation finale et la FBCF.

Tableau de bord pour 2011

Variations par rapport à 2010¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie hors IAA et énergie	Services	Commerce	Ensemble des SNF-EI ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute en volume (%)	+5,8 %	-0,8 %	+1,6 %	+2,6 %	+3,2 %	+1,9 %
Indicateur de prix						
Prix de la valeur ajoutée (%)	-2,1 %	+0,8 %	-1,3 %	-0,1 %	+2,4 %	+0,8 %
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein (%)	-2,2 %	-0,5 %	-1,0 %	+2,0 %	+0,6 %	+0,9 %
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%)	+3,1 %	-0,5 %	-0,4 %	+1,9 %	+5,3 %	+2,3 %
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%)	+5,5 %	-0,1 %	+0,6 %	-0,1 %	+4,7 %	+1,4 %
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%)	+3,7 %	-9,9 %	-11,8 %	-5,3 %	+9,1 %	-1,0 %
Indicateur d'investissement						
FBCF en volume (%)	+4,3 %					+5,1 %
Indicateurs du commerce extérieur						
Solde extérieur (en milliards d'euros)	+11,1 Md€		-35,4 Md€	-7,4 Md€	+8,6 Md€	-56,1 Md€
Variation du solde (en milliards d'euros)	+3,4 Md€		-11,6 Md€	0,0 Md€	+2,9 Md€	-14,0 Md€
Exportations (en %)	+15,5 %		+5,7 %	+5,1 %	+29,5 %	+8,7 %
Importations (en %)	+10,2 %		+8,7 %	+4,5 %	-4,4 %	+10,6 %
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale en volume (%)	+1,0 %		+3,5 %	+1,8 %	-0,9 %	+0,9 %

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf « solde extérieur exprimé en milliards d'euros ».

2. Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

Graphique 1 : Évolution comparée de la valeur ajoutée brute de différentes branches en volume

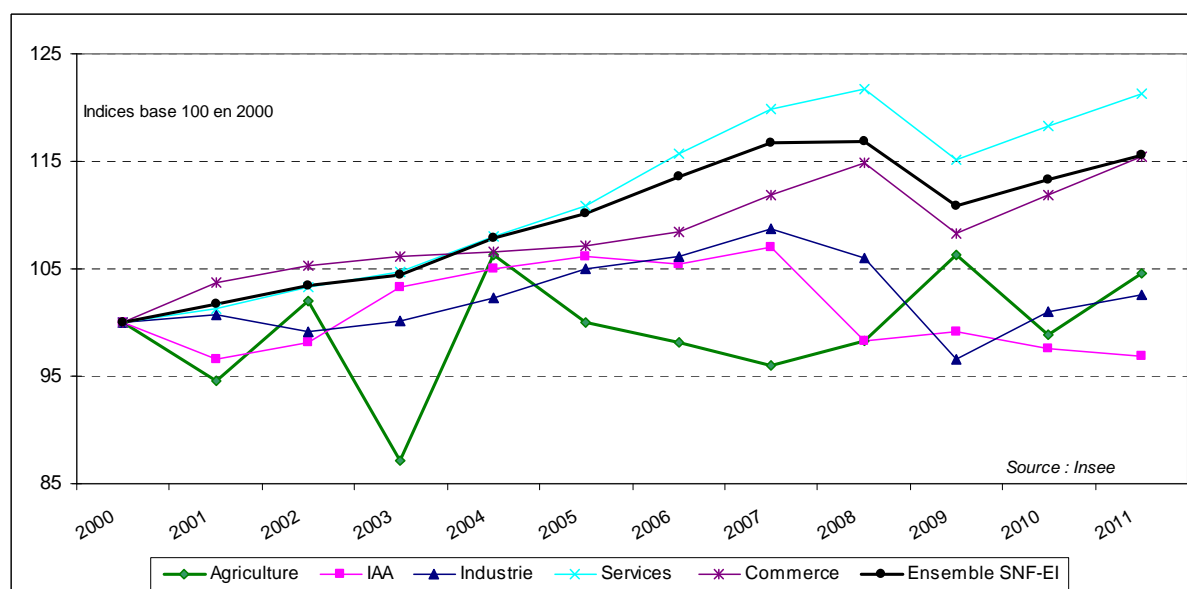


Tableau de bord sur cinq ans

En % par an - Évolutions moyennes entre 2006 et 2011¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie hors IAA et énergie	Services	Commerce	Ensemble des SNF-EI ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute en volume (%)	+1,3 %	-1,7 %	-0,7 %	+0,9 %	+1,3 %	+0,4 %
Indicateur de prix						
Prix de la valeur ajoutée (%)	+0,7 %	-0,2 %	-0,6 %	+1,1 %	+1,9 %	+1,4 %
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein (%)	-2,2 %	-0,8 %	-2,9 %	+0,7 %	+0,3 %	+0,0 %
Indicateur de productivité						
Productivité apparente du travail (%)	+3,6 %	-0,9 %	+2,3 %	+0,2 %	+0,9 %	+0,4 %
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%)	+2,2 %	-1,9 %	-1,1 %	+1,9 %	+3,2 %	+1,7 %
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%)	+4,6 %	-1,1 %	+1,8 %	+1,2 %	+2,8 %	+1,7 %
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%)	+2,5 %	-9,0 %	-5,2 %	-0,8 %	+4,0 %	+0,4 %
Indicateur d'investissement						
FBCF en volume (%)	-1,9 %					+1,1 %
Indicateurs du commerce extérieur						
Solde extérieur (en milliards d'euros)	+8,2 Md€		-22,9 Md€	-6,6 Md€	+5,7 Md€	-40,5 Md€
Variation du solde (en milliards d'euros)	+0,5 Md€		-6,2 Md€	-0,4 Md€	+1,0 Md€	-7,5 Md€
Exportations (en %)	+5,8 %		+1,0 %	+2,7 %	+9,1 %	+2,1 %
Importations (%)	+5,9 %		+2,7 %	+3,2 %	-3,5 %	+3,3 %
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale en volume (%)	+0,6 %		+2,1 %	+1,4 %	-2,0 %	+0,9 %

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

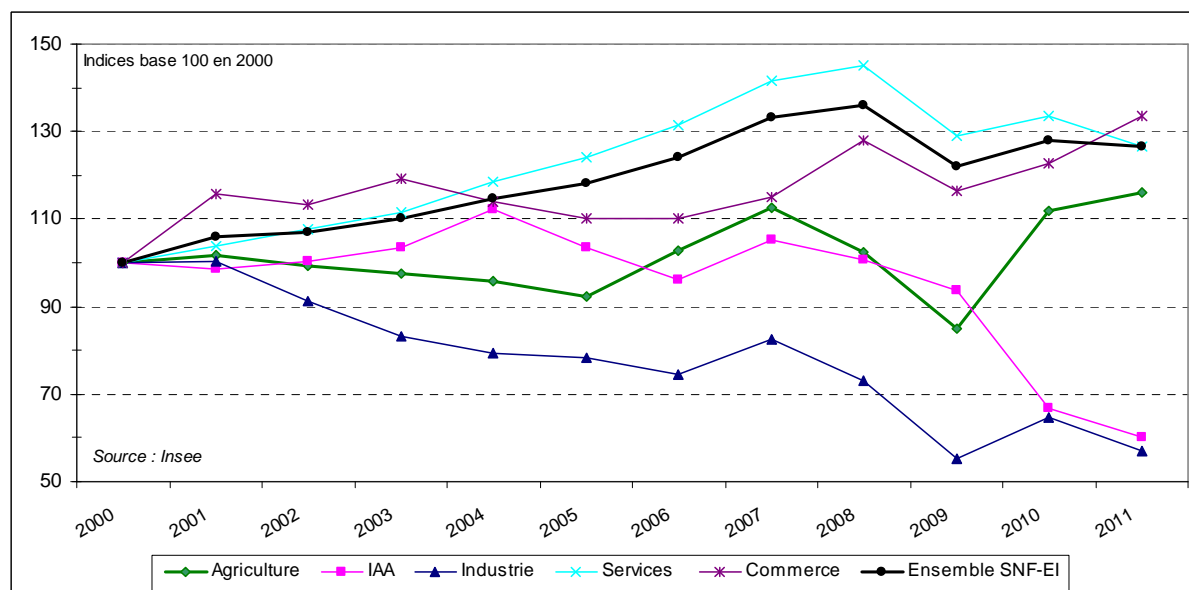
1. Sauf « solde extérieur » pour lequel il s'agit du niveau moyen exprimé en milliards d'euros. A titre d'illustration, entre 2006 et 2011, l'activité dans les services a crû de $1,009^5 \approx 1,046$ soit une augmentation de 4,6% environ.

2. Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee)

Graphique 2 : Évolution comparée de l'excédent brut d'exploitation de différentes branches



Les agrégats en valeur en 2010

En milliards d'euros ¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie hors IAA et énergie	Services	Commerce	Ensemble des SNF-EI ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute	21,0	31,0	152,2	450,7	177,9	1031,5
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein ¹	809,5	584,6	2219,2	7700,8	3446,7	17190,1
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	35,0	28,4	139,7	471,2	185,8	1078,7
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif ¹	43,2	48,5	62,9	61,2	53,9	62,7
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte	28,2	8,4	32,9	145,9	63,9	406,3
Indicateur d'investissement						
FBCF	7,4					177,3
Indicateurs du commerce extérieur						
Exportations	49,9		318,8	53,2	9,2	495,3
Importations	42,3		342,7	60,6	3,5	537,4
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale	176,4		371,3	327,7	11,9	1821,6

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf emploi exprimé en milliers de personnes en équivalent temps plein,

et valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif exprimée en milliers d'euros.

2. Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

LE COMPTE NATIONAL DE L'AGRICULTURE

Données provisoires arrêtées en mai 2012

Le redressement de la production de la branche agriculture observé en 2010 se prolonge, à un rythme légèrement ralenti, en 2011. Le ralentissement des prix est atténué par l'augmentation des volumes produits. En revanche l'augmentation du prix des intrants tire les consommations intermédiaires à la hausse.

La combinaison des deux phénomènes permet cependant une poursuite de la croissance du revenu de la branche agriculture.

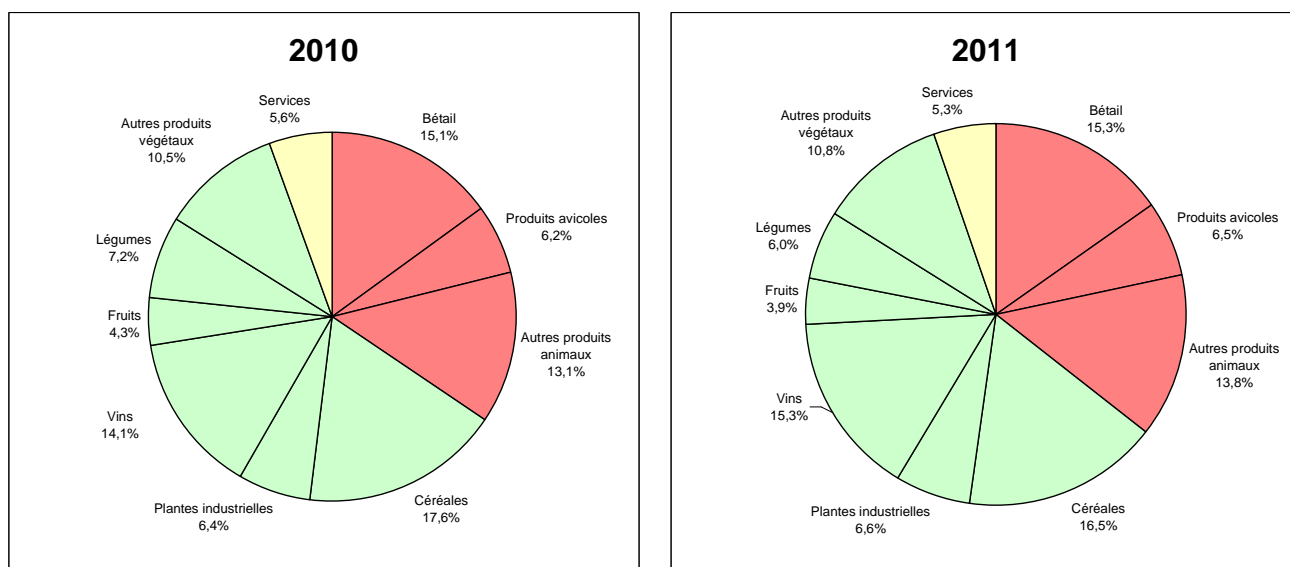
Les investissements bénéficient de l'embellie des revenus de 2010. La croissance globale résulte d'évolutions différenciées selon les activités.

La production

La valeur de la production hors subventions sur les produits s'accroît de 6,7 % en 2011 sous l'effet conjugué d'une hausse des volumes produits (+ 2,7 %) et des prix (+ 4,0 %). Atteignant un montant total de 71,4 milliards d'euros en 2011, elle est supérieure de 4,5 milliards à celle de 2010 (graphique 2). Cette augmentation provient principalement des vins, des oléagineux et des produits animaux.

Graphique 1

Part des différents produits dans la valeur de la production agricole (hors subventions) en 2010 et 2011



Source : Insee

Céréales : blé dur, blé tendre, maïs, orge, autres céréales

Plantes industrielles : oléagineux, protéagineux, tabac, betteraves, autres plantes industrielles

Légumes : légumes frais, pommes de terre

Fruits : fruits frais

Vins : vins d'appellation d'origine, autres vins

Autres produits végétaux : plantes fourragères

Bétail : gros bovins, veaux, ovins-caprins, équidés, porcins

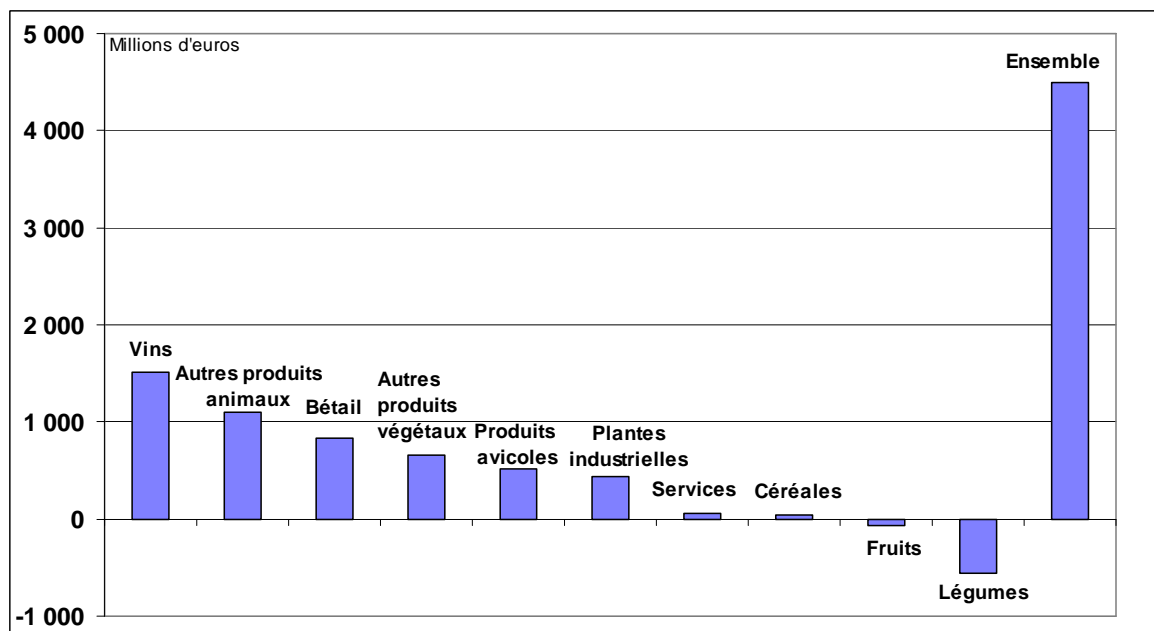
Produits avicoles : volailles, œufs

Autres produits animaux : lait et produits laitiers, autres produits de l'élevage

Services : activités principales de travaux agricoles, activités secondaires de services

Graphique 2

Variation de la valeur de la production agricole (hors subventions) entre 2010 et 2011



Source : Insee

○ **Le volume** de la production agricole se redresse en 2011, après une baisse en 2010. Les productions végétales comme les productions animales s'accroissent.

Les productions végétales se redressent de 3,3 % en volume. Les récoltes d'oléagineux augmentent sous l'effet d'une progression conjuguée des surfaces et des rendements. La récolte de maïs est abondante en raison de rendements records, favorisés par des semis précoces et des conditions climatiques idéales. Les tonnages de betteraves récoltés atteignent également des niveaux records. La récolte de pommes de terre est supérieure à la faible récolte de 2010, celle de fruits et légumes s'accroît également. La production de vins est en forte hausse, surtout pour le champagne et les vins de table et de pays, après quatre années de faible récolte. En revanche, les récoltes de céréales à paille et de protéagineux diminuent en raison de rendements perturbés par la sécheresse printanière ; de plus, les surfaces de protéagineux se réduisent nettement suite au plafonnement des aides.

Les productions animales s'accroissent de 1,9 % en volume. Cette progression concerne les bovins et les volailles, comme en 2010. La collecte de lait continue à se redresser. En revanche, la production d'ovins décroît pour la septième année consécutive et celle de porcins recule après une stabilité en 2010. Pour les œufs, le repli est très net.

○ Le **prix hors subventions** de la production agricole s'accroît à nouveau en 2011 (+ 4,0 %). Cette hausse provient essentiellement des productions animales.

Le prix des productions végétales augmente de 1,6 %. Les cours des céréales s'accroissent globalement : le prix du blé tendre baisse légèrement, celui du maïs plus sensiblement dans un contexte de bons rendements dans l'ensemble des pays européens tandis que les prix des autres céréales sont en hausse sous l'effet d'une forte réduction de la production. Il en est de même pour les protéagineux. Les prix des oléagineux et des betteraves augmentent malgré la hausse des récoltes. Les prix des vins continuent à se redresser. En revanche, les prix des fruits et légumes diminuent et ceux des pommes de terre chutent en raison d'une offre surabondante.

Le prix hors subventions des productions animales s'accroît de 8,5 % en 2011, après une hausse modérée en 2010 et une forte baisse en 2009. Les prix des bovins et des ovins continuent à croître sous l'effet de la faiblesse de l'offre. Le prix des porcins se redresse fortement en raison d'une bonne demande extérieure, celui des volailles aussi. La réduction massive de la production d'œufs entraîne une forte hausse des prix. Malgré l'augmentation de la production, le prix du lait s'accroît en raison de la reprise de la demande de produits laitiers industriels.

Les subventions sur les produits

En millions d'euros

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Subventions*						
sur les productions végétales	1 369	1 383	1 442	1 397	380	346
sur les productions animales	1 129	1 120	1 135	1 103	834	790
Total	2 498	2 503	2 577	2 500	1 214	1 136

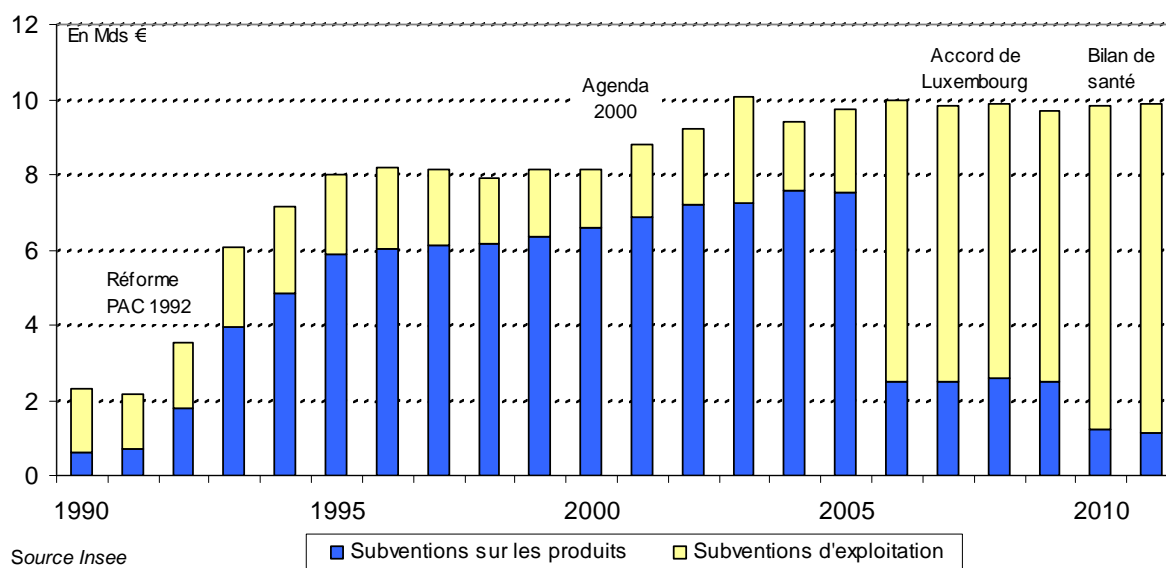
* Les subventions sur les produits sont présentées en montants dus au titre de la campagne.

Source : ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire, Offices agricoles

Après le Bilan de santé de la PAC, le découplage des aides a franchi une nouvelle étape en 2010, avec notamment la fin des aides aux grandes cultures sous forme d'aides directes aux productions, cette réduction étant compensée par des subventions d'exploitation (voir page 27).

L'année 2011 s'inscrit dans ce contexte. Désormais, la subvention la plus importante de cette catégorie est la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) qui reste couplée à 75 %. Globalement les subventions sur les produits baissent encore de 6,5 %.

Graphique 3
Évolution des subventions à l'agriculture

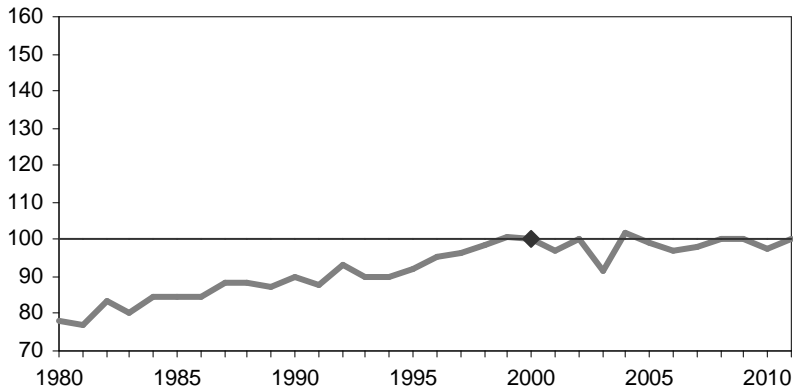


La production au prix de base

Dans les comptes, la production est valorisée au prix de base, c'est-à-dire y compris subventions sur les produits. En 2011, la production au prix de base augmente de 6,5 % en valeur.

Compte tenu du faible niveau atteint par les subventions sur les produits, cette évolution est désormais très proche de celle de la production hors subventions, avec des différences selon les productions.

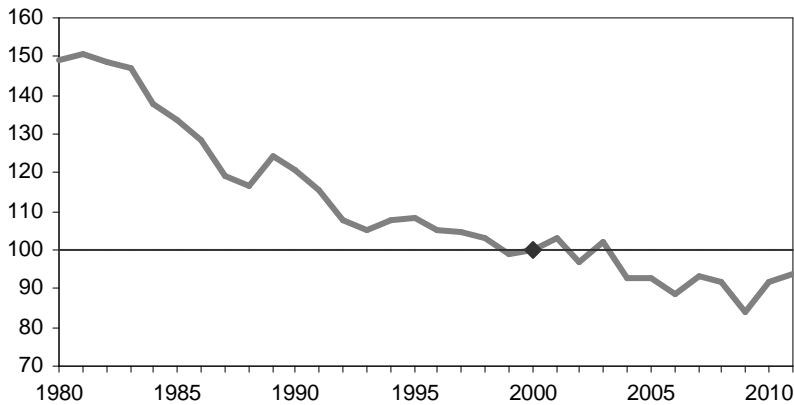
Graphique 4
Production agricole : évolution du volume



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume aux prix de l'année précédente.

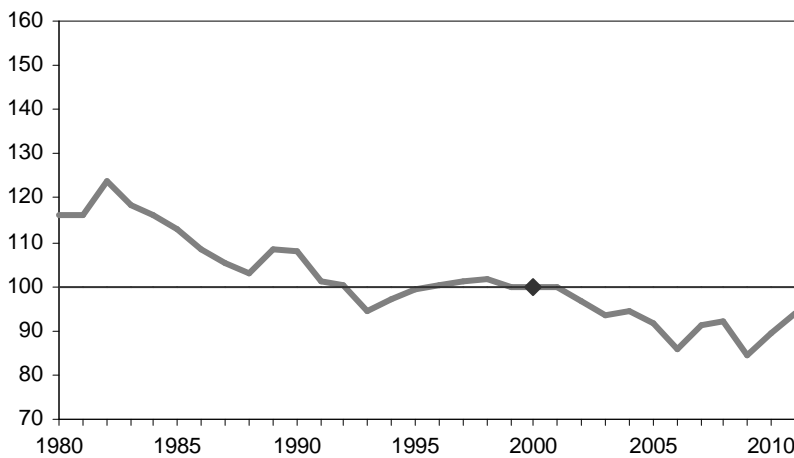
Graphique 5
Production agricole : évolution du prix de base en termes réels



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix (prix de base, c'est-à-dire y compris subventions et hors impôts sur les produits) déflatés par l'indice de prix du PIB.

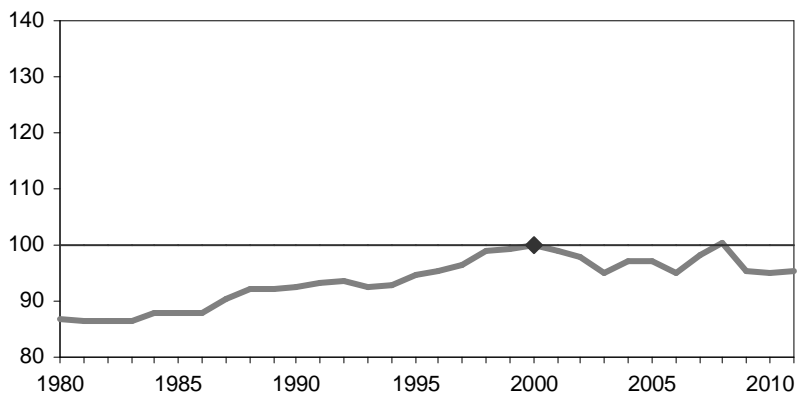
Graphique 6
Production agricole : évolution de la valeur en termes réels



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur de la production au prix de base (y compris subventions et hors impôts sur les produits) déflatés par l'indice de prix du PIB.

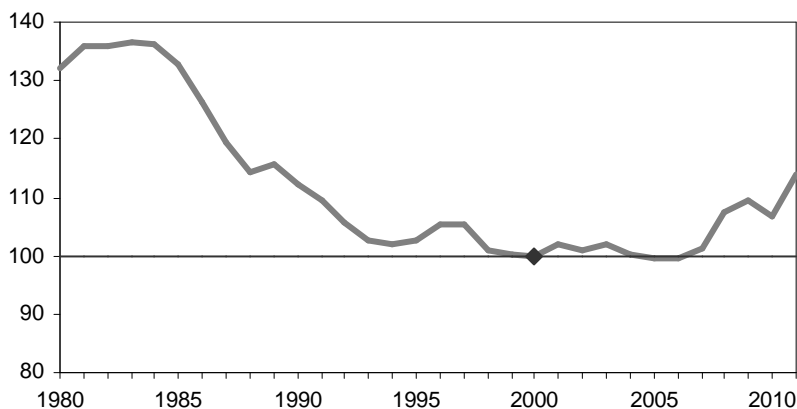
Graphique 7
Consommations intermédiaires : évolution du volume



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume, aux prix de l'année précédente.

Source : Insee

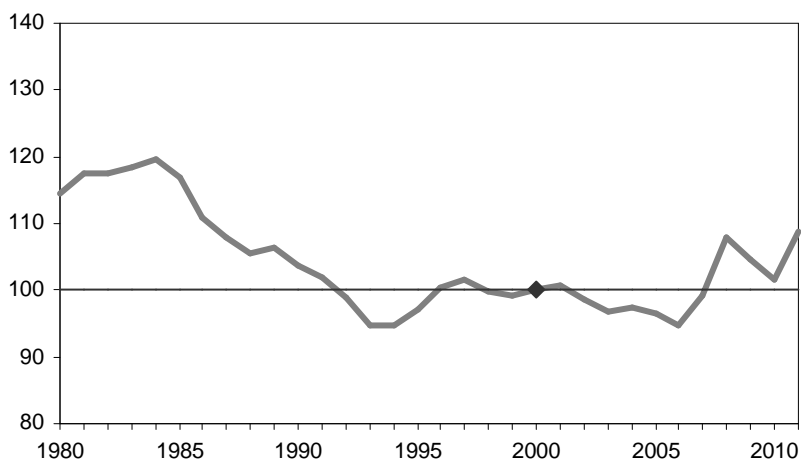
Graphique 8
Consommations intermédiaires : évolution du prix en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Graphique 9
Consommations intermédiaires : évolution de la valeur en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Les consommations intermédiaires

La valeur des consommations intermédiaires de la branche agriculture s'accroît sensiblement en 2011 (+ 8,5 %), après deux années de baisse (-1,9 % en 2010 et -2,4 % en 2009). Le prix de l'ensemble des consommations intermédiaires augmente nettement (+ 8,2 %), tandis que le volume reste stable (+ 0,3 %).

Les achats hors de la branche augmentent de 9 % en valeur. Ce surcroît de dépenses provient des engrais et des aliments pour animaux respectivement à hauteur de 43 % et 35 %. La facture énergétique tire également les dépenses vers le haut. Sa part dans l'augmentation totale des consommations intermédiaires est de 20 %.

Les dépenses consacrées aux **aliments pour animaux** achetés hors branche agricole font un bond de + 15,2 % après une relative stabilité (+ 0,6 %) en 2010. Cela s'explique par la très forte hausse des prix (+ 17,3 %), les volumes diminuant légèrement (-1,7 %). Les aliments composés représentent environ 90 % de ces dépenses. Leurs prix n'avaient pas évolué en moyenne annuelle entre 2009 et 2010. Ils sont restés stables de janvier à juin 2010. Sous l'effet d'une envolée générale des cours des céréales et oléagineux, ils ont ensuite entamé une forte progression jusqu'en mars 2011 et se sont maintenus à un haut niveau. Les quantités consommées d'aliments composés diminuent de 1,5 % après une hausse de 1,1 % en 2010. Sur les quatre principaux postes qui représentent 90 % des dépenses en aliments composés, la consommation reste relativement stable pour les aliments pour bovins (-0,7 %), les aliments pour porcins (-2,1 %)

et les aliments pour volailles (-0,2 %). La quantité de produits d'allaitement achetés pour les veaux est quant à elle en recul (-7,2 %).

Les dépenses en **produits de protection des cultures** sont en légère augmentation (+ 1,4 %) après une baisse (-7,3 %) en 2010. Les prix restent stables par rapport à 2010 (-0,6 %). En volume, l'augmentation est de 2 %. Les quantités consommées en herbicides progressent de 4,8 % et celles en autres produits divers de 6,9 %. À l'inverse, les volumes de fongicides utilisés reculent (-2,6 %). Ces évolutions s'expliquent en partie par des conditions climatiques marquées par un printemps sec et long et un été humide.

La **facture énergétique** continue de s'alourdir en 2011 (+ 18,8 %) en raison d'une forte hausse du prix du pétrole brut « Brent » en moyenne annuelle. Cette progression est comparable à celle de l'année précédente (+ 18,3 %).

Le prix du fioul domestique augmente de 26,2 %. Le volume reste stable (+ 0,3 %). Ce poste représente la moitié de la facture énergétique de la branche agricole en 2011. Pour les autres produits pétroliers (fioul lourd, GPL (*propane, butane*), essence, gazole et lubrifiants), la hausse des prix est moins marquée (+ 12,8 % globalement). L'augmentation du prix du gaz se poursuit en 2011 (+ 13,7 %), mais de façon ralentie par rapport à 2010 où elle était de 38,7 %. Ces estimations tiennent compte de la reconduction des mesures fiscales en faveur des agriculteurs appliquées les années précédentes (réduction de taxes sur le fioul domestique, le fioul lourd et le gaz naturel).

Tableau 3
Évolution des consommations intermédiaires en 2011

En %

		Volume	Prix	Valeur
Ensemble des consommations intermédiaires*	100,0%	0,3	8,2	8,5
Ensemble hors aliments intraconsommés	84,5%	1,5	7,5	9,1
dont : Aliments pour animaux **	17,8%	-1,7	17,3	15,2
Engrais et amendements	8,5%	18,7	17,1	39,1
Énergie et lubrifiants	8,3%	0,2	18,6	18,8
Produits de protection des cultures	7,1%	2,0	-0,6	1,4

* Y compris services bancaires non facturés ou services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim).

** Aliments pour animaux achetés aux industries agroalimentaires (aliments composés, tourteaux, luzerne déshydratée, pulpes de betteraves...) ; ils ne comprennent pas les produits agricoles intraconsommés, tels que les fourrages.

Les pourcentages indiqués correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de l'ensemble des consommations intermédiaires en 2010.

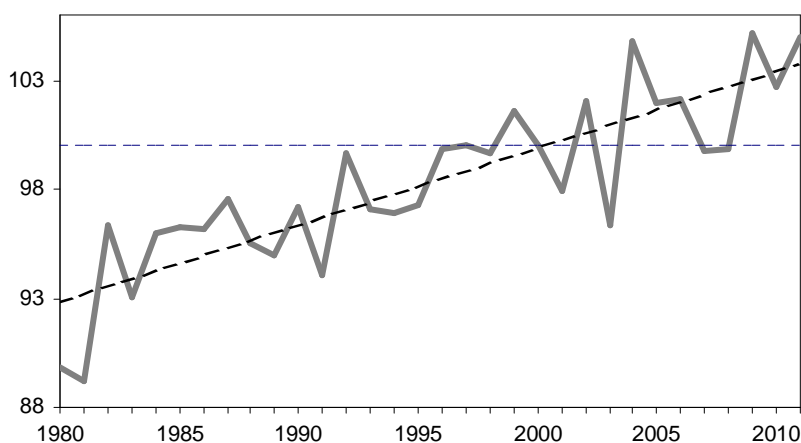
Source : Insee

Après une baisse sensible en 2010 (-23,2 %), les dépenses pour l'achat d'**engrais** progressent très fortement (+ 39,1 %) en raison de l'augmentation des prix (+ 17,1 %) et des volumes utilisés (+ 18,7 %). Dans un contexte d'augmentation des prix agricoles, la volonté des agriculteurs de s'assurer de bons rendements explique la hausse des quantités d'engrais utilisés. Au niveau national, l'augmentation des livraisons touche plus particulièrement les engrais simples potassiques et les engrais composés avec des progressions respectives de 51 % et de 27,5 %. Pour les engrais simples azotés et phosphatés, l'accroissement est plus modéré (respectivement 12 % et 14 %). Après leur fort recul en 2010 (-33,2 %), les prix des engrais progressent nettement à l'exception des

engrais simples potassiques (-10,6 %). L'augmentation de prix la plus élevée concerne les engrais simples azotés (+ 27 %).

Au total, en 2011, le volume des consommations intermédiaires augmente de 0,3 % tandis que le volume de la production agricole progresse de 2,7 %. De ce fait, la productivité des consommations intermédiaires, définie comme le rapport des indices de volume de la production et des consommations intermédiaires, se redresse. Cette évolution confirme cependant l'orientation tendancielle à la hausse de ce ratio depuis trente ans, au rythme moyen de 0,2 % par an (*graphique 10*).

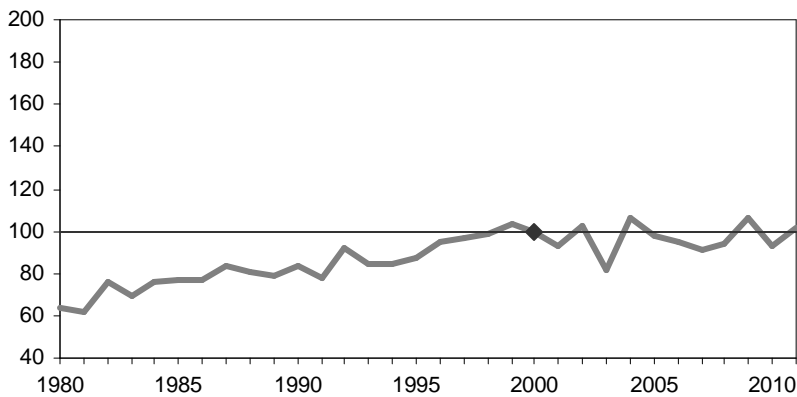
Graphique 10
Évolution de la productivité des consommations intermédiaires



Indice 100 en 2000
La productivité des consommations intermédiaires est définie comme le rapport de l'indice de volume de la production (indice 100 en 2000) sur l'indice de volume des consommations intermédiaires (indice 100 en 2000). Les aléas climatiques pèsent beaucoup sur les fluctuations annuelles de cet indicateur. Sur le long terme, on observe cependant une amélioration de la productivité.

Source : Insee

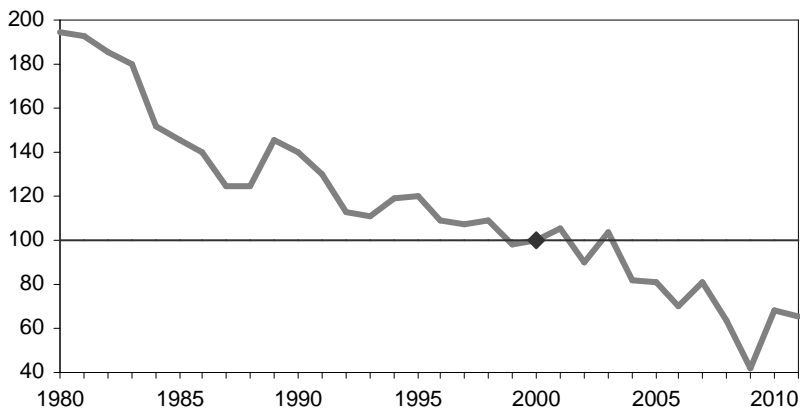
Graphique 11
Valeur ajoutée nette : évolution du volume



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume, au prix de l'année précédente.

Graphique 12
Valeur ajoutée nette : évolution du prix en termes réels

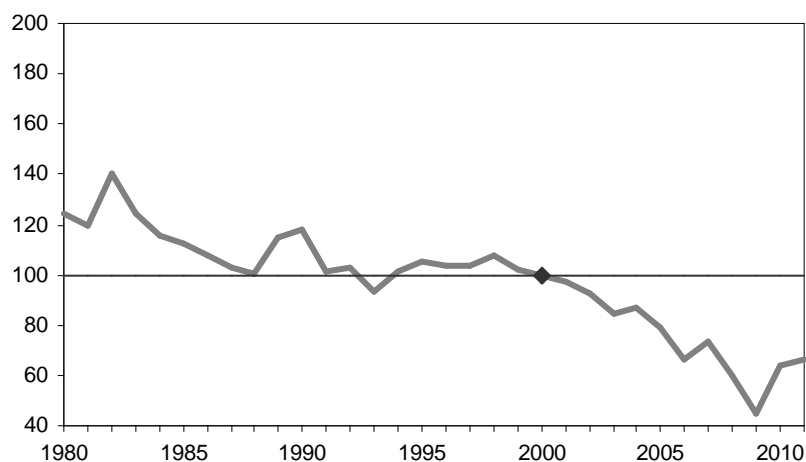


Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
 En 2006, la chute du prix de la valeur ajoutée résulte d'un effet purement comptable de la réforme de la PAC : les subventions sur les produits, incluses avant 2006 dans la production au prix de base donc dans la valeur ajoutée, sont remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation.

Graphique 13
Valeur ajoutée nette : évolution de la valeur en termes réels



Source : Insee

Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
 En 2006, la chute de la valeur ajoutée en termes réels résulte d'un effet purement comptable de la réforme de la PAC.

La valeur ajoutée

La **valeur ajoutée brute**, premier solde comptable, est égale à la production au prix de base diminuée des consommations intermédiaires. En 2011, elle augmente encore en valeur (+ 3,6 %) mais beaucoup moins qu'en 2010. Cette évolution s'explique essentiellement par une augmentation du volume des intrants plus faible que celle de la production qui induit une progression sensible de la valeur ajoutée brute en volume (+ 5,8 %). Les prix ont au contraire un impact négatif, l'augmentation des prix des consommations intermédiaires étant nettement supérieure à celle des prix agricoles. Cette augmentation de la valeur ajoutée de la branche agriculture considérée globalement ne bénéficie pas à toutes les catégories d'exploitations de la même façon, viticulteurs et producteurs de fruits se situant aux extrémités de la dispersion.

La **consommation de capital fixe** représente l'amortissement économique du capital de la branche, réévalué au prix de l'année étudiée. Elle porte sur l'ensemble des biens de capital fixe (plantations, matériels, bâtiments), à l'exception des animaux. En 2011, la consommation de capital fixe augmente de 0,8 %. Conséquence de la dépréciation des générations passées d'investissement, la baisse de la consommation de capital fixe en volume résulte du recul des investissements en 2009 et 2010 après deux années de forte croissance. Son augmentation en prix reflète la hausse du prix des actifs fixes, notamment celle du prix des machines agricoles.

La **valeur ajoutée nette** se déduit de la valeur ajoutée brute au prix de base en enlevant la consommation de capital fixe. Du fait du poids et de l'évolution de cette dernière, la valeur ajoutée nette augmente davantage que la valeur ajoutée brute.

Tableau 2
La valeur ajoutée en 2011

Valeurs en millions d'euros - Évolution en %

	Valeur 2011	Évolution volume	Évolution prix	Évolution valeur
Production au prix de base	72 539,8	2,5	3,9	6,5
Consommations intermédiaires	43 707,7	0,3	8,2	8,5
Valeur ajoutée brute	28 832,1	5,8	-2,1	3,6
Consommation de capital fixe	10 591,7	-0,3	1,1	0,8
Valeur ajoutée nette	18 240,4	9,4	-3,8	5,2

Source : Insee

Les subventions et les impôts sur la production

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 8,6 milliards d'euros en 2011. Leur forte augmentation résulte de la mise en place des nouvelles aides agro-environnementales décidées lors du **bilan de santé** de la PAC en compensation de la baisse des subventions sur les produits (graphique 3 p 21). Le découplage des aides est désormais presque total pour les grandes cultures et s'étend progressivement à l'élevage, la prime à la vache allaitante étant découplée à hauteur de 25 % et compensée par des DPU-Herbe.

Les subventions d'exploitation sont financées à hauteur de 87,4 % par l'Union européenne.

Depuis 2006, le paiement unique (6,9 milliards d'euros) qui s'est substitué en grande partie aux aides liées à la production est la composante principale de ces subventions. En 2011, il fléchit légèrement.

Les aides agri-environnementales progressent de 22,5 %. En particulier, la prime à l'herbe (PHAE) augmente de 11,3 % et les indemnités compensatrices de handicap naturel (ICHN) de 3,6 %. Les nouvelles mesures de soutien spécifique (diversité des assolements, agriculture bio...) sont en forte progression.

Parmi les mesures récentes, le soutien spécifique pour le paiement de primes d'assurance-récolte qui n'avait pas pu être entièrement déployé en 2010, s'étend en 2011.

Les indemnités calamités liées à la sécheresse 2011 ont été particulièrement élevées.

Les **autres impôts sur la production** augmentent de 2,3 % en 2011. Il s'agit des impôts sur la production autres que les impôts sur les produits, déjà pris en compte dans le calcul de la production au prix de base. Les impôts fonciers, qui en constituent les deux tiers, augmentent de 0,8 %. En revanche la forte croissance des consommations intermédiaires et de l'investissement augmente le poids de la TVA restant à la charge des agriculteurs.

Tableau 3
Subventions d'exploitation de la branche agriculture

En millions d'euros

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Paiement unique			5 714,7	5 695,6	5 741,0	5 770,0	6 922,0	6 892,2
Paiement supplémentaire		50,0	68,5	83,9	85,9	0,0	0,0	0,0
Indemnité compensatrice de handicap naturel	475,0	507,7	513,9	527,8	494,1	496,6	528,5	547,5
Prime herbagère agri-environnementale, PMSEE	212,0	209,2	219,8	243,5	235,7	221,0	249,6	277,8
Autres aides agri-environnementales, CTE, CAD ²	358,9	383,3	385,3	200,3	155,5	171,9	226,0	404,6
Retrait pluri-annuel des terres	4,6	4,7	2,5	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Aide au gel des terres (jachère non industrielle)	353,3	415,6	20,7	16,9	8,8	0,0	0,0	0,0
Indemnités au titre des calamités agricoles	30,9	277,5	178,3	56,6	130,7	69,0	117,5	302,3
Compensations pour retraits de fruits et légumes	5,2	2,9	2,1	2,4	0,4	0,0	0,0	0,0
Aides aux producteurs de fruits et légumes	3,0	11,5	1,6	0,6	1,1	8,0	0,2	5,2
Aides aux viticulteurs	21,4	42,9	31,2	48,8	16,2	1,7	0,0	0,0
Aides aux éleveurs	8,0	7,4	44,4	10,6	110,1	221,8	211,1	50,8
Indemnités pour dégâts de gibier	22,8	21,3	22,5	22,0	20,0	20,0	20,0	20,0
Agriculteurs en difficulté	8,6	5,0	3,7	4,4	2,3	2,3	0,0	0,0
Prises en charge d'intérêts	7,0	2,4	7,0	7,9	22,2	0,0	76,4	0,0
Subventions des collectivités locales	46,8	50,0	59,0	59,0	59,0	59,0	59,0	59,0
Autres subventions d'exploitation	26,5	32,7	31,7	36,9	62,1	48,0	90,3	118,4
Bonifications d'intérêts ³	212,6	197,5	177,1	225,1	163,2	98,3	79,5	43,4
Total métropole	1 796,5	2 221,6	7 484,0	7 244,2	7 308,3	7 187,5	8 580,2	8 721,1
Subventions dans les DOM	20,5	14,8	17,7	61,4	20,4	21,7	24,0	24,7
Total	1 817,0	2 236,4	7 501,7	7 305,6	7 328,7	7 209,2	8 604,2	8 745,8

1. La prime herbagère agri-environnementale (PHAE) remplace la prime de maintien des systèmes d'élevage extensif (PMSEE) en 2003.

2. Les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) créés en 1999, ont été progressivement remplacés par les contrats d'agriculture durable (CAD) créés en 2003.

3. Le traitement des Sifim oblige à travailler sur les intérêts bruts, et non nets des bonifications d'intérêt accordées par l'État et le Feoga. Les bonifications, destinées à compenser une partie des intérêts, sont donc portées dans les subventions d'exploitation pour équilibrer le compte de la branche. Voir le dossier sur les Sifim dans le rapport 2005.

Source : ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire, Offices agricoles

Le résultat agricole net

Le **résultat agricole net** de la branche agriculture se calcule à partir de la valeur ajoutée nette à laquelle sont ajoutées les subventions d'exploitation et sont retranchés les autres impôts sur la production. Il représente le revenu des facteurs de production (travail et capital). Il est aussi appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs.

En 2011, l'élément déterminant de l'évolution du résultat agricole net est la croissance de 6,5 % de la valeur de la production agricole. L'augmentation des consommations intermédiaires (+ 8,5 %) a au contraire un effet négatif. Les autres éléments ont globalement un effet négligeable. Au final, le résultat agricole net croît encore (+ 4,1 %), mais de façon très ralentie par rapport à sa performance de 2010 (+ 37,4 %). Ces deux années de croissance succèdent à deux années de forte baisse.

En termes réels, déflaté par l'indice de prix du PIB (+ 1,3 %), le résultat agricole net augmente de 2,8 %. Il ne retrouve pas tout à fait le niveau de 2007.

Compte tenu de la réduction de l'emploi agricole total (-2,2 % en nombre d'unités de travail annuel), le résultat agricole net par actif progresse un peu plus vite (+ 6,5 %).

En termes réels, le résultat agricole net par actif¹ augmente de 5,1 % en 2011 après + 39,0 % en 2010 et des baisses de -17,1 % et -13,1 % en 2009 et 2008. Il atteint son plus haut niveau depuis 1980. En moyenne sur les trois dernières années, il est comparable à celui des années 2006-2008.

Ces résultats globaux résultent cependant d'évolutions différenciées selon le type d'exploitation.

Le revenu net d'entreprise agricole

La **rémunération des salariés** progresse en 2011 de 0,7 %. L'augmentation des salaires versés par les unités agricoles résulte de l'augmentation du taux de salaire de 1,6 % et d'une réduction du nombre d'UTA salariées de 0,8 %.

Les **charges locatives** nettes augmentent de 4,2 % en 2011 après avoir baissé (- 4,1 %) en 2010. Le montant des charges locatives brutes dépend de la superficie agricole en fermage et du coût du fermage à l'hectare. La part des surfaces en fermage progresse au rythme de 1 % par an sur le long terme. La forte augmentation du revenu agricole de 2010, sur lequel les fermages sont indexés, a eu des répercussions à la hausse sur les charges locatives des exploitants. Les charges locatives qui entrent dans le compte de revenu sont nettes des impôts fonciers que les propriétaires terriens répercutent sur les fermiers ; ces impôts fonciers sont déjà comptabilisés au compte d'exploitation de la branche agricole.

Les **intérêts** dus par les unités agricoles baissent à nouveau en 2011 (-4,6 %). L'évolution des intérêts versés résulte de l'évolution combinée des encours et des taux d'intérêt. L'encours des prêts à l'agriculture augmente sensiblement depuis 2007 du

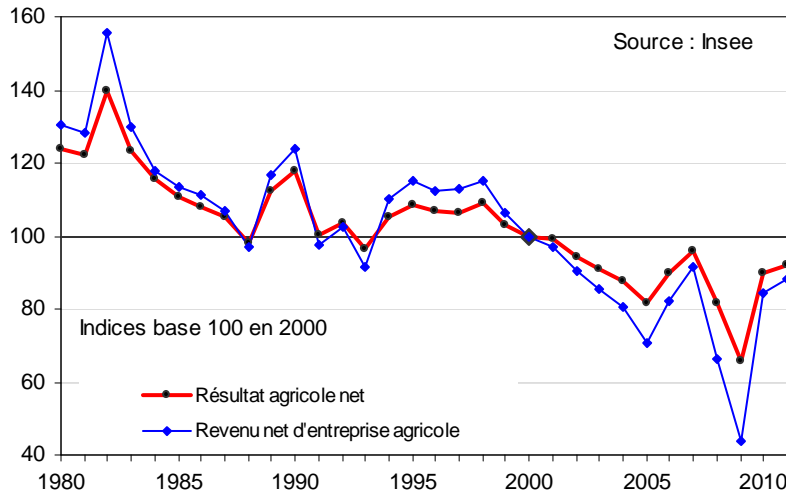
fait des prêts d'investissement (équipement et foncier), mais avec un ralentissement en 2011. L'encours des prêts avait globalement augmenté de 3,2 % sur l'année 2010, notamment en raison de la forte croissance de l'encours des prêts non bonifiés d'investissement (+ 7 %), les prêts bonifiés diminuant de 13,9 %. En revanche, les taux d'intérêt apparents, définis par le rapport des intérêts aux encours, ont continué de baisser en 2011, à l'exception du taux du crédit à court terme qui remonte après sa forte baisse en 2010. Au final, le taux d'intérêt apparent global se situe à 3,82 % en 2011, après 4,14 % en 2010 et 4,53 % en 2009. Il était de 7,38 % en 1990.

Comme en 2009 et 2010, le taux d'intérêt de référence reste bas (2,16 %) alors qu'il atteignait 4,9 % en 2008. Les marges des établissements bancaires conservent donc un niveau élevé mais en baisse. Les **intérêts hors Sifim**² qui figurent dans la séquence des comptes correspondent aux intérêts bruts (avant déduction des bonifications d'intérêt dont l'agriculture est le bénéficiaire final) hors rémunération des services financiers qui sont comptabilisés en consommations intermédiaires. Les intérêts hors Sifim remontent en 2011 après la forte baisse des années 2009 et 2010.

¹ C'est cet indicateur (dit Indicateur A) qu'Eurostat utilise pour comparer les revenus agricoles des pays de l'UE.

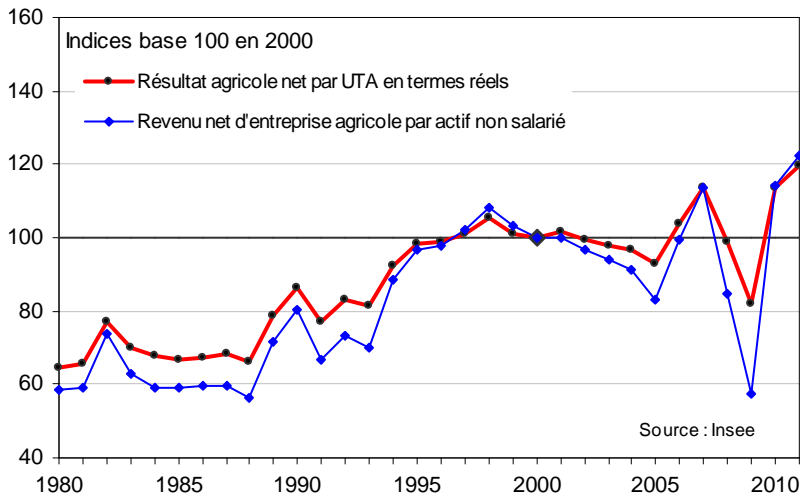
² Sifim : Services d'intermédiation financière indirectement mesurés

Graphique 14
Indicateurs de revenu en termes réels



Indice 100 en 2000
Chaînage des indices de valeur, déflatés
par l'indice de prix du PIB.

Graphique 15
Indicateurs de revenu par actif en termes réels

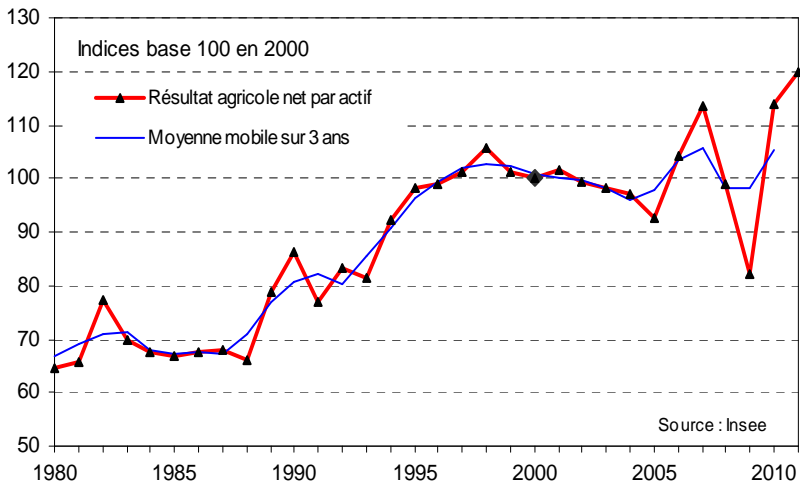


Indice 100 en 2000
Chaînage des indices de valeur, déflatés
par l'indice de prix du PIB.

UTA : unité de travail annuel (équivalent
temps plein de l'agriculture).

UTANS : UTA non salariée

Graphique 15bis
Revenu agricole net par actif en termes réels



Indice 100 en 2000
Chaînage des indices de valeur, déflatés
par l'indice de prix du PIB.

Moyenne mobile sur 3 ans

Le **revenu net d'entreprise agricole**, solde du compte de revenu, se déduit du résultat agricole net en retranchant la rémunération des salariés, les intérêts et les charges locatives nettes. Le revenu net d'entreprise agricole augmente encore de 5,5 % en 2011 après sa croissance record de 2010 (+ 95,6 %). Ces deux bonnes années compensent les baisses des deux années précédentes. Le RNEA 2011 dépasse légèrement celui de 2007.

Comme le volume de l'emploi non salarié diminue (-2,9 %), le revenu net d'entreprise agricole par actif

non salarié augmente encore davantage (+ 8,7 %). Son pouvoir d'achat (le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié déflaté par l'indice de prix du PIB) progresse de 7,3 % en 2011.

Orienté à la baisse de 1999 à 2005, cet indicateur de revenu connaît depuis de très fortes variations, à la hausse comme à la baisse, liées principalement à la volatilité des prix des produits agricoles et des intrants. En 2011, il atteint globalement son plus haut niveau, mais avec des disparités selon les types d'exploitation (*graphique 15*).

Tableau 4
Indicateurs de revenu de la branche agriculture en termes réels

Evolution en %

	Prix du PIB ¹	UTA ²	UTA non salariées ²	Indicateurs de revenu en termes réels ¹			
				Résultat agricole net (RAN)	RAN par actif	Revenu net d'entreprise agricole (RNEA)	RNEA par actif non salarié
1990	+ 2,2	-4,2	-5,1	+ 4,8	9,4	+ 6,3	12
1991	+ 2,2	-4,4	-5,0	- 14,7	-10,8	- 21,2	-17
1992	+ 2,1	-4,3	-5,1	+ 3,4	8,1	+ 4,9	10,5
1993	+ 1,9	-5,3	-6,5	- 7,2	-2,1	- 10,9	-4,7
1994	+ 1,5	-3,5	-4,5	+ 9,2	13,2	+ 20,5	26,1
1995	+ 1,2	-3,0	-4,1	+ 3,4	6,6	+ 4,8	9,2
1996	+ 1,7	-2,6	-3,9	- 1,9	0,7	- 2,5	1,4
1997	+ 1,1	-2,5	-4,1	- 0,3	2,3	+ 0,2	4,5
1998	+ 0,9	-1,8	-3,3	+ 2,4	4,2	+ 2,3	5,7
1999	+ 0,1	-1,7	-3,1	- 5,6	-4,0	- 7,7	-4,8
2000	+ 1,4	-1,4	-3,1	- 2,7	-1,3	- 5,9	-2,9
2001	+ 2,0	-2,6	-3,2	-1,0	1,7	-3,2	0,0
2002	+ 2,4	-2,5	-3,1	-4,9	-2,4	-6,4	-3,4
2003	+ 1,9	-2,4	-3,1	-3,5	-1,1	-5,6	-2,6
2004	+ 1,6	-2,4	-3,1	-3,5	-1,2	-5,9	-2,9
2005	+ 1,9	-2,4	-3,1	-6,8	-4,5	-11,9	-9,1
2006	+ 2,1	-2,4	-2,9	+ 9,6	+ 12,3	+ 16,0	+ 19,4
2007	+ 2,6	-2,1	-2,6	+ 6,9	+ 9,2	+ 11,5	+ 14,5
2008	+ 2,5	-2,3	-3,0	-15,1	-13,1	-27,6	-25,4
2009	+ 0,7	-2,4	-2,8	-19,1	-17,1	-34,2	-32,3
2010	+ 1,1	-2,2	-2,8	+ 35,9	+ 39,0	+ 93,5	+ 99,0
2011	+ 1,3	-2,2	-2,9	+ 2,8	+ 5,1	+ 4,1	+ 7,3

1. Les évolutions présentées en termes réels sont déflatées par l'indice de prix du PIB.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture). Suite au recensement agricole 2010, les séries d'emploi ont été révisées à partir de 2000.

Source : Insee

L'investissement agricole

La formation brute de capital fixe de la branche agriculture (FBCF) comprend d'une part l'investissement en produits de la branche agricole elle-même, c'est-à-dire les animaux reproducteurs et de trait ainsi que les plantations, d'autre part les dépenses d'investissement en biens non agricoles, essentiellement le matériel et les bâtiments.

Après deux années de forte baisse (-11,9 % et -12,6 % en volume respectivement en 2009 et 2010), la FBCF redémarre doucement en 2011 en progressant de 3,4 % en volume et de 4,9 % en valeur, cette évolution moyenne résultant d'évolutions très contrastées selon la nature des biens.

L'investissement agricole présente des cycles d'environ huit années au cours desquelles, partant d'un point haut, l'investissement baisse puis remonte. Le cycle 2000-2008 se différencie des précédents (1982-1990 et 1991-1999) par un creux moins profond. Le cycle en cours a commencé au contraire par une chute sans précédent mais il semble repartir plus vite à la hausse. (*graphique 16*).

En 2011, la formation brute de capital fixe en **produits agricoles** baisse de 27,7 % en volume, plantations et bétail connaissant des évolutions divergentes (*tableau 5*).

La baisse de la FBCF animale s'accélère (-65 % en volume). En 2011, elle concerne tout particulièrement les bovins (-69 %), les ovins (-41,4 %) et surtout les caprins dont le cheptel diminue. La forte sécheresse de 2011 n'est vraisemblablement pas étrangère au phénomène.

En revanche, la FBCF en plantations reste quasiment stable en volume tant pour les vignes que les vergers. Son prix augmente de 4 %.

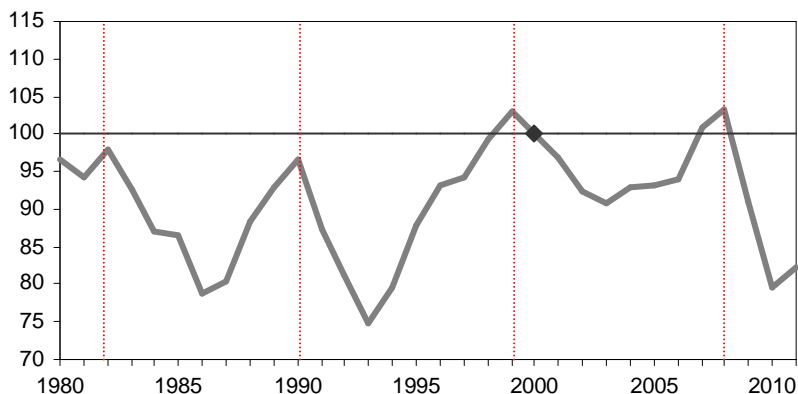
Si la chute de l'investissement en bâtiments agricoles se poursuit en 2011, les achats d'équipements ont repris avec vigueur. Sur l'année, les immatriculations de tracteurs ont augmenté de 21,8 %, et davantage pour les tracteurs viticoles. Le marché des moissonneuses-batteuses, dopé par les bons résultats des céréaliers, est en hausse de 22,7 %. La demande des agriculteurs en tracteurs et autres machines agricoles reste orientée vers des matériels plus performants, répondant aux nouvelles normes et d'une plus grande technicité, qui leur permettent de réaliser des gains de productivité. Les éleveurs laitiers ont également été plus nombreux à investir que les années précédentes. Au total, la formation brute de capital fixe **hors biens agricoles** augmente de 6,7 % en volume et 8 % en valeur.

Tableau 5
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture

	Montant 2011 (en millions d'euros)	Évolution 2011/2010 (en %)	
		En valeur	En volume
FBCF en biens agricoles	669	-24,3	-27,7
Bétail	141	-62,5	-65,0
Plantations	529	3,9	-0,1
FBCF en biens non agricoles	8 985	8,0	6,7
dont : Matériel	7 825	15,6	14,3
Bâtiments	734	-36,0	-36,0
FBCF totale	9 655	4,9	3,4

Source : Insee

Graphique 16
FBCF de la branche agriculture en volume

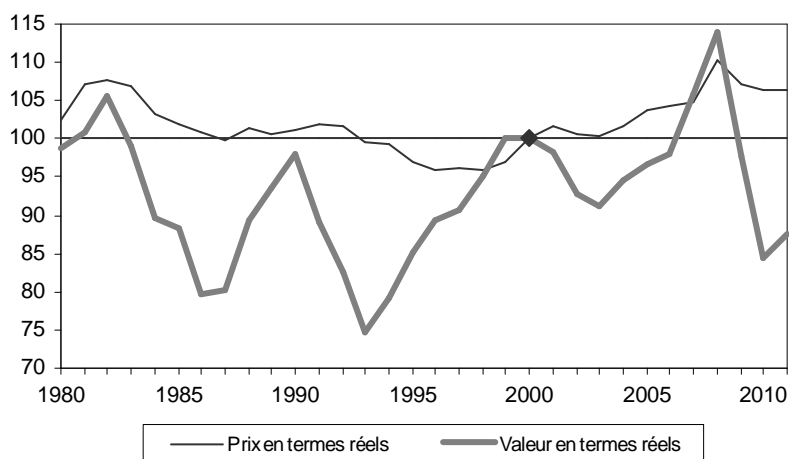


Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume
 de la FBCF

Deux années de conjoncture favorables
 redynamisent l'investissement en 2007 et
 2008, en dopant les achats de matériel. En
 2009 et 2010, le retournement est brutal.

Source : Insee

Graphique 17
FBCF de la branche agriculture : valeur et prix en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices d'évolution. Les
 évolutions de valeur et prix en termes réels
 sont obtenues en déflatant les évolutions de
 valeur et de prix de la FBCF par l'indice de
 prix du PIB.

Source : Insee

Tableau 6
Les comptes de la branche agriculture de 2004 à 2011 en résumé

En millions d'euros

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
(+) Production au prix de base	64 703,8	63 816,5	61 212,6	66 780,7	68 821,0	63 700,5	68 120,4	72 539,8
(-) Consommations intermédiaires	34 745,1	35 045,7	35 060,3	37 770,7	42 060,1	41 061,5	40 280,1	43 707,7
dont : Sifim	877,8	934,2	677,0	555,0	319,2	869,0	1 034,0	837,0
(=) Valeur ajoutée brute	29 958,7	28 770,8	26 152,3	29 010,0	26 760,9	22 639,0	27 840,3	28 832,1
(-) Consommation de capital fixe	8 790,6	9 162,9	9 433,8	9 821,2	10 771,5	10 553,4	10 505,3	10 591,7
(=) Valeur ajoutée nette	21 168,1	19 607,9	16 718,5	19 188,8	15 989,4	12 085,6	17 335,0	18 240,4
(+) Subventions d'exploitation	1 817,0	2 236,4	7 501,7	7 305,6	7 328,7	7 209,2	8 604,2	8 745,8
dont : bonifications d'intérêts	212,6	197,5	177,1	225,1	163,2	98,3	79,5	43,4
(-) Autres impôts sur la production	1 469,5	1 397,1	1 331,7	1 374,9	1 461,0	1 471,1	1 453,9	1 487,5
Impôts fonciers	970,1	903,6	832,5	869,5	906,5	936,0	955,7	963,7
Autres impôts sur la production	499,4	493,5	499,2	505,4	554,5	535,1	498,2	523,8
(=) Résultat agricole net	21 515,6	20 447,2	22 888,5	25 119,5	21 857,1	17 823,7	24 485,3	25 498,7
(-) Rémunération des salariés	6 121,0	6 332,7	6 417,5	6 518,2	6 789,1	6 950,1	6 783,6	6 833,2
Salaires	4 887,3	5 058,3	5 129,1	5 275,7	5 524,4	5 635,2	5 585,8	5 626,7
Cotisations sociales	1 233,7	1 274,4	1 288,4	1 242,5	1 264,7	1 314,8	1 197,8	1 206,5
(=) Revenu mixte net (=ENE)	15 394,6	14 114,5	16 471,0	18 601,3	15 068,0	10 873,6	17 701,7	18 665,5
(-) Intérêts	1 011,0	1 007,1	1 241,8	1 437,3	1 698,8	1 193,2	943,7	1 017,1
(rappel : intérêts dus)	1 676,1	1 743,8	1 741,4	1 771,2	1 855,4	1 964,1	1 898,1	1 810,9
(-) Charges locatives nettes	1 952,4	1 945,4	2 016,5	2 051,4	2 161,6	2 250,8	2 224,8	2 317,1
(=) Revenu net d'entreprise agricole	12 431,2	11 162,0	13 212,7	15 112,6	11 207,6	7 429,6	14 533,2	15 331,3

Source : Insee

LE COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE

En 2011, l'excédent du commerce extérieur en produits agroalimentaires est de 11,1 milliards d'euros : 4,6 milliards pour les produits agricoles bruts et 6,5 milliards pour les produits transformés au sein des industries agro-alimentaires (IAA). Il progresse de 3,4 milliards d'euros par rapport à 2010 (+ 45 %) et atteint son plus haut niveau sur la période 1990-2011. La progression est de 2,3 milliards pour les produits agricoles bruts et de 1,1 milliard pour les produits transformés.

L'excédent s'améliore avec l'Union Européenne (+ 1,8 milliard d'euros) ainsi qu'avec les pays tiers (+ 1,6 milliard d'euros).

L'excédent des échanges en produits agricoles double entre 2010 et 2011

Les exportations de produits agricoles augmentent de 21,1 % en valeur. Cela s'explique par une forte hausse des prix (+ 24,3 % globalement), les volumes diminuant légèrement (- 2,6 %).

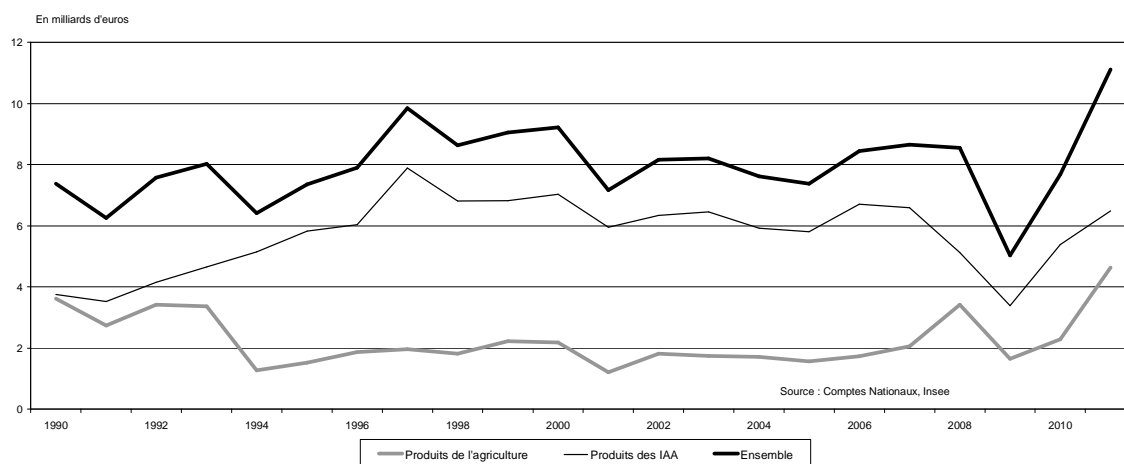
Les importations progressant plus modestement (+ 4,3 %), il en résulte un doublement de la valeur du solde du commerce extérieur pour les produits agricoles qui atteint 4,6 milliards d'euros. Ce niveau est le plus élevé sur la période 1990 - 2011.

En progression de 2 milliards par rapport à 2010, l'excédent des échanges de céréales est égal à 7,4 milliards d'euros. Les exportations sont en hausse de 2,1 milliards. Elles sont tirées par une forte croissance des prix (+ 43 %), les volumes exportés étant en repli de 5,6 %. Ce recul concerne trois des quatre principales céréales : le blé tendre (-7 %), le maïs (-5,5 %) et l'orge (-12,3 %). A l'inverse, les quantités vendues de blé dur progressent de 41,5 %. Cependant, cette baisse des volumes exportés se produit après une année 2010 record, au cours de laquelle la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar et les restrictions sur les exportations de la Russie et de l'Ukraine ont favorisé les ventes françaises. Les quantités exportées en 2011 restent donc à un niveau élevé.

L'excédent commercial en oléagineux est de 251 millions d'euros, il augmente de 163 millions. Les exportations progressent de 43 % et les importations de 25 %. Ces évolutions s'expliquent principalement par des hausses de prix.

Le solde des échanges d'animaux augmente également (+ 184 millions), essentiellement grâce à la croissance soutenue des ventes de bovins (+ 14,5 %). Ce dynamisme des exportations est lié à la demande de pays méditerranéens qui ont ouvert leurs frontières aux bovins vivants. Après l'Algérie en 2009 et le Liban en 2010, c'est le cas de la Turquie depuis août 2011.

Graphique 1
Solde¹ du commerce extérieur agroalimentaire



1. Solde CAF-FAB.

La balance commerciale en produits agricoles bénéficie également d'un moindre déficit pour les fruits, légumes frais, plantes et fleurs. Bien que toujours conséquent puisqu'il atteint 2,8 milliards en 2011, ce déficit est réduit de 305 millions d'euros par rapport à 2010. Cela résulte de la baisse des importations de 290 millions associée à la stabilité des exportations (+ 15 millions d'euros).

En revanche, les dégradations des soldes pour les autres plantes industrielles et le groupe de produits « café, thé, cacao et épices » (respectivement -247 et -209 millions) viennent compenser une partie de l'amplification de l'excédent commercial enregistrée sur les autres produits agricoles.

Nette augmentation du solde pour les produits issus des industries agroalimentaires

Entre 2010 et 2011, l'excédent du commerce extérieur en produits transformés croît de 20,3 %. Les échanges progressent à un rythme légèrement plus soutenu pour les exportations (+ 13,5 %) que pour les importations (+ 12,3 %).

Après avoir atteint son niveau le plus bas des vingt dernières années en 2009 (3,4 milliards d'euros), le solde repasse au-dessus des 6,0 milliards et retrouve son niveau de 2007.

Le solde des échanges en vins s'élève à 6,6 milliards d'euros. Il progresse de 797 millions d'euros (+ 14 %) et représente la plus forte contribution à la croissance de la balance commerciale en produits transformés. Après une nette reprise en 2010 (+ 14,6 %), les exportations sont en progression de 14 % et atteignent 7,3 milliards d'euros. La hausse des ventes de vins tranquilles est de 15 % en valeur et celle de champagne, un peu moins soutenue, de 9,3 %.

Les exportations de boissons alcoolisées distillées s'améliorent de 8,7 %, portées par des ventes de cognac en hausse de 10 %. Elles sont toutefois compensées par une envolée de 25,1 % des achats, en particulier de whisky.

Les exportations de produits issus du travail des grains et produits amyliacés font un bond de 25,4 %. La forte hausse des prix des céréales s'est répercutée sur ceux des produits transformés. La farine de blé et les céréales pour petit-déjeuner ont ainsi enregistré une progression de prix de près de 30 %. Malgré la croissance des importations, l'excédent des échanges sur cette classe de produits évolue de 347 millions d'euros, soit une hausse de 38 %.

En évolution de 285 millions, la balance commerciale en produits laitiers franchit les 3 milliards d'euros. Les volumes tirent les exportations dont la valeur progresse de 11,9 %. A l'inverse, la hausse des importations de 13,9 % est portée par la hausse des prix, en particulier ceux des fromages, du beurre, de la crème.

En dehors du beurre dont le déficit se détériore, les autres produits enregistrent une amélioration de leur solde. Les progressions les plus importantes concernent la crème (+ 80 millions), le lactoserum (+ 59 millions), le lait en poudre (+ 47 millions) et les fromages (+ 51 millions). Ces derniers, avec un excédent de 1,7 milliard, contribuent à hauteur de 53 % à l'excédent commercial en produits laitiers.

Les quantités de sucre vendues restent stables mais la croissance notable des prix (+16 %) tire les exportations. Malgré des achats en hausse de 22 %, l'excédent dégagé s'améliore de 127 millions et frôle le milliard d'euros.

Le déficit commercial en huiles et graisses se réduit de 174 millions d'euros, les exportations évoluant à un rythme bien plus soutenu que les importations. Les ventes s'envolent de 71,3 % sous l'effet d'une progression des volumes de 38 % conjuguée à celle des prix de 24 %. Un peu plus de la moitié de la hausse des exportations est liée à l'huile de colza dont les quantités exportées doublent et le prix de vente augmente de 30 %.

De même, les huiles (colza, tournesol, soja et palme) orientent le prix des importations à la hausse (+ 22 %). La croissance en valeur des achats est cependant ralentie par des volumes en recul de 4 %. Cela s'explique par un repli de 7 % des quantités importées de tourteaux. Ces derniers représentent un peu plus de deux tiers des achats en volume.

Le déficit pour les viandes et produits à base de viande recule de 185 millions d'euros. Cette amélioration s'explique principalement par la contribution du commerce des viandes bovines et porcines.

En raison de l'ouverture du marché turc depuis fin 2010, les volumes exportés de viandes bovines sont en hausse de 9 % et les prix de 4,3 %. Dans le même temps, les importations progressent peu (+3,3 % en valeur), la baisse de 10 % des volumes étant compensée par une nette hausse des prix d'achat de 14,7 %.

La forte demande asiatique a permis de maintenir les volumes exportés de viandes porcines au même

niveau qu'en 2010. Grâce à une hausse des prix, la valeur des ventes croît de 9 %.

L'amélioration globale de l'excédent pour les produits des industries agroalimentaires est cependant limitée par les détériorations des soldes pour les produits transformés à base de poissons et

de fruits et légumes. Les déficits des échanges pour ces produits, déjà élevés en 2010, se creusent respectivement de 275 millions et 161 millions d'euros. Il en est de même pour les produits à base de tabac pour lesquels la dégradation est de 163 millions d'euros.

Tableau 1
Les échanges extérieurs de produits agroalimentaires dans l'ensemble des échanges

Valeurs en milliards d'euros

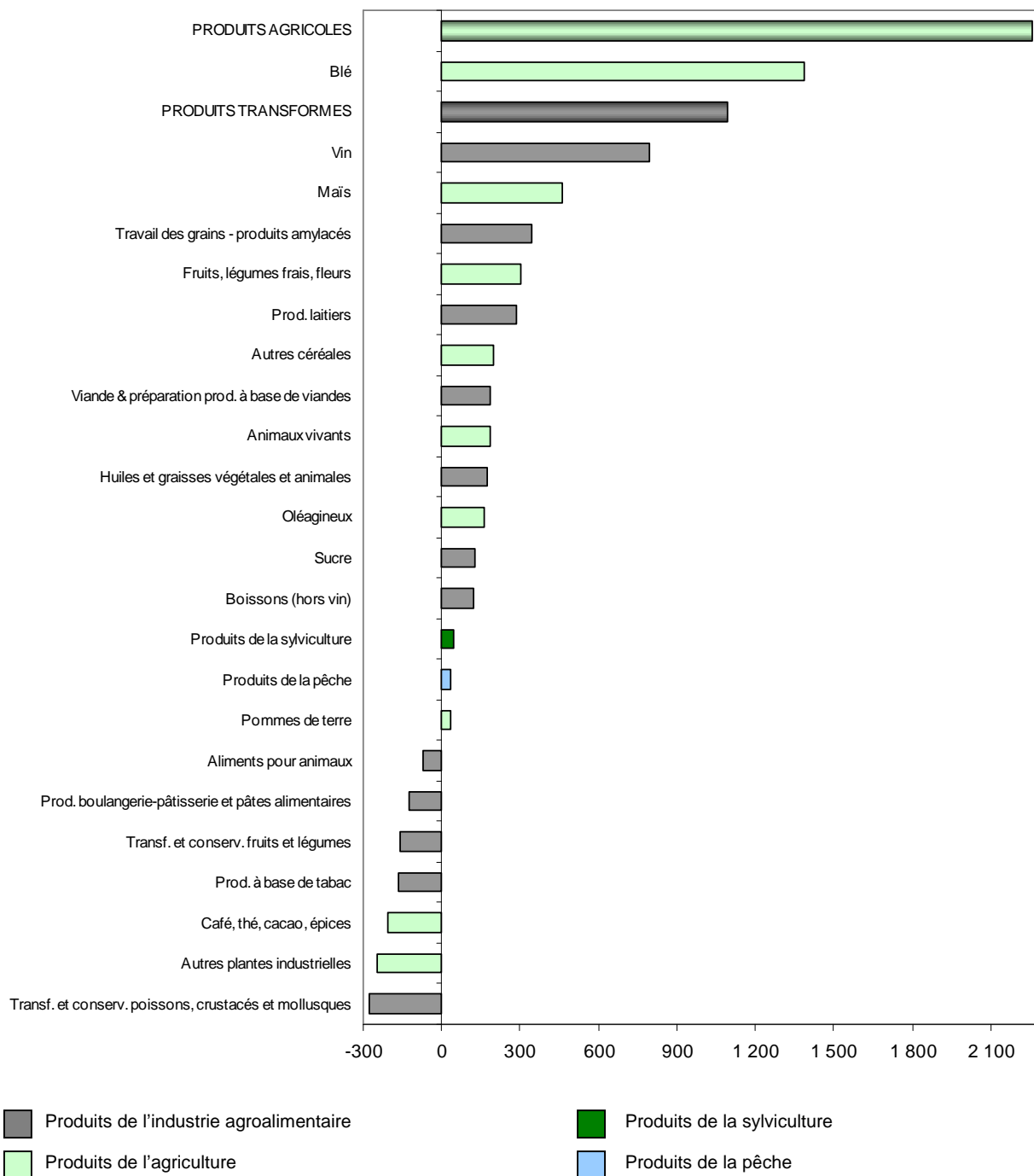
		Valeur 2010	Évolution 2011 / 2010			Valeur 2011
			Valeur	Volume	Prix	
Produits agricoles	Exportations (FAB)	13,4	21,1%	-2,6%	24,3%	16,2
	En % des échanges de biens	3,4%				3,8%
	Importations (CAF)	11,1	4,3%	3,3%	1,0%	11,6
	En % des échanges de biens	2,5%				2,4%
	Solde	2,3				4,6
Produits des industries agroalimentaires	Exportations (FAB)	36,6	13,5%	6,2%	6,9%	41,5
	En % des échanges de biens	9,4%				9,8%
	Importations (CAF)	31,2	12,3%	4,8%	7,2%	35,0
	En % des échanges de biens	7,1%				7,1%
	Solde	5,4				6,5
Ensemble des produits agroalimentaires	Exportations (FAB)	49,9	15,5%	3,9%	11,2%	57,7
	En % des échanges de biens	12,8%				13,7%
	Importations (CAF)	42,3	10,2%	4,4%	5,6%	46,6
	En % des échanges de biens	9,6%				9,5%
	Solde	7,7				11,1
Ensemble des biens	Exportations (FAB)	389,8	8,2%	4,3%	3,7%	421,8
	En % des échanges de biens	100,0%				100,0%
	Importations (CAF)	438,5	12,2%	5,2%	6,7%	492,1
	En % des échanges de biens	100,0%				100,0%
	Solde	-48,7				-70,3
Ensemble des biens et services	Exportations (FAB)	495,3	8,7%	5,3%	3,2%	538,2
	Importations (CAF)	537,4	10,6%	4,6%	5,7%	594,3
	Solde	-42,1				-56,1

Source : comptes nationaux, Insee

Graphique 2

Principales améliorations et détériorations du solde agroalimentaire par produits en 2011 par rapport à 2010

En millions d'euros



Source : comptes nationaux, Insee

L'excédent s'améliore avec l'Union Européenne et les pays tiers

Le solde des échanges avec l'**Union Européenne** progresse de 1,8 milliard d'euros (+ 41 %). L'excédent avec la Zone Euro double en raison de la nette augmentation du solde avec l'Italie, l'Allemagne et la Belgique, combinée à la réduction du déficit avec les Pays-Bas et l'Espagne. Hors Zone Euro, l'excédent diminue de 5 %.

La croissance des exportations de blé tendre (+ 166 millions d'euros) contribue à l'amélioration de la balance commerciale avec l'Italie. Avec l'Allemagne, la progression de l'excédent est portée par la hausse des ventes de colza (+ 234 millions), d'huile de colza (+ 105 millions), de blé tendre (+ 81 millions) et de maïs (+ 64 millions). Les exportations vers la Belgique augmentent également pour les céréales (+ 174 millions pour le blé tendre, le maïs et l'orge) ainsi que pour les graines et l'huile de colza (+ 146 millions d'euros).

Le déficit avec l'Espagne se réduit grâce à une progression de l'excédent pour le maïs (+ 172 millions d'euros) dont les exportations sont en forte hausse. L'excédent sur les produits laitiers s'accroît de 85 millions. Dans le même temps, le fort déficit des échanges en citrons, oranges et mandarines se réduit de 10,6 % en raison d'un recul des importations de 75 millions.

L'important déficit commercial avec les Pays-Bas diminue de 16 %. Le solde pour le blé tendre, le maïs et l'orge progresse de 220 millions. L'envolée des ventes d'huile de colza associée à une baisse des importations entraîne une croissance du solde de 188 millions. Les achats de fleurs et plants chutent de 79 millions d'euros, permettant de réduire d'autant l'énorme déficit pour ces produits.

Le solde avec la Pologne se dégrade de 103 millions en raison du déficit des échanges en produits à base de tabac (-136 millions).

Avec les **pays tiers** la balance commerciale est en hausse de 1,6 milliard (+ 50 %).

Le solde avec l'Algérie croît de 910 millions d'euros grâce à une envolée des exportations de blé de 787 millions. L'amélioration du solde avec le Maroc repose également essentiellement sur la hausse des ventes de blé (+ 186 millions).

A l'inverse, la réduction de moitié des importations de blé français par l'Egypte (-211 millions) explique à elle seule la dégradation de l'excédent avec ce pays.

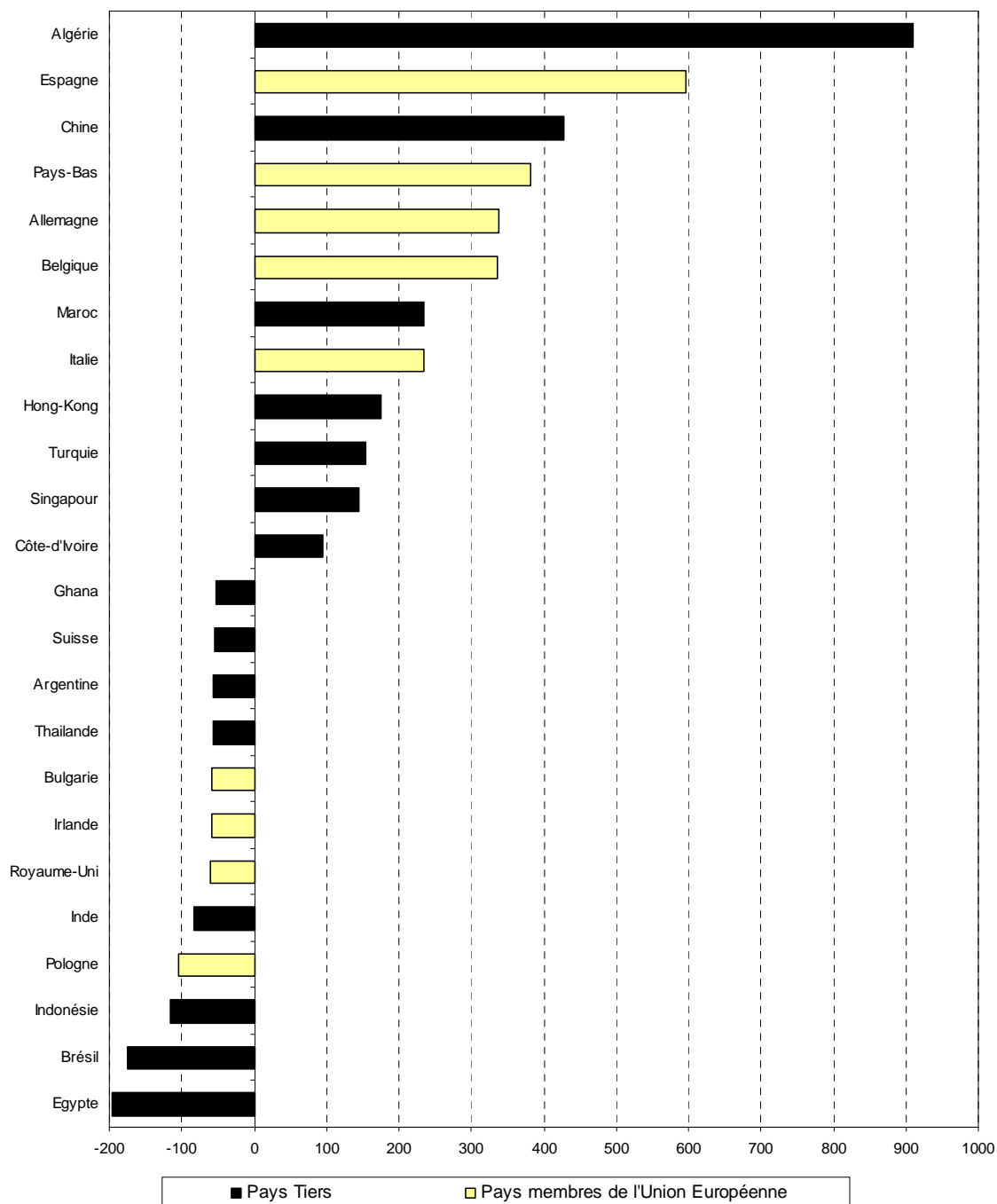
Les exportations de vins, champagne et autres boissons alcoolisées vers l'Asie sont très dynamiques et contribuent fortement à la croissance des excédents. Elles représentent 60 % de l'ensemble des ventes de produits agricoles bruts et transformés vers la Chine, pays avec lequel l'excédent commercial a doublé pour atteindre 853 millions. Les excédents avec Hong-Kong et Singapour ont quant à eux progressé respectivement de 35 % et 23 %.

L'amélioration globale du solde avec les pays tiers est en revanche limitée par la dégradation du déficit avec le Brésil (-174 millions). Elle est liée uniquement à la hausse des importations, notamment de café (+ 80 millions), les exportations restant stables.

Le déficit avec l'Indonésie s'accroît également. Les importations augmentent de 136 millions, cette croissance portant essentiellement sur le caoutchouc.

Graphique 3 :
Principales améliorations et détériorations du solde agroalimentaire par pays en 2011 par rapport à 2010

En millions d'euros



Source : Douanes

Annexes

Monde

Janvier

- 25 : La Commission européenne déclare recevable la plainte déposée contre l'Allemagne par le collectif contre le dumping social en Europe pour non-application des directives européennes sur la main-d'œuvre.
- 27 : La Commission européenne décide l'ouverture d'un régime d'aide au stockage privé pour la viande porcine.

Février

- 2 : La Commission européenne décide de prolonger jusqu'au 31 mars 2011 le régime provisoire français d'aides nationales en faveur des agriculteurs.
- 3 : Les parlements français et allemand adoptent une position commune sur la réforme de la Pac, avec un objectif de compétitivité et le maintien d'un cadre de régulation.
Le Parlement européen approuve l'accord de Genève de 2009 sur la banane qui permet de mettre fin aux conflits commerciaux qui opposent l'Union européenne et les pays latino-américains. L'Union européenne accepte de mettre fin progressivement au traitement préférentiel réservé aux pays exportateurs de bananes d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), et les pays latino-américains obtiennent une réduction des droits à l'importation pour leurs livraisons sur le marché communautaire à partir de 2017.
- 17 : Le Parlement européen approuve l'accord de libre-échange négocié avec la Corée du Sud.
La Commission européenne décide de suspendre jusqu'à fin juin l'application des taxes à l'importation sur le blé tendre et l'orge fourragers afin d'alléger la pression des prix sur le marché européen.
- 21 : Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne se prononcent contre toute prolongation du délai de mise en œuvre, au 1^{er} janvier 2012, de l'interdiction des cages en batterie non aménagées pour les poules pondeuses.
Le Conseil des ministres de l'Union européenne adopte un projet de règlement concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires. Ce texte prévoit l'indication obligatoire du lieu d'origine ainsi que la déclaration nutritionnelle sur l'étiquetage.

Mars

- 1 : La Commission européenne n'est plus tenue d'autoriser la mise en culture de plantes génétiquement modifiées (OGM) lorsque les États ne sont pas d'accord. Elle permet donc aux États d'interdire les OGM sur leur territoire.
- 7 : Le Conseil des ministres de l'Union européenne approuve définitivement l'accord de Genève qui prévoit des réductions des droits de douane communautaires sur les importations de bananes. Cet accord avait reçu l'aval du Parlement européen le 3 février.
- 8 : Le Parlement européen critique la Commission européenne qui négocie des accords commerciaux internationaux sans en discuter auparavant avec le Conseil des ministres de l'Union européenne. Les députés demandent que les normes européennes élevées en matière d'environnement, de santé et de bien-être des animaux soient appliquées aux produits importés.

- 16 : Le Comité économique et social européen adopte un avis sur l'avenir de la Pac qui souligne l'importance des aides directes et qui approuve la proposition d'abandon des références historiques et l'idée d'un plafonnement des aides.
- 30 : La Commission européenne annonce la mise en place pour la troisième année consécutive du programme 2011/2012 de distribution gratuite de fruits et légumes dans les écoles.

Avril

- 15 : La Commission européenne publie un rapport sur les aspects socio-économiques des cultures d'organismes génétiquement modifiés.
- 19 : Le Parlement européen présente un projet de règlement en matière d'étiquetage des denrées alimentaires comprenant notamment l'indication du pays d'origine et des informations nutritionnelles.

Mai

- 27 : La Commission européenne diffuse une alerte suite à une épidémie en Allemagne provoquée par la bactérie E.coli O104. Les autorités allemandes désignent les concombres importés d'Espagne comme étant le vecteur de transmission de la bactérie.

Juin

- 1 : La Commission européenne lève la mise en garde contre les concombres importés d'Espagne, le foyer de l'épidémie étant limité à la zone de Hambourg.
- 8 : La Commission européenne prévoit une aide d'urgence de 210 millions d'euros destinée aux producteurs européens de légumes confrontés à un effondrement de leurs ventes suite à l'épidémie provoquée par la bactérie E.coli O104.
Le Parlement européen estime qu'on ne peut pas geler le budget communautaire de la période 2014-2020 au niveau de 2013.
- 10 : Les autorités allemandes identifient le vecteur de la contamination due à la bactérie E.coli O104 ; il s'agirait de graines germées issues d'une ferme biologique du nord de l'Allemagne.
- 23 : Le Parlement européen est favorable au maintien des droits de plantation.
- 27 : Le Parlement européen adopte le rapport du Britannique James Nicholson qui prévoit un cadre réglementaire pour stabiliser le marché du lait et renforcer la position des producteurs au sein de la filière laitière.
- 29 : La Cour des Comptes européenne publie un rapport sur le régime de paiement unique qui dénonce notamment le fait que des aides directes sont versées à des personnes ou des entreprises n'exerçant aucune activité agricole.

Juillet

- 1 : La Russie lève son embargo sur les exportations de céréales décrété en août 2010 en raison d'une sécheresse qui avait fortement réduit la récolte.
- 5 : La Commission européenne décide d'interdire les importations communautaires de graines et pousses produites en Égypte, un lot de graines germées en provenance de ce pays étant incriminé dans l'épidémie provoquée par la bactérie E-coli.
Le Parlement européen adopte un rapport qui permet aux États membres d'interdire ou de restreindre les cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM) sur leur territoire.

La Commission européenne décide d'allouer 37,6 millions d'euros à 13 États membres pour la promotion des produits agricoles.

- 6 : Le Parlement européen approuve un règlement sur l'étiquetage des denrées alimentaires.
Le Parlement européen réclame des conditions strictes pour toute révision de l'interdiction des farines animales dans l'alimentation des porcs et des volailles.

Août

- 6 : La Commission européenne accepte le versement anticipé des aides directes de la Pac à compter du 16 octobre en raison des difficultés financières provoquées par les conditions climatiques défavorables et par la propagation de la bactérie E-coli.

Septembre

- 9 : La Commission européenne décide de prolonger jusqu'à fin 2011 ses contrôles de radioactivité sur les produits alimentaires importés du Japon.
29 : Le Conseil des ministres de l'Union européenne approuve un compromis sur l'étiquetage des denrées alimentaires, déjà approuvé par le Parlement européen le 6 juillet. Ce règlement est donc définitivement approuvé.

Octobre

- 6 : La Commission européenne arrête une série de propositions pour la mise en œuvre de la politique communautaire de cohésion sur la période 2014-2020.
10 : Les agences de l'ONU publient un rapport sur la faim dans le monde, selon lequel la volatilité et la fermeté des prix alimentaires va continuer et même s'accroître, rendant les pays pauvres encore plus vulnérables à la paupérisation et à l'insécurité alimentaire.
12 : La Commission européenne présente des propositions de réforme de la Pac.
27 : Le Parlement européen adopte une résolution qui demande l'arrêt progressif de l'utilisation des antibiotiques pour soigner les animaux d'élevage.

Novembre

- 10 : La Commission européenne décide d'allouer 203 millions d'euros en 2012 pour le financement de programmes de lutte contre les maladies animales et les zoonoses.
12 : L'Asie-Pacifique lance un projet de zone de libre-échange transpacifique entre dix pays qui représentent 35 % du PIB mondial, donc beaucoup plus que l'Union européenne, actuelle première zone de libre-échange, avec 26 % du PIB mondial.
14 : Le programme européen d'aide alimentaire aux démunis est reconduit pour 2012 et 2013, avec un budget annuel de 480 millions d'euros.
17 : La Commission européenne présente un plan de lutte contre la résistance aux antimicrobiens, avec une amélioration de la sensibilisation à une utilisation appropriée des antibiotiques en médecine vétérinaire, mais aussi en médecine humaine.
18 : La Commission européenne approuve 14 programmes présentés par 11 États membres pour la promotion des fruits et légumes frais au sein du marché intérieur et dans les pays tiers.
19 : Le Conseil des ministres de l'Union européenne et le Parlement européen parviennent à un accord sur le budget communautaire 2012, prévu en baisse par rapport à celui de 2011.

- 23 : Le Parlement européen adopte une résolution prônant de nouvelles mesures pour réduire le coût des intrants utilisés par les exploitants.
Il demande aussi des mesures urgentes pour réduire de 50 % les gaspillages alimentaires d'ici 2025.
- 28 : Le Conseil d'État annule la clause de sauvegarde prise par la France en 2008 pour interdire la culture du maïs MON 810 de Monsanto, suivant ainsi un jugement pris en septembre par la Cour européenne de justice. Le Conseil d'État argue du fait que le ministre de l'Agriculture ne peut pas prouver l'existence d'un risque élevé pour la santé ou l'environnement.
- 30 : La Commission européenne approuve 20 programmes de promotion des produits agricoles de l'Union européenne dans les pays tiers.
La Food and agriculture organization (FAO) approuve le deuxième Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des systèmes de plants et de semences afin d'assurer une gestion de la diversité.

Décembre

- 6 : Le Conseil de l'Union européenne, le Parlement européen et la Commission européenne parviennent à un compromis sur un règlement qui favoriserait les relations contractuelles dans le secteur du lait.
- 11 : La Conférence de l'ONU à Durban sur le climat aboutit à un compromis sur l'adoption d'une feuille de route commune vers un accord en 2015.
- 14 : Le Parlement européen vote de nouvelles règles d'étiquetage pour les jus de fruits et nectars afin d'interdire les indications trompeuses. Ces dispositions devraient s'appliquer d'ici deux ans.
- 15 : Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne s'accordent sur le maintien du programme européen d'aide aux personnes les plus démunies de l'Union pour les seules années 2012 et 2013.

France

Janvier

- 17 : Le décret d'application de la loi de modernisation agricole sur l'agrandissement et la modernisation des exploitations est promulgué. Ce décret permet la simplification des regroupements d'élevages déjà soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Février

- 24 : Le gouvernement publie un projet d'arrêté qui prévoit une baisse de 20 % du tarif de rachat de l'électricité photovoltaïque produite sur les bâtiments.

Mars

- 1 : La mise en œuvre de la contractualisation débute dans la filière des fruits et légumes.
22 : Un accord entre producteurs et industriels de la viande de porc stipule que le logo Viande de porc française (VPF) va devenir l'unique marqueur de l'origine France de la viande de porc.

Mai

- 3 : Un accord volontaire est signé par les distributeurs, les industriels et les éleveurs, impliquant des rendez-vous de négociations sur les tarifs de vente des produits carnés en cas de fortes variations des prix de l'alimentation animale.
24 : Suite à la sécheresse, 46 départements sont concernés par des restrictions d'eau.

Juin

- 15 : Les céréaliers et les éleveurs signent un accord de contractualisation interfilières. Le ministre de l'Agriculture confirme le paiement anticipé, le 15 septembre, d'un premier acompte de 30 % du Fonds national de gestion des risques en agriculture aux éleveurs touchés par la sécheresse.

Juillet

- 1 : Seuls les bovins de plus de 72 mois seront soumis au test de surveillance de l'ESB à l'abattoir. Les coopératives laitières doivent désormais se conformer au décret sur la contractualisation laitière issu de la loi de modernisation agricole. Elles ont donc adapté leur règlement intérieur.
8 : Le Sénat adopte la proposition de loi relative aux obtentions végétales. Cette loi entraînerait un paiement, par les utilisateurs de semences de ferme, de droits d'utilisation aux semenciers pour rémunérer leurs efforts de recherche.
12 : 37 départements sont déclarés en état de calamité agricole suite à la sécheresse.
28 : 15 autres départements sont déclarés en état de calamité agricole. Les agriculteurs pourront percevoir, s'ils sont éligibles, un acompte dès le 15 septembre.

Septembre

- 27 : L'Agence de sécurité sanitaire (Anses) publie deux rapports sur la toxicité du Bisphénol A qui est suspecté d'être un perturbateur endocrinien.

Octobre

- 2 : Le décret sur la qualité nutritionnelle des repas servis dans les cantines scolaires est publié.

Novembre

- 3 : L'Assemblée nationale vote la baisse des cotisations patronales sur les emplois salariés permanents dans l'agriculture.
L'Assemblée permanente des chambres d'agriculture met en place un Comité national d'orientation sur la transmission et l'installation.
- 16 : Les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement annoncent le lancement d'un plan d'adaptation de la gestion de l'eau en agriculture de 117 millions d'euros sur cinq ans.
- 17 : Le ministre de l'Agriculture annonce un plan de réduction de 25 % de l'utilisation des antibiotiques en médecine vétérinaire d'ici cinq ans.
- 21 : Le Sénat propose de faire passer la TVA sur les produits phytosanitaires de 5,5 % à 19,6 %. Le gouvernement se dit opposé à cette mesure.
- 22 : Le Sénat vote la suppression de l'allègement de la taxe intérieure de consommation (Tic) sur les biocarburants. Les syndicats de producteurs impliqués dans cette filière y sont opposés.
- 23 : Les pouvoirs publics, l'Office national des forêts (ONF) et les communes forestières signent le contrat d'objectifs et de performance de l'ONF pour la période 2012-2016.

Décembre

- 7 : Un arrêté ministériel fixe une augmentation de 10 % de la taxe d'abattage, destinée à financer l'élimination des sous-produits.
- 20 : L'Assemblée nationale adopte, en dernière lecture du projet de loi de finances 2012, un amendement supprimant le taux réduit de TVA appliqué aux produits phytosanitaires. Ces produits seront donc taxés à 19,6 % au lieu de 5,5 %.

LA PRODUCTION AGRICOLE EN 2011

FICHES PAR PRODUITS

Les céréales

Les plantes industrielles

Les fruits et légumes

Les vins

Le bétail

Les produits avicoles

Les autres produits animaux

Dans les comptes nationaux, la production est valorisée au prix de base. Le prix de base est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse. Les subventions et impôts correspondent aux montants dus au titre de l'année et peuvent être différents des montants effectivement versés dans l'année.

Dans les fiches suivantes relatives aux produits agricoles, un tableau récapitulatif présente l'évolution de la production hors subventions, l'évolution des subventions et celle de la production au prix de base. Dans l'analyse qui suit, l'évolution de la production hors subventions est déclinée en distinguant les variations de volume et de prix.

1. Les céréales

Évolution 2011/2010 de la production

En %

		Volume	Prix	Valeur
Ensemble		- 2,5	+ 2,9	+ 0,4
dont : blé tendre	(55,8 %)*	- 4,3	- 0,4	- 4,7
maïs	(22,8 %)*	+ 12,4	- 2,6	+ 9,5
orge	(12,2 %)*	- 12,4	+ 20,5	+ 5,5

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de céréales de 2010. Les subventions ont presque totalement disparu dès 2010.

La valeur de la production de céréales s'accroît légèrement en 2011 (+ 0,4 %). Le volume de l'ensemble des céréales continue à se replier et le prix global est supérieur à son haut niveau de 2010.

Le **volume** de l'ensemble des céréales diminue de 2,5 % en 2011 par rapport à 2010 sous l'effet combiné d'une baisse de la production de céréales à paille et d'une hausse de la récolte de maïs. Il devient inférieur au niveau moyen des cinq dernières années. Pour le blé tendre, la production recule de 4,3 % malgré une légère hausse des surfaces ; en effet, les rendements ont été perturbés par la sécheresse printanière. La récolte de blé dur chute de 24,2 %, après une forte hausse en 2010, en raison d'une baisse des rendements conjuguée à un recul important des superficies. Pour l'orge, la production se replie de 12,4 %, après un recul déjà fort en 2010, en raison d'un recul simultané des surfaces et des rendements et devient inférieure de 20 % à la moyenne quinquennale. En revanche, la récolte de maïs est abondante : le repli des superficies est compensé par des rendements records favorisés par des semis précoces et des conditions climatiques idéales (pluies en été et chaleur en septembre). Elle devient supérieure de 5 % à la moyenne quinquennale.

Le **prix** de la production de céréales continue à augmenter dans l'ensemble en 2011 après la flambée de 2010. La production mondiale est élevée, mais la demande reste soutenue, la consommation chinoise étant prévue en hausse. Les cours des céréales sont volatils au gré des annonces faites sur le niveau des disponibilités et des stocks et cette volatilité des prix est accentuée par la spéculation et la situation des marchés financiers. Partis de haut en juillet et août 2011, les cours se sont repliés de septembre à décembre. En effet, la concurrence en provenance de la mer Noire est forte : la Russie dispose d'une récolte exceptionnelle, après un manque de disponibilités en 2010, et l'Ukraine lève ses taxes à l'exportation, sauf pour l'orge. De plus, la crise financière mondiale contribue à cette baisse des cours. À partir de janvier 2012 et surtout de mars, les cours ont renchéri : le froid hivernal en Russie et en Ukraine, puis la sécheresse, qui a sévi en Russie et dans le sud des États-Unis, risquent d'affecter les récoltes de la prochaine campagne, ce qui provoque des tensions sur les marchés céréaliers. En France, le prix du blé tendre diminue de 0,4 % ; le stock mondial de blé est assez élevé, mais les cours restent fermes en raison des tensions sur les céréales fourragères (orge et maïs). Les cours du blé dur s'accroissent fortement (+ 34,7 %) en raison d'un bilan très tendu : c'est la baisse de production la plus forte parmi les espèces céréalières, les stocks sont bas et la production mondiale est aussi en fort repli. Le prix de l'orge augmente de 20,5 % sous l'effet d'une réduction de la production ; le marché international est très demandeur et l'orge française profite du maintien des taxes à l'exportation pour l'orge ukrainienne. En revanche, malgré un bilan mondial tendu et de bonnes perspectives d'exportation vers les pays tiers favorisées par un prix compétitif, le prix du maïs diminue de 2,6 % dans un contexte de bons rendements dans l'ensemble des pays européens.

Les aides à la surface pour les grandes cultures ont disparu en 2010 suite au bilan de santé de la Pac.

2. Les plantes industrielles¹

Évolution 2011/2010 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	+ 6,8	+ 3,0	+ 10,0
dont : oléagineux (62,1 %)*	+ 11,9	+ 3,6	+ 15,8
protéagineux (7,1 %)*	- 35,7	+ 5,0	- 32,5
betteraves industrielles (19,3 %)*	+ 15,2	+ 5,6	+ 21,6
Subventions sur les produits	ns	ns	ns
Ensemble au prix de base	+ 5,8	+ 3,2	+ 9,2

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de plantes industrielles de 2010.

La valeur de la production d'**oléagineux** s'accroît de 15,8 % en raison d'une hausse conjuguée des prix et surtout des volumes.

La récolte augmente de 11,9 % par rapport à 2010 sous l'effet d'une progression conjointe des surfaces et des rendements favorisés par les conditions climatiques, elle est ainsi supérieure de 15 % à la moyenne quinquennale. Pour le colza, la récolte se redresse de 11,5 % après une baisse en 2010. Pour le tournesol, la production augmente de 15,3 % par rapport à 2010 et de 20 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Les cours des oléagineux, après une envolée en 2010, continuent à augmenter, mais de façon plus modérée. Au travers de la fabrication de biodiesel, les cours des graines sont sensibles aux évolutions de ceux du pétrole ; ils pâtissent du repli de ces derniers dû à la révision à la baisse des prévisions de demande mondiale de pétrole pour 2011 et 2012 en liaison avec le ralentissement économique. En revanche, l'estimation de production mondiale de soja a été révisée à la baisse en raison de la sécheresse qui a sévi au Brésil et en Argentine, ce qui provoque des tensions sur les marchés. En France, le prix du colza augmente de 5 % dans un contexte de déficit européen dû à une récolte allemande très faible. Le prix du tournesol est stable : la demande intérieure pour la trituration est dynamique, mais les récoltes ukrainienne et européenne sont abondantes. Les aides pour les oléagineux ont disparu en 2010.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **protéagineux** décroît de 32,5 %, après la très forte reprise de 2010, en raison de la chute des quantités. En effet, les récoltes diminuent de 35,7 % et deviennent inférieures de 6 % à la moyenne quinquennale. Cela est principalement dû à la chute des surfaces résultant vraisemblablement du plafonnement des aides. Pour les pois, les rendements, très affectés par la sécheresse, sont en nette baisse alors qu'ils progressent pour les féveroles.

Les prix des protéagineux augmentent de 5 %. Ils bénéficient d'une bonne demande à l'importation intracommunautaire.

Les subventions ont diminué en lien avec la baisse de production. La valeur de la production au prix de base décroît de 30,9 %.

La valeur de la production de **betteraves industrielles** s'accroît très nettement en 2011 (+ 21,6 %) après une baisse sensible en 2010. Les tonnages récoltés atteignent des niveaux records en 2011, après un recul en 2010, grâce à la progression simultanée des rendements, favorisés par les pluies d'été, et des surfaces ; en effet, les surfaces de betteraves sucrières diminuent tandis que les surfaces des autres betteraves s'accroissent très fortement. La richesse en sucre est en progression grâce à un bon ensoleillement en septembre. Le volume produit augmente ainsi de 15,2 %. Les prix des betteraves se redressent. Au total, le prix s'accroît de 5,6 % en 2011.

¹ Ce groupe de produits comprend les oléagineux, les protéagineux, les betteraves à sucre, le tabac brut et les "autres plantes industrielles" ; ce dernier poste regroupe plusieurs produits, dont les semences fourragères et potagères, la canne à sucre et les plantes textiles.

3. Les fruits et légumes

Évolution 2011/2010 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	+ 5,5	- 13,0	- 9,2
dont : fruits (37,3 %)*	+ 2,4	- 4,6	- 2,3
légumes (41,4 %)*	+ 5,3	- 13,7	- 9,1
pommes de terre (21,4 %)*	+ 11,2	- 25,1	- 16,7
Subventions sur les produits	- 19,4	+ 16,9	- 4,6
Ensemble au prix de base	+ 4,9	- 12,4	- 9,1

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de fruits et légumes de 2010.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **fruits** diminue de 2,3 % en 2011, la légère hausse des quantités produites ne compensant pas la baisse des prix. Pour les fruits d'été, la baisse des surfaces se poursuit, tout en s'atténuant. Les rendements sont moyens. Les récoltes de fraises, d'abricots et surtout de cerises s'accroissent tandis que celle de pêches diminue. Après s'être nettement redressés en 2010, les prix reculent en 2011 pour les abricots et les pêches. La demande a été insuffisante pour absorber une offre très précoce cette année en raison de la sécheresse printanière. Le temps maussade de juillet a encore pénalisé la demande. En revanche, les fraises et les cerises se sont renchériées. Pour les poires, la récolte s'accroît de 13,8 %, après un recul en 2010, et les prix chutent de 11,2 %. Pour les pommes, la récolte progresse de 5 % ; le verger de pommiers, qui a perdu le quart de ses surfaces depuis 2000, se stabilise. Les ventes ralentissent vers le marché européen, dont la production est plus précoce et plus abondante cette année ; en revanche, les débouchés se maintiennent pour l'industrie et le marché de l'exportation vers les pays tiers. Les prix baissent de 11,6 % et sont inférieurs à la moyenne quinquennale. Au prix de base, la valeur de la production de fruits diminue de 2,4 %.

La valeur de la production de **légumes** décroît de 9,1 % en raison de la chute des prix. La campagne des légumes d'été a été marquée par la crise liée à la bactérie E.Coli, notamment pour le concombre et la tomate. Puis c'est le temps frais de juillet qui a pénalisé la demande. Les prix sont donc restés bas. Pour les concombres, les prix chutent malgré une production française en baisse, car la demande a été faible et la concurrence européenne forte. Pour les tomates, la production se replie un peu en raison de la légère baisse des surfaces ; les prix sont restés nettement inférieurs à ceux de 2010 et aussi à la moyenne quinquennale. Pour les choux-fleurs et les salades, la campagne est difficile avec des récoltes en recul et des prix qui continuent à baisser en 2011 comme en 2010. Pour les courgettes, la campagne est moins difficile, la demande s'étant reportée sur les légumes à cuire. Pour les carottes, la campagne est satisfaisante : la demande à l'exportation est dynamique et la concurrence espagnole limitée ; les prix restent fermes, à un niveau supérieur à celui de 2010.

La récolte de **pommes de terre** de conservation est supérieure de 13,5 % à celle de 2010, année de faible production. Elle devient supérieure à la production moyenne des cinq dernières années. En effet, les surfaces progressent en raison des prix élevés de la campagne précédente et les rendements s'améliorent. Après une forte hausse en 2010, les prix chutent de 30,4 % en 2011 en raison d'une offre surabondante en France et aussi en Europe. La campagne de pommes de terre primeur a été satisfaisante avec des prix encore en hausse. Globalement, le volume de la production de pommes de terre s'accroît de 11,2 %. Le prix, après une hausse de 55,6 % en 2010, diminue de 25,1 %, ce qui entraîne une baisse de la valeur de la production de 16,7 %.

L'aide compensatrice à la féculé reste quasi stable. La valeur de la production au prix de base, y compris subventions, décroît de 16,6 %.

4. Les vins

Évolution 2011/2010 de la production

En %

		Volume	Prix	Valeur
Ensemble	(100,0 %)*	+ 11,3	+ 4,2	+ 16,0
Vins d'appellation d'origine	(79,5 %)	+ 10,6	+ 4,4	+ 15,4
Vins de champagne**	(25,4 %)	+ 19,3	+ 3,9	+ 24,0
Autres vins d'appellation	(54,1 %)	+ 6,5	+ 4,6	+ 11,5
Autres vins	(20,5 %)	+ 14,0	+ 3,5	+ 17,9
Vins pour eaux de vie AOC	(8,3 %)	+ 7,4	+ 1,9	+ 9,4
Autres vins de distillation	(0,1 %)	+ 8,0	+ 1,1	+ 9,1
Vins de table et de pays	(12,1 %)	+ 18,5	+ 4,5	+ 23,8

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de vins de 2010

** Vin calme et champagne produits par les récoltants manipulateurs (activité secondaire).

La valeur de la production de **vins** est en nette progression en 2011 sous l'effet simultané d'une hausse des prix et surtout des volumes produits.

Le **volume** de production augmente fortement en 2011 (+ 11,3 %). La récolte 2011 est en effet en hausse de 11 % par rapport à celle de 2010 et elle devient supérieure de 7 % à la moyenne quinquennale. Les récoltes des quatre dernières années ont été particulièrement faibles après l'abondance de 2005 et 2006. La production augmente pour toutes les catégories de vins. Les conditions climatiques ont été favorables avec un printemps chaud, un été pluvieux et un temps sec en septembre et octobre.

Le **prix** de la production des vins continue à se redresser en 2011 (+ 4,2 %) dans un contexte de baisse de la récolte européenne et du niveau des stocks. Les vins de table et de pays continuent à s'apprécier sensiblement, ainsi que le champagne et les autres vins d'appellation. Le niveau des stocks de début de campagne est plus bas qu'en 2010 et la reprise des exportations initiée en 2010 se poursuit. Les exportations progressent surtout vers les pays tiers, notamment les États-Unis et l'Asie, avec un fort accroissement vers la Chine pour les vins de Bordeaux.

5. Le bétail

Évolution 2011/2010 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	+ 0,3	+ 8,0	+ 8,3
dont : gros bovins (51,3 %)*	+ 0,9	+ 7,3	+ 8,3
veaux (13,4 %)*	+ 0,8	+ 5,1	+ 6,0
porcins (28,3 %)*	- 1,6	+ 12,8	+ 10,9
ovins-caprins (6,3 %)*	- 1,0	+ 4,8	+ 3,7
Subventions sur les produits	+ 0,6	- 6,0	- 5,4
Ensemble au prix de base	+ 0,3	+ 6,9	+ 7,3

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de bétail de 2010. Outre les animaux mentionnés, le bétail comprend aussi les équidés.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **gros bovins** continue à progresser en 2011 (+ 8,3 %).

Le volume de la production de gros bovins s'accroît légèrement. Les abattages augmentent fortement pour les taureaux et les génisses et surtout pour les vaches. La hausse du coût de l'alimentation animale ainsi que les niveaux élevés du prix de la viande bovine ont favorisé les mises à la réforme. De plus, le déficit fourrager dû à la sécheresse a eu en mai un court effet d'accélération des abattages. Les abattages de taurillons ont été élevés au premier semestre, puis ils ont ralenti, confrontés à une baisse des disponibilités dans les élevages. Les exportations de bovins mâles vivants et de viande bovine continuent à augmenter en 2011 par rapport à 2010.

La baisse habituelle des effectifs de vaches laitières, qui compense l'augmentation de productivité dans un contexte de quota, est beaucoup moins importante que celle des années précédentes ; le cheptel est renouvelé grâce au stock de génisses laitières qui était élevé en début d'année, favorisé par le niveau du prix du lait. La baisse du cheptel allaitant est en revanche plus accentuée que les autres années du fait des prix élevés de la viande conjugué au recul des stocks de génisses par rapport à leur haut niveau des années 2009-2010 lié aux conséquences de la fièvre catarrhale ovine de 2007-2008.

Les cours des gros bovins s'accroissent sensiblement en 2011 en raison d'une offre insuffisante par rapport à la demande. La hausse des prix s'est accélérée pendant l'été, en l'absence de croissance saisonnière de la production. Les prix des jeunes bovins s'envolent, tirés par la demande des pays tiers, notamment des pays du pourtour méditerranéen (Liban, Maghreb) et par l'ouverture du marché turc, ainsi que par le manque de disponibilités européennes. De plus, le Brésil et l'Argentine, pays exportateurs importants de viande bovine, ralentissent leurs exportations.

Les aides sur la production se réduisent pour les bovins. La valeur de la production au prix de base s'accroît de 6,6 %.

La production des **veaux** de boucherie augmente de 6,0 % en valeur. Les abattages se replient légèrement et les effectifs s'accroissent. Le volume de production progresse de 0,8 %. Le prix des veaux continue à augmenter en 2011 (+ 5,1 %) en raison d'une offre maîtrisée et bien adaptée à la demande.

La prime à l'abattage des veaux a disparu en 2010.

La valeur de la production de **porcins** se redresse nettement en 2011 (+ 10,9 %) en raison de la hausse des prix. Le volume de production est en baisse (-1,6 %) après une stabilité en 2010. Les abattages se replient légèrement et les exportations de porcins vivants se réduisent fortement. Les effectifs diminuent. Les exportations de viande porcine progressent en raison d'une demande importante des pays tiers, notamment de la Chine et de la Russie. Parti d'un niveau bas, le prix du porc se redresse fortement (+ 12,8 %) en raison de la modestie de l'offre et de la bonne demande extérieure.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production **d'ovins et de caprins** progresse en 2011 (+ 3,7 %), sous l'effet de la hausse des prix. Le volume de production décroît de 1 % par rapport à 2010. Les abattages augmentent sensiblement pour les agneaux comme pour les ovins de réforme. Le cheptel diminue : la décapitalisation s'accroît très fortement pour les ovins comme pour les caprins. Les exportations d'animaux vivants s'amplifient encore, l'Espagne et l'Italie restant les deux principaux acheteurs d'ovins français. Les importations de viande ovine continuent à diminuer nettement. Le prix à la production s'accroît en lien avec la baisse des importations de viande. La demande n'est pas très dynamique, mais l'offre reste très limitée.

Les subventions sont stables. La valeur de la production au prix de base s'accroît de 2,9 %.

Au total, la valeur de la production de **bétail** hors subventions augmente (+ 8,3 %) sous l'effet de la hausse des prix. Les subventions sur les produits se réduisent de 5,4 % et la valeur de la production de bétail au prix de base s'accroît de 7,3 % après une stabilité en 2010.

6. Les produits avicoles

Évolution 2011/2010 de la production

			<i>En %</i>		
			<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble			+ 0,3	+ 12,0	+ 12,3
dont :	volailles	(75,1 %)*	+ 2,3	+ 12,5	+ 15,1
	œufs	(24,9 %)*	- 5,7	+ 10,5	+ 4,1

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de produits avicoles de 2010.

Pour les **volailles**, la valeur de la production s'accroît fortement en 2011 (+ 15,1 %). Le volume de production continue sa progression. Les abattages de poulets, de canards et de pintades s'accroissent en 2011 ; en revanche, la production de dindes continue son déclin. Les exportations de poulets sont très dynamiques, surtout vers l'Arabie Saoudite, alors que la consommation intérieure est en recul. Les prix se redressent fortement en 2011 (+ 12,5 %), car cette filière est fortement intégrée et les coûts de production ont été élevés.

Pour les **œufs**, la valeur de la production se redresse sensiblement en 2011 (+ 4,1 %) en raison de la hausse des prix. Le volume de production chute. Les mises en place de poulettes pour la ponte se sont très fortement réduites. En effet, la chute des prix en 2010 a incité les éleveurs à limiter leur offre. De plus, la mise aux normes européennes des cages de poules pondeuses à compter de 2012 a conduit certains éleveurs à arrêter ou réduire leur activité. Ainsi la forte réduction de l'offre a entraîné un redressement des prix de 10,5 % par rapport au niveau peu élevé de 2010.

7. Les autres produits animaux

Évolution 2011/2010 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble	+ 4,6	+ 7,5	+ 12,5
dont :			
lait et produits laitiers** (92,6 %)*	+ 5,0	+ 7,8	+ 13,2

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production d'autres produits animaux de 2010.

** Produits laitiers transformés par les exploitations.

La valeur de la production des **autres produits animaux** continue à s'accroître fortement (+ 12,5 %) sous l'effet conjugué d'une hausse des volumes et des prix.

La collecte laitière continue à progresser en raison d'une hausse des rendements laitiers et du renouvellement des effectifs de vaches laitières ; elle avait atteint un niveau très bas en 2009. Après une période ralentie en mai et juin 2011 par la sécheresse exceptionnelle, la collecte de lait de vache s'est fortement accrue en août et septembre, profitant d'un été pluvieux propice à la repousse de l'herbe. Dans un contexte de hausse du prix du lait, les éleveurs ont accéléré leur production en utilisant des aliments composés pour accroître les rendements. Les collectes de lait de brebis et de lait de chèvre progressent légèrement. Ainsi, le volume de production augmente de 5,0 %.

Le prix à la production du lait de vache continue à augmenter en raison de la reprise de la demande de produits laitiers industriels sur les marchés mondiaux. Les prix du lait de chèvre et de brebis se redressent après une baisse en 2010. Ainsi, le prix de la production du lait augmente de 7,8 % en 2011.

Au total, la valeur de la production de lait et produits laitiers s'accroît de 13,2 %.

LES COMPTES DE L'AGRICULTURE DE 2009 À 2011

Compte 2009 définitif

Compte 2010 semi-définitif

Compte 2011 provisoire

Évolutions moyennes sur les cinq dernières années

Tableau 1 – Production hors subventions

Tableau 2 – Subventions sur les produits

Tableau 3 – Production au prix de base

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

Tableau 5 – Le compte de production

Tableau 6 – Le compte d'exploitation

Tableau 7 – Le compte de revenu d'entreprise

Tableau 8 – Les indicateurs de revenu

Tableau 9 – Les indicateurs de revenu en termes réels

Compte de la branche agriculture en 2009 (version définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de volume	Volume 2009	Indice de prix	Valeur 2009	Indice de valeur
Blé dur.....	460,1	98,0	450,9	70,6	318,3	69,2
Blé tendre.....	5 341,6	98,2	5 244,1	77,1	4 042,2	75,7
Mais.....	1 973,5	99,7	1 967,6	96,8	1 905,4	96,5
Orge.....	1 785,3	105,8	1 888,2	60,7	1 146,4	64,2
Autres céréales.....	387,7	114,4	443,4	69,5	308,0	79,4
CEREALES	9 948,2	100,5	9 994,2	77,2	7 720,3	77,6
Oléagineux.....	2 118,4	116,7	2 472,0	80,2	1 982,6	93,6
Protéagineux.....	136,6	128,0	174,8	80,4	140,6	102,9
Tabac.....	19,7	109,1	21,5	115,8	24,9	126,4
Betteraves industrielles.....	758,7	113,1	858,4	98,9	848,7	111,9
Autres plantes industrielles.....	417,0	100,1	417,5	99,2	414,1	99,3
PLANTES INDUSTRIELLES	3 450,4	114,3	3 944,2	86,5	3 410,9	98,9
Maïs fourrage.....	901,6	103,8	935,5	106,7	998,6	110,8
Autres fourrages.....	4 451,8	87,2	3 880,3	122,0	4 734,8	106,4
PLANTES FOURRAGERES	5 353,4	90,0	4 815,8	119,1	5 733,4	107,1
Légumes frais.....	3 146,8	98,9	3 111,0	96,7	3 009,4	95,6
Plantes et fleurs.....	2 229,2	99,3	2 214,4	101,9	2 256,4	101,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES	5 376,0	99,1	5 325,4	98,9	5 265,8	98,0
POMMES DE TERRE	1 250,3	106,8	1 335,0	85,5	1 141,2	91,3
FRUITS	2 767,0	116,7	3 229,0	81,4	2 628,6	95,0
Vins de champagne.....	2 984,3	87,6	2 614,5	98,8	2 582,0	86,5
dont vins calmes.....	2 143,7	84,6	1 813,1	97,5	1 767,7	82,5
dont champagne.....	840,6	95,3	801,4	101,6	814,3	96,9
Autres vins d'appellation.....	4 901,4	111,4	5 462,3	96,2	5 253,2	107,2
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE	7 885,7	102,4	8 076,8	97,0	7 835,2	99,4
Vins pour eaux de vie AOC.....	678,8	110,5	750,4	92,8	696,0	102,5
dont vins de distillation.....	111,6	94,3	105,2	93,5	98,4	88,2
dont cognac.....	567,2	113,8	645,2	92,6	597,6	105,4
Autres vins de distillation.....	9,5	83,2	7,9	126,6	10,0	105,3
Vins de table et de pays.....	909,8	112,1	1 019,9	99,0	1 009,8	111,0
AUTRES VINS	1 598,1	111,3	1 778,2	96,5	1 715,8	107,4
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)	37 629,1	102,3	38 498,6	92,1	35 451,2	94,2
Gros bovins.....	5 438,4	95,5	5 191,3	96,0	4 984,2	91,6
Veaux.....	1 431,2	94,9	1 358,6	97,6	1 325,7	92,6
Ovins-caprins.....	650,0	96,2	625,6	102,6	642,0	98,8
Equidés.....	42,5	175,1	74,4	60,5	45,0	105,9
Porcins.....	3 157,5	98,7	3 116,4	92,2	2 874,5	91,0
BETAIL	10 719,6	96,7	10 366,3	95,2	9 871,4	92,1
Volailles.....	3 393,4	97,4	3 303,6	91,8	3 033,1	89,4
Œufs.....	1 111,2	99,6	1 104,7	104,6	1 156,0	104,0
PRODUITS AVICOLES	4 504,6	97,9	4 408,3	95,0	4 189,1	93,0
Lait et produits laitiers.....	9 150,4	97,3	8 905,8	83,0	7 389,6	80,8
dont lait.....	8 830,8	97,2	8 581,5	82,6	7 090,9	80,3
dont produits laitiers.....	319,6	101,5	324,3	92,1	298,7	93,5
Autres produits de l'élevage.....	654,1	97,3	636,5	99,2	631,1	96,5
AUTRES PRODUITS ANIMAUX	9 804,5	97,3	9 542,3	84,1	8 020,7	81,8
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2)...	25 028,7	97,2	24 316,9	90,8	22 081,2	88,2
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	62 657,8	100,3	62 815,5	91,6	57 532,4	91,8
Activités principales de travaux agricoles.....	3 407,3	99,7	3 396,6	102,5	3 480,3	102,1
Activités secondaires de services.....	179,5	101,6	182,3	103,0	187,7	104,6
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 586,8	99,8	3 578,9	102,5	3 668,0	102,3
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	66 244,6	100,2	66 394,4	92,2	61 200,4	92,4
dont production des activités secondaires.....	1 906,9	102,4	1 953,2	97,2	1 898,3	99,5

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2009 (version définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de volume	Volume 2009	Indice de prix	Valeur 2009	Indice de valeur
Blé dur.....	56,3	98,0	55,2	94,6	52,2	92,7
Blé tendre.....	417,8	98,2	410,1	87,8	359,9	86,1
Mais.....	138,8	99,7	138,4	91,2	126,2	90,9
Orge.....	146,8	105,8	155,3	91,1	141,5	96,4
Autres céréales.....	52,5	115,6	60,7	87,0	52,8	100,6
CEREALES.....	812,2	100,9	819,7	89,4	732,6	90,2
Oléagineux.....	185,5	115,8	214,8	90,8	195,1	105,2
Protéagineux.....	21,3	128,2	27,3	94,5	25,8	121,1
Tabac.....	43,4	109,0	47,3	89,9	42,5	97,9
Betteraves industrielles.....	0,5	120,0	0,6	83,3	0,5	100,0
Autres plantes industrielles.....	65,7	102,0	67,0	139,4	93,4	142,2
PLANTES INDUSTRIELLES.....	316,4	112,8	357,0	100,1	357,3	112,9
Maïs fourrage.....	115,0	103,7	119,3	90,9	108,5	94,3
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....	115,0	103,7	119,3	90,9	108,5	94,3
Légumes frais.....	5,5	100,0	5,5	149,1	8,2	149,1
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5,5	100,0	5,5	149,1	8,2	149,1
POMMES DE TERRE.....	16,0	101,9	16,3	98,2	16,0	100,0
FRUITS.....	176,6	77,3	136,6	127,5	174,1	98,6
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	1441,7	100,9	1454,4	96,0	1396,7	96,9
Gros bovins.....	972,9	95,5	929,3	102,9	956,2	98,3
Veaux.....	75,5	95,0	71,7	99,7	71,5	94,7
Ovins-caprins.....	81,7	96,3	78,7	87,3	68,7	84,1
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	1 130,1	95,5	1 079,7	101,5	1 096,4	97,0
Volailles.....	1,6	100,0	1,6	250,0	4,0	250,0
Œufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	1,6	100,0	1,6	250,0	4,0	250,0
Lait et produits laitiers.....	3,0	90,0	2,7	111,1	3,0	100,0
dont lait.....	3,0	90,0	2,7	111,1	3,0	100,0
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	3,0	90,0	2,7	111,1	3,0	100,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	1134,7	95,5	1084,0	101,8	1103,4	97,2
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	2576,4	98,5	2538,4	98,5	2500,1	97,0
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	2576,4	98,5	2538,4	98,5	2500,1	97,0
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2009 (version définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de volume	Volume 2009	Indice de prix	Valeur 2009	Indice de valeur
Blé dur.....	516,4	98,0	506,1	73,2	370,5	71,7
Blé tendre.....	5 759,4	98,2	5 654,2	77,9	4 402,1	76,4
Mais.....	2 112,3	99,7	2 106,0	96,5	2 031,6	96,2
Orge.....	1 932,1	105,8	2 043,5	63,0	1 287,9	66,7
Autres céréales.....	440,2	114,5	504,1	71,6	360,8	82,0
CEREALES.....	10 760,4	100,5	10 813,9	78,2	8 452,9	78,6
Oléagineux.....	2 303,9	116,6	2 686,8	81,1	2 177,7	94,5
Protéagineux.....	157,9	128,0	202,1	82,3	166,4	105,4
Tabac.....	63,1	109,0	68,8	98,0	67,4	106,8
Betteraves industrielles.....	759,2	113,1	859,0	98,9	849,2	111,9
Autres plantes industrielles.....	482,7	100,4	484,5	104,7	507,5	105,1
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 766,8	114,2	4 301,2	87,6	3 768,2	100,0
Maïs fourrage.....	1 016,6	103,8	1 054,8	105,0	1 107,1	108,9
Autres fourrages.....	4 451,8	87,2	3 880,3	122,0	4 734,8	106,4
PLANTES FOURRAGERES.....	5 468,4	90,2	4 935,1	118,4	5 841,9	106,8
Légumes frais.....	3 152,3	98,9	3 116,5	96,8	3 017,6	95,7
Plantes et fleurs.....	2 229,2	99,3	2 214,4	101,9	2 256,4	101,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 381,5	99,1	5 330,9	98,9	5 274,0	98,0
POMMES DE TERRE.....	1 266,3	106,7	1 351,3	85,6	1 157,2	91,4
FRUITS.....	2 943,6	114,3	3 365,6	83,3	2 802,7	95,2
Vins de champagne.....	2 984,3	87,6	2 614,5	98,8	2 582,0	86,5
dont vins calmes.....	2 143,7	84,6	1 813,1	97,5	1 767,7	82,5
dont champagne.....	840,6	95,3	801,4	101,6	814,3	96,9
Autres vins d'appellation.....	4 901,4	111,4	5 462,3	96,2	5 253,2	107,2
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 885,7	102,4	8 076,8	97,0	7 835,2	99,4
Vins pour eaux de vie AOC.....	678,8	110,5	750,4	92,8	696,0	102,5
dont vins de distillation.....	111,6	94,3	105,2	93,5	98,4	88,2
dont cognac.....	567,2	113,8	645,2	92,6	597,6	105,4
Autres vins de distillation.....	9,5	83,2	7,9	126,6	10,0	105,3
Vins de table et de pays.....	909,8	112,1	1 019,9	99,0	1 009,8	111,0
AUTRES VINS.....	1 598,1	111,3	1 778,2	96,5	1 715,8	107,4
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	39 070,8	102,3	39 953,0	92,2	36 847,9	94,3
Gros bovins.....	6 411,3	95,5	6 120,6	97,1	5 940,4	92,7
Veaux.....	1 506,7	94,9	1 430,3	97,7	1 397,2	92,7
Ovins-caprins.....	731,7	96,3	704,3	100,9	710,7	97,1
Equidés.....	42,5	175,1	74,4	60,5	45,0	105,9
Porcins.....	3 157,5	98,7	3 116,4	92,2	2 874,5	91,0
BETAIL.....	11 849,7	96,6	11 446,0	95,8	10 967,8	92,6
Volailles.....	3 395,0	97,4	3 305,2	91,9	3 037,1	89,5
Œufs.....	1 111,2	99,6	1 104,7	104,6	1 156,0	104,0
PRODUITS AVICOLES.....	4 506,2	97,9	4 409,9	95,1	4 193,1	93,1
Lait et produits laitiers.....	9 153,4	97,3	8 908,5	83,0	7 392,6	80,8
dont lait.....	8 833,8	97,2	8 584,2	82,6	7 093,9	80,3
dont produits laitiers.....	319,6	101,5	324,3	92,1	298,7	93,5
Autres produits de l'élevage.....	654,1	97,3	636,5	99,2	631,1	96,5
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	9 807,5	97,3	9 545,0	84,1	8 023,7	81,8
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	26 163,4	97,1	25 400,9	91,3	23 184,6	88,6
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	65 234,2	100,2	65 353,9	91,9	60 032,5	92,0
Activités principales de travaux agricoles.....	3 407,3	99,7	3 396,6	102,5	3 480,3	102,1
Activités secondaires de services.....	179,5	101,6	182,3	103,0	187,7	104,6
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 586,8	99,8	3 578,9	102,5	3 668,0	102,3
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	68 821,0	100,2	68 932,8	92,4	63 700,5	92,6
dont production des activités secondaires.....	1 906,9	102,4	1 953,2	97,2	1 898,3	99,5

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2009 (version définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de volume	Volume 2009	Indice de prix	Valeur 2009	Indice de valeur
Semences et plants	2 186,0	97,0	2 119,6	101,5	2 152,3	98,5
Energie et lubrifiants	3 600,5	99,9	3 596,0	78,7	2 831,4	78,6
Engrais et amendements	4 260,9	77,7	3 311,3	139,4	4 616,2	108,3
Produits de protection des cultures	3 070,5	96,0	2 946,4	104,1	3 068,4	99,9
Dépenses vétérinaires	1 567,8	104,3	1 635,9	102,0	1 668,9	106,4
Aliments pour animaux	15 276,6	94,0	14 366,8	96,8	13 904,0	91,0
dont : intraconsommés	6 646,0	93,8	6 235,2	108,4	6 761,7	101,7
achetés en dehors de la branche	8 630,5	94,2	8 131,6	87,8	7 142,3	82,8
Entretien du matériel	2 665,7	96,1	2 560,8	104,3	2 669,7	100,2
Entretien des bâtiments	288,3	101,7	293,3	101,2	296,9	103,0
Services de travaux agricoles	3 407,2	99,7	3 396,7	102,5	3 480,4	102,1
Autres biens et services	5 736,7	100,4	5 761,4	110,6	6 373,4	111,1
dont : SIFIM	319,2	99,7	318,0	273,3	869,0	319,2
Total	42 060,1	95,1	39 988,0	102,7	41 061,5	42 060,1

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de valeur	Valeur 2009
Production	68 821,0	92,6	63 700,5
(-) Consommations intermédiaires	42 060,1	97,6	41 061,5
(=) Valeur ajoutée brute	26 760,9	84,6	22 639,0
(-) Consommation de capital fixe	10 771,5	98,0	10 553,4
(=) Valeur ajoutée nette	15 989,4	75,6	12 085,6

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de valeur	Valeur 2009
Valeur ajoutée nette	15 989,4	75,6	12 085,6
(+) Subventions d'exploitation	7 328,7	98,4	7 209,2
dont : bonifications d'intérêts	163,2	60,2	98,3
(-) Autres impôts sur la production	1 461,0	100,7	1 471,1
Impôts fonciers	906,5	103,3	936,0
Autres	554,5	96,5	535,1
(=) Résultat agricole net	21 857,1	81,5	17 823,7
(-) Rémunération des salariés	6 789,1	102,4	6 950,1
Salaires	5 524,4	102,0	5 635,2
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 264,7	104,0	1 314,8
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	15 068,0	72,2	10 873,6

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de valeur	Valeur 2009
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	15 068,0	72,2	10 873,6
(-) Intérêts ¹	1 698,8	70,2	1 193,2
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 855,4	105,9	1 964,1
(-) Charges locatives nettes ²	2 161,6	104,1	2 250,8
(=) Revenu net d'entreprise agricole	11 207,6	66,3	7 429,6

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2009 / 2008
Résultat agricole net	-18,5
par actif	-16,5
Revenu net d'entreprise agricole	-33,7
par actif non salarié	-31,8
Evolution du nombre d'UTA ¹ totales	-2,4
Evolution du nombre d'UTA ¹ non salariées	-2,8

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2009 / 2008
Résultat agricole net	-19,1
par actif	-17,1
Revenu net d'entreprise agricole	-34,2
par actif non salarié	-32,3
Evolution du prix du PIB	0,7

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2010 (version semi-définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de volume	Volume 2010	Indice de prix	Valeur 2010	Indice de valeur
Blé dur.....	318,3	126,3	402,0	144,1	579,1	181,9
Blé tendre.....	4 042,2	98,5	3 980,2	164,9	6 564,9	162,4
Mais.....	1 905,4	89,1	1 698,2	157,9	2 680,8	140,7
Orge.....	1 146,4	79,1	906,8	158,8	1 439,9	125,6
Autres céréales.....	308,0	96,3	296,5	168,3	499,1	162,0
CEREALES.....	7 720,3	94,3	7 283,7	161,5	11 763,8	152,4
Oléagineux.....	1 982,6	89,3	1 770,4	150,6	2 666,1	134,5
Protéagineux.....	140,6	163,1	229,3	133,0	304,9	216,9
Tabac.....	24,9	98,8	24,6	183,7	45,2	181,5
Betteraves industrielles.....	848,7	92,2	782,6	106,0	829,8	97,8
Autres plantes industrielles.....	414,1	96,0	397,4	111,9	444,6	107,4
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 410,9	93,9	3 204,3	133,9	4 290,6	125,8
Maïs fourrage.....	998,6	88,8	886,6	98,1	870,1	87,1
Autres fourrages.....	4 734,8	90,4	4 279,4	91,8	3 930,0	83,0
PLANTES FOURRAGERES.....	5 733,4	90,1	5 166,0	92,9	4 800,1	83,7
Légumes frais.....	3 009,4	96,1	2 893,0	109,7	3 174,0	105,5
Plantes et fleurs.....	2 256,4	99,8	2 252,6	99,4	2 239,2	99,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 265,8	97,7	5 145,6	105,2	5 413,2	102,8
POMMES DE TERRE.....	1 141,2	93,0	1 061,5	155,6	1 651,8	144,7
FRUITS.....	2 628,6	94,1	2 474,8	116,4	2 880,4	109,6
Vins de champagne.....	2 582,0	90,8	2 345,3	101,9	2 391,0	92,6
dont vins calmes.....	1 767,7	88,1	1 557,0	102,3	1 593,3	90,1
dont champagne.....	814,3	96,8	788,3	101,2	797,7	98,0
Autres vins d'appellation.....	5 253,2	94,1	4 942,8	103,1	5 094,5	97,0
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 835,2	93,0	7 288,1	102,7	7 485,5	95,5
Vins pour eaux de vie AOC.....	696,0	107,1	745,6	104,8	781,7	112,3
dont vins de distillation.....	98,4	136,6	134,4	99,3	133,5	135,7
dont cognac.....	597,6	102,3	611,2	106,1	648,2	108,5
Autres vins de distillation.....	10,0	92,0	9,2	95,7	8,8	88,0
Vins de table et de pays.....	1 009,8	97,7	986,3	115,9	1 143,0	113,2
AUTRES VINS.....	1 715,8	101,5	1 741,1	111,1	1 933,5	112,7
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	35 451,2	94,1	33 365,1	120,5	40 218,9	113,4
Gros bovins.....	4 984,2	102,5	5 108,0	101,2	5 171,6	103,8
Veaux.....	1 325,7	98,6	1 307,0	103,3	1 349,5	101,8
Ovins-caprins.....	642,0	98,5	632,5	100,6	636,5	99,1
Equidés.....	45,0	74,4	33,5	183,6	61,5	136,7
Porcins.....	2 874,5	100,2	2 881,4	99,1	2 855,4	99,3
BETAIL.....	9 871,4	100,9	9 962,4	101,1	10 074,5	102,1
Volailles.....	3 033,1	102,3	3 104,1	99,6	3 092,2	101,9
Œufs.....	1 156,0	104,5	1 208,0	84,7	1 023,4	88,5
PRODUITS AVICOLES.....	4 189,1	102,9	4 312,1	95,4	4 115,6	98,2
Lait et produits laitiers.....	7 389,6	102,3	7 558,8	107,5	8 126,7	110,0
dont lait.....	7 090,9	102,4	7 259,0	107,7	7 820,9	110,3
dont produits laitiers.....	298,7	100,4	299,8	102,0	305,8	102,4
Autres produits de l'élevage.....	631,1	101,6	640,9	101,1	647,8	102,6
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 020,7	102,2	8 199,7	107,0	8 774,5	109,4
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	22 081,2	101,8	22 474,2	102,2	22 964,6	104,0
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	57 532,4	97,1	55 839,3	113,2	63 183,5	109,8
Activités principales de travaux agricoles.....	3 480,3	99,7	3 469,0	101,8	3 531,0	101,5
Activités secondaires de services.....	187,7	100,0	187,7	102,0	191,4	102,0
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 668,0	99,7	3 656,7	101,8	3 722,4	101,5
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	61 200,4	97,2	59 496,0	112,5	66 905,9	109,3
dont production des activités secondaires.....	1 898,3	99,4	1 887,0	103,0	1 943,1	102,4

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2010 (version semi-définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de volume	Volume 2010	Indice de prix	Valeur 2010	Indice de valeur
Blé dur.....	52,2	126,2	65,9	11,7	7,7	14,8
Blé tendre.....	359,9	98,5	354,4	0,6	2,2	0,6
Maïs.....	126,2	89,1	112,5	0,0	0,0	0,0
Orge.....	141,5	79,1	111,9	0,0	0,0	0,0
Autres céréales.....	52,8	94,9	50,1	25,0	12,5	23,7
CEREALES.....	732,6	94,8	694,8	3,2	22,4	3,1
Oléagineux.....	195,1	89,9	175,4	0,0	0,0	0,0
Protéagineux.....	25,8	162,8	42,0	175,5	73,7	285,7
Tabac.....	42,5	99,5	42,3	0,0	0,0	0,0
Betteraves industrielles.....	0,5	100,0	0,5	0,0	0,0	
Autres plantes industrielles.....	93,4	100,3	93,7	93,9	88,0	94,2
PLANTES INDUSTRIELLES.....	357,3	99,0	353,9	45,7	161,7	45,3
Maïs fourrage.....	108,5	88,8	96,3	0,0	0,0	0,0
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....	108,5	88,8	96,3	0,0	0,0	0,0
Légumes frais.....	8,2	96,3	7,9	101,3	8,0	97,6
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	8,2	96,3	7,9	101,3	8,0	97,6
POMMES DE TERRE.....	16,0	81,9	13,1	122,1	16,0	100,0
FRUITS.....	174,1	75,5	131,5	130,7	171,9	98,7
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	1396,7	92,9	1297,5	29,3	380,0	27,2
Gros bovins.....	956,2	102,5	980,4	72,0	705,9	73,8
Veaux.....	71,5	98,6	70,5	0,0	0,0	0,0
Ovins-caprins.....	68,7	98,5	67,7	183,5	124,2	180,8
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	1 096,4	102,0	1 118,6	74,2	830,1	75,7
Volailles.....	4,0	87,5	3,5	60,0	2,1	52,5
Œufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	4,0	87,5	3,5	60,0	2,1	52,5
Lait et produits laitiers.....	3,0	93,3	2,8	82,1	2,3	76,7
dont lait.....	3,0	93,3	2,8	82,1	2,3	76,7
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	3,0	93,3	2,8	82,1	2,3	76,7
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	1103,4	101,9	1124,9	74,2	834,5	75,6
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	2500,1	96,9	2422,4	50,1	1 214,5	48,6
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	2500,1	96,9	2422,4	50,1	1 214,5	48,6
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2010 (version semi-définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de volume	Volume 2010	Indice de prix	Valeur 2010	Indice de valeur
Blé dur.....	370,5	126,3	467,9	125,4	586,8	158,4
Blé tendre.....	4 402,1	98,5	4 334,6	151,5	6 567,1	149,2
Mais.....	2 031,6	89,1	1 810,7	148,1	2 680,8	132,0
Orge.....	1 287,9	79,1	1 018,7	141,3	1 439,9	111,8
Autres céréales.....	360,8	96,1	346,6	147,6	511,6	141,8
CEREALES.....	8 452,9	94,4	7 978,5	147,7	11 786,2	139,4
Oléagineux.....	2 177,7	89,4	1 945,8	137,0	2 666,1	122,4
Protéagineux.....	166,4	163,0	271,3	139,6	378,6	227,5
Tabac.....	67,4	99,3	66,9	67,6	45,2	67,1
Betteraves industrielles.....	849,2	92,2	783,1	106,0	829,8	97,7
Autres plantes industrielles.....	507,5	96,8	491,1	108,5	532,6	104,9
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 768,2	94,4	3 558,2	125,1	4 452,3	118,2
Maïs fourrage.....	1 107,1	88,8	982,9	88,5	870,1	78,6
Autres fourrages.....	4 734,8	90,4	4 279,4	91,8	3 930,0	83,0
PLANTES FOURRAGERES.....	5 841,9	90,1	5 262,3	91,2	4 800,1	82,2
Légumes frais.....	3 017,6	96,1	2 900,9	109,7	3 182,0	105,4
Plantes et fleurs.....	2 256,4	99,8	2 252,6	99,4	2 239,2	99,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 274,0	97,7	5 153,5	105,2	5 421,2	102,8
POMMES DE TERRE.....	1 157,2	92,9	1 074,6	155,2	1 667,8	144,1
FRUITS.....	2 802,7	93,0	2 606,3	117,1	3 052,3	108,9
Vins de champagne.....	2 582,0	90,8	2 345,3	101,9	2 391,0	92,6
dont vins calmes.....	1 767,7	88,1	1 557,0	102,3	1 593,3	90,1
dont champagne.....	814,3	96,8	788,3	101,2	797,7	98,0
Autres vins d'appellation.....	5 253,2	94,1	4 942,8	103,1	5 094,5	97,0
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 835,2	93,0	7 288,1	102,7	7 485,5	95,5
Vins pour eaux de vie AOC.....	696,0	107,1	745,6	104,8	781,7	112,3
dont vins de distillation.....	98,4	136,6	134,4	99,3	133,5	135,7
dont cognac.....	597,6	102,3	611,2	106,1	648,2	108,5
Autres vins de distillation.....	10,0	92,0	9,2	95,7	8,8	88,0
Vins de table et de pays.....	1 009,8	97,7	986,3	115,9	1 143,0	113,2
AUTRES VINS.....	1 715,8	101,5	1 741,1	111,1	1 933,5	112,7
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	36 847,9	94,1	34 662,6	117,1	40 598,9	110,2
Gros bovins.....	5 940,4	102,5	6 088,4	96,5	5 877,5	98,9
Veaux.....	1 397,2	98,6	1 377,5	98,0	1 349,5	96,6
Ovins-caprins.....	710,7	98,5	700,2	108,6	760,7	107,0
Equidés.....	45,0	74,4	33,5	183,6	61,5	136,7
Porcins.....	2 874,5	100,2	2 881,4	99,1	2 855,4	99,3
BETAIL.....	10 967,8	101,0	11 081,0	98,4	10 904,6	99,4
Volailles.....	3 037,1	102,3	3 107,6	99,6	3 094,3	101,9
Œufs.....	1 156,0	104,5	1 208,0	84,7	1 023,4	88,5
PRODUITS AVICOLES.....	4 193,1	102,9	4 315,6	95,4	4 117,7	98,2
Lait et produits laitiers.....	7 392,6	102,3	7 561,6	107,5	8 129,0	110,0
dont lait.....	7 093,9	102,4	7 261,8	107,7	7 823,2	110,3
dont produits laitiers.....	298,7	100,4	299,8	102,0	305,8	102,4
Autres produits de l'élevage.....	631,1	101,6	640,9	101,1	647,8	102,6
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 023,7	102,2	8 202,5	107,0	8 776,8	109,4
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	23 184,6	101,8	23 599,1	100,8	23 799,1	102,7
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	60 032,5	97,1	58 261,7	110,5	64 398,0	107,3
Activités principales de travaux agricoles.....	3 480,3	99,7	3 469,0	101,8	3 531,0	101,5
Activités secondaires de services.....	187,7	100,0	187,7	102,0	191,4	102,0
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 668,0	99,7	3 656,7	101,8	3 722,4	101,5
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	63 700,5	97,2	61 918,4	110,0	68 120,4	106,9
dont production des activités secondaires.....	1 898,3	99,4	1 887,0	103,0	1 943,1	102,4

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2010 (version semi-définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de volume	Volume 2010	Indice de prix	Valeur 2010	Indice de valeur
Semences et plants	2 152,3	101,3	2 180,5	104,9	2 286,4	106,2
Energie et lubrifiants	2 831,4	100,9	2 855,9	117,2	3 348,5	118,3
Engrais et amendements	4 616,2	110,4	5 095,1	66,8	3 404,6	73,8
Produits de protection des cultures	3 068,4	92,8	2 848,9	99,8	2 843,6	92,7
Dépenses vétérinaires	1 668,9	100,5	1 676,4	101,8	1 706,5	102,3
Aliments pour animaux	13 904,0	95,8	13 319,2	100,9	13 441,3	96,7
<i>dont : intraconsommés</i>	6 761,7	90,8	6 137,1	101,9	6 255,8	92,5
<i>achetés en dehors de la branche</i>	7 142,3	100,6	7 182,1	100,0	7 185,5	100,6
Entretien du matériel	2 669,7	100,7	2 687,7	102,8	2 762,4	103,5
Entretien des bâtiments	296,9	96,3	286,0	102,2	292,2	98,4
Services de travaux agricoles	3 480,4	99,7	3 469,0	101,8	3 531,0	101,5
Autres biens et services	6 373,4	101,4	6 461,3	103,1	6 663,6	104,6
<i>dont : SIFIM</i>	869,0	101,5	882,0	117,2	1 034,0	119,0
Total	41 061,5	99,6	40 879,9	98,5	40 280,1	98,1

Source : Insee

Tableau 5
Compte de production

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de valeur	Valeur 2010
Production	63 700,5	106,9	68 120,4
(-) Consommations intermédiaires	41 061,5	98,1	40 280,1
(=) Valeur ajoutée brute	22 639,0	123,0	27 840,3
(-) Consommation de capital fixe	10 553,4	99,5	10 505,3
(=) Valeur ajoutée nette	12 085,6	143,4	17 335,0

Source : Insee

Tableau 6
Compte d'exploitation

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de valeur	Valeur 2010
Valeur ajoutée nette	12 085,6	143,4	17 335,0
(+) Subventions d'exploitation	7 209,2	119,4	8 604,2
<i>dont : bonifications d'intérêts</i>	98,3	80,9	79,5
(-) Autres impôts sur la production	1 471,1	98,8	1 453,9
Impôts fonciers	936,0	102,1	955,7
Autres	535,1	93,1	498,2
(=) Résultat agricole net	17 823,7	137,4	24 485,3
(-) Rémunération des salariés	6 950,1	97,6	6 783,6
Salaires	5 635,2	99,1	5 585,8
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 314,8	91,1	1 197,8
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	10 873,6	162,8	17 701,7

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de valeur	Valeur 2010
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	10 873,6	162,8	17 701,7
(-) Intérêts ¹	1 193,2	79,1	943,7
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 964,1	96,6	1 898,1
(-) Charges locatives nettes ²	2 250,8	98,8	2 224,8
(=) Revenu net d'entreprise agricole	7 429,6	195,6	14 533,2

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2010 / 2009
Résultat agricole net	37,4
par actif	40,5
Revenu net d'entreprise agricole	95,6
par actif non salarié	101,3
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-2,2
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,8

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2010 / 2009
Résultat agricole net	35,9
par actif	39,0
Revenu net d'entreprise agricole	93,5
par actif non salarié	99,0
<i>Evolution du prix du PIB</i>	1,1

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2011 (version provisoire)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de volume	Volume 2011	Indice de prix	Valeur 2011	Indice de valeur
Blé dur.....	579,1	75,8	438,7	134,7	590,9	102,0
Blé tendre.....	6 564,9	95,7	6 282,6	99,6	6 256,5	95,3
Mais.....	2 680,8	112,4	3 012,4	97,4	2 934,7	109,5
Orge.....	1 439,9	87,6	1 261,0	120,5	1 519,0	105,5
Autres céréales.....	499,1	96,1	479,8	106,3	509,8	102,1
CEREALES.....	11 763,8	97,5	11 474,5	102,9	11 810,9	100,4
Oléagineux.....	2 666,1	111,9	2 982,3	103,6	3 088,3	115,8
Protéagineux.....	304,9	64,3	196,0	105,0	205,8	67,5
Tabac.....	45,2	73,5	33,2	96,7	32,1	71,0
Betteraves industrielles.....	829,8	115,2	955,6	105,6	1 008,9	121,6
Autres plantes industrielles.....	444,6	93,0	413,4	93,1	385,0	86,6
PLANTES INDUSTRIELLES.....	4 290,6	106,8	4 580,5	103,0	4 720,1	110,0
Maïs fourrage.....	870,1	116,5	1 013,7	92,9	941,3	108,2
Autres fourrages.....	3 930,0	92,1	3 618,0	123,5	4 468,6	113,7
PLANTES FOURRAGERES.....	4 800,1	96,5	4 631,7	116,8	5 409,9	112,7
Légumes frais.....	3 174,0	105,3	3 342,9	86,3	2 884,9	90,9
Plantes et fleurs.....	2 239,2	100,5	2 250,1	101,3	2 280,0	101,8
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 413,2	103,3	5 593,0	92,3	5 164,9	95,4
POMMES DE TERRE.....	1 651,8	111,2	1 837,1	74,9	1 376,0	83,3
FRUITS.....	2 880,4	102,4	2 949,9	95,4	2 815,5	97,7
Vins de champagne.....	2 391,0	119,3	2 852,4	103,9	2 963,7	124,0
dont vins calmes.....	1 593,3	129,8	2 067,4	104,4	2 158,3	135,5
dont champagne.....	797,7	98,4	785,0	102,6	805,4	101,0
Autres vins d'appellation.....	5 094,5	106,5	5 425,9	104,6	5 678,0	111,5
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 485,5	110,6	8 278,3	104,4	8 641,7	115,4
Vins pour eaux de vie AOC.....	781,7	107,4	839,4	101,9	855,2	109,4
dont vins de distillation.....	133,5	101,4	135,4	109,6	148,4	111,2
dont cognac.....	648,2	108,6	704,0	100,4	706,8	109,0
Autres vins de distillation.....	8,8	108,0	9,5	101,1	9,6	109,1
Vins de table et de pays.....	1 143,0	118,5	1 354,5	104,5	1 415,4	123,8
AUTRES VINS.....	1 933,5	114,0	2 203,4	103,5	2 280,2	117,9
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	40 218,9	103,3	41 548,4	101,6	42 219,2	105,0
Gros bovins.....	5 171,6	100,9	5 220,6	107,3	5 601,1	108,3
Veaux.....	1 349,5	100,8	1 360,2	105,1	1 429,9	106,0
Ovins-caprins.....	636,5	99,0	630,0	104,8	660,1	103,7
Equidés.....	61,5	135,9	83,6	65,4	54,7	88,9
Porcins.....	2 855,4	98,4	2 809,2	112,8	3 168,0	110,9
BETAIL.....	10 074,5	100,3	10 103,6	108,0	10 913,8	108,3
Volailles.....	3 092,2	102,3	3 162,8	112,5	3 558,0	115,1
Œufs.....	1 023,4	94,3	964,7	110,5	1 065,8	104,1
PRODUITS AVICOLES.....	4 115,6	100,3	4 127,5	112,0	4 623,8	112,3
Lait et produits laitiers.....	8 126,7	105,0	8 532,8	107,8	9 196,6	113,2
dont lait.....	7 820,9	105,1	8 219,3	107,9	8 867,7	113,4
dont produits laitiers.....	305,8	102,5	313,5	104,9	328,9	107,6
Autres produits de l'élevage.....	647,8	99,7	646,0	104,5	675,1	104,2
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 774,5	104,6	9 178,8	107,5	9 871,7	112,5
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	22 964,6	101,9	23 409,9	108,5	25 409,3	110,6
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	63 183,5	102,8	64 958,3	104,1	67 628,5	107,0
Activités principales de travaux agricoles.....	3 531,0	100,0	3 531,0	101,3	3 578,3	101,3
Activités secondaires de services.....	191,4	100,0	191,4	102,9	197,0	102,9
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 722,4	100,0	3 722,4	101,4	3 775,3	101,4
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	66 905,9	102,7	68 680,7	104,0	71 403,8	106,7
dont production des activités secondaires.....	1 943,1	102,6	1 993,9	102,2	2 038,1	104,9

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2011 (version provisoire)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de volume	Volume 2011	Indice de prix	Valeur 2011	Indice de valeur
Blé dur.....	7,7	76,6	5,9	123,7	7,3	94,8
Blé tendre.....	2,2	95,5	2,1	100,0	2,1	95,5
Maïs.....						
Orge.....						
Autres céréales.....	12,5	116,0	14,5	49,0	7,1	56,8
CEREALES.....	22,4	100,4	22,5	73,3	16,5	73,7
Oléagineux.....						
Protéagineux.....	73,7	64,3	47,4	118,1	56,0	76,0
Tabac.....						
Betteraves industrielles.....						
Autres plantes industrielles.....	88,0	95,9	84,4	103,0	86,9	98,8
PLANTES INDUSTRIELLES.....	161,7	81,5	131,8	108,4	142,9	88,4
Maïs fourrage.....						
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....						
Légumes frais.....	8,0	105,0	8,4	94,0	7,9	98,8
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	8,0	105,0	8,4	94,0	7,9	98,8
POMMES DE TERRE.....	16,0	100,0	16,0	93,8	15,0	93,8
FRUITS.....	171,9	78,8	135,4	121,0	163,9	95,3
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	380,0	82,7	314,1	110,2	346,2	91,1
Gros bovins.....	705,9	100,9	712,5	93,0	662,5	93,9
Veaux.....						
Ovins-caprins.....	124,2	99,0	122,9	100,0	122,9	99,0
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	830,1	100,6	835,4	94,0	785,4	94,6
Volailles.....	2,1	166,7	3,5	60,0	2,1	100,0
Œufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	2,1	166,7	3,5	60,0	2,1	100,0
Lait et produits laitiers.....	2,3	100,0	2,3	100,0	2,3	100,0
dont lait.....	2,3	100,0	2,3	100,0	2,3	100,0
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	2,3	100,0	2,3	100,0	2,3	100,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	834,5	100,8	841,2	93,9	789,8	94,6
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	1 214,5	95,1	1 155,3	98,3	1 136,0	93,5
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	1 214,5	95,1	1 155,3	98,3	1 136,0	93,5
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2011 (version provisoire)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de volume	Volume 2011	Indice de prix	Valeur 2011	Indice de valeur
Blé dur.....	586,8	75,8	444,6	134,5	598,2	101,9
Blé tendre.....	6 567,1	95,7	6 284,7	99,6	6 258,6	95,3
Mais.....	2 680,8	112,4	3 012,4	97,4	2 934,7	109,5
Orge.....	1 439,9	87,6	1 261,0	120,5	1 519,0	105,5
Autres céréales.....	511,6	96,6	494,3	104,6	516,9	101,0
CEREALES.....	11 786,2	97,5	11 497,0	102,9	11 827,4	100,3
Oléagineux.....	2 666,1	111,9	2 982,3	103,6	3 088,3	115,8
Protéagineux.....	378,6	64,3	243,4	107,6	261,8	69,1
Tabac.....	45,2	73,5	33,2	96,7	32,1	71,0
Betteraves industrielles.....	829,8	115,2	955,6	105,6	1 008,9	121,6
Autres plantes industrielles.....	532,6	93,5	497,8	94,8	471,9	88,6
PLANTES INDUSTRIELLES.....	4 452,3	105,8	4 712,3	103,2	4 863,0	109,2
Maïs fourrage.....	870,1	116,5	1 013,7	92,9	941,3	108,2
Autres fourrages.....	3 930,0	92,1	3 618,0	123,5	4 468,6	113,7
PLANTES FOURRAGERES.....	4 800,1	96,5	4 631,7	116,8	5 409,9	112,7
Légumes frais.....	3 182,0	105,3	3 351,3	86,3	2 892,8	90,9
Plantes et fleurs.....	2 239,2	100,5	2 250,1	101,3	2 280,0	101,8
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 421,2	103,3	5 601,4	92,3	5 172,8	95,4
POMMES DE TERRE.....	1 667,8	111,1	1 853,1	75,1	1 391,0	83,4
FRUITS.....	3 052,3	101,1	3 085,3	96,6	2 979,4	97,6
Vins de champagne.....	2 391,0	119,3	2 852,4	103,9	2 963,7	124,0
dont vins calmes.....	1 593,3	129,8	2 067,4	104,4	2 158,3	135,5
dont champagne.....	797,7	98,4	785,0	102,6	805,4	101,0
Autres vins d'appellation.....	5 094,5	106,5	5 425,9	104,6	5 678,0	111,5
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 485,5	110,6	8 278,3	104,4	8 641,7	115,4
Vins pour eaux de vie AOC.....	781,7	107,4	839,4	101,9	855,2	109,4
dont vins de distillation.....	133,5	101,4	135,4	109,6	148,4	111,2
dont cognac.....	648,2	108,6	704,0	100,4	706,8	109,0
Autres vins de distillation.....	8,8	108,0	9,5	101,1	9,6	109,1
Vins de table et de pays.....	1 143,0	118,5	1 354,5	104,5	1 415,4	123,8
AUTRES VINS.....	1 933,5	114,0	2 203,4	103,5	2 280,2	117,9
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	40 598,9	103,1	41 862,5	101,7	42 565,4	104,8
Gros bovins.....	5 877,5	100,9	5 933,1	105,6	6 263,6	106,6
Veaux.....	1 349,5	100,8	1 360,2	105,1	1 429,9	106,0
Ovins-caprins.....	760,7	99,0	752,9	104,0	783,0	102,9
Equidés.....	61,5	135,9	83,6	65,4	54,7	88,9
Porcins.....	2 855,4	98,4	2 809,2	112,8	3 168,0	110,9
BETAIL.....	10 904,6	100,3	10 939,0	106,9	11 699,2	107,3
Volailles.....	3 094,3	102,3	3 166,3	112,4	3 560,1	115,1
Œufs.....	1 023,4	94,3	964,7	110,5	1 065,8	104,1
PRODUITS AVICOLES.....	4 117,7	100,3	4 131,0	112,0	4 625,9	112,3
Lait et produits laitiers.....	8 129,0	105,0	8 535,1	107,8	9 198,9	113,2
dont lait.....	7 823,2	105,1	8 221,6	107,9	8 870,0	113,4
dont produits laitiers.....	305,8	102,5	313,5	104,9	328,9	107,6
Autres produits de l'élevage.....	647,8	99,7	646,0	104,5	675,1	104,2
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 776,8	104,6	9 181,1	107,5	9 874,0	112,5
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	23 799,1	101,9	24 251,1	108,0	26 199,1	110,1
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	64 398,0	102,7	66 113,6	104,0	68 764,5	106,8
Activités principales de travaux agricoles.....	3 531,0	100,0	3 531,0	101,3	3 578,3	101,3
Activités secondaires de services.....	191,4	100,0	191,4	102,9	197,0	102,9
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 722,4	100,0	3 722,4	101,4	3 775,3	101,4
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	68 120,4	102,5	69 836,0	103,9	72 539,8	106,5
dont production des activités secondaires.....	1 943,1	102,6	1 993,9	102,2	2 038,1	104,9

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2011 (version provisoire)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de volume	Volume 2011	Indice de prix	Valeur 2011	Indice de valeur
Semences et plants	2 286,4	97,6	2 231,1	99,5	2 219,3	97,1
Energie et lubrifiants	3 348,5	100,2	3 354,3	118,6	3 977,6	118,8
Engrais et amendements	3 404,6	118,7	4 042,7	117,1	4 736,0	139,1
Produits de protection des cultures	2 843,6	102,0	2 901,7	99,4	2 883,4	101,4
Dépenses vétérinaires	1 706,5	96,1	1 640,3	102,4	1 680,3	98,5
Aliments pour animaux	13 441,3	96,1	12 910,4	115,1	14 864,4	110,6
<i>dont : intraconsommés</i>	6 255,8	93,5	5 849,2	112,6	6 584,7	105,3
<i> achetés en dehors de la branche</i>	7 185,5	98,3	7 061,2	117,3	8 279,7	115,2
Entretien du matériel	2 762,4	100,0	2 762,4	102,5	2 830,4	102,5
Entretien des bâtiments	292,2	100,0	292,2	103,2	301,6	103,2
Services de travaux agricoles	3 531,0	100,0	3 531,0	101,3	3 578,3	101,3
Autres biens et services	6 663,6	100,9	6 725,2	98,7	6 636,4	99,6
<i>dont : SIFIM</i>	1 034,0	101,1	1 045,0	80,1	837,0	80,9
Total	40 280,1	100,3	40 391,4	108,2	43 707,7	108,5

Source : Insee

Tableau 5
Compte de production

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de valeur	Valeur 2011
Production	68 120,4	106,5	72 539,8
(-) Consommations intermédiaires	40 280,1	108,5	43 707,7
(=) Valeur ajoutée brute	27 840,3	103,6	28 832,1
(-) Consommation de capital fixe	10 505,3	100,8	10 591,7
(=) Valeur ajoutée nette	17 335,0	105,2	18 240,4

Source : Insee

Tableau 6
Compte d'exploitation

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de valeur	Valeur 2011
Valeur ajoutée nette	17 335,0	105,2	18 240,4
(+) Subventions d'exploitation	8 604,2	101,6	8 745,8
<i>dont : bonifications d'intérêts</i>	79,5	54,6	43,4
(-) Autres impôts sur la production	1 453,9	102,3	1 487,5
Impôts fonciers	955,7	100,8	963,7
Autres	498,2	105,1	523,8
(=) Résultat agricole net	24 485,3	104,1	25 498,7
(-) Rémunération des salariés	6 783,6	100,7	6 833,2
Salaires	5 585,8	100,7	5 626,7
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 197,8	100,7	1 206,5
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	17 701,7	105,4	18 665,5

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de valeur	Valeur 2011
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	17 701,7	105,4	18 665,5
(-) Intérêts ¹	943,7	107,8	1 017,1
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 898,1	95,4	1 810,9
(-) Charges locatives nettes ²	2 224,8	104,2	2 317,1
(=) Revenu net d'entreprise agricole	14 533,2	105,5	15 331,3

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2011 / 2010
Résultat agricole net	4,1
par actif	6,5
Revenu net d'entreprise agricole	5,5
par actif non salarié	8,7
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-2,2
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,9

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2011 / 2010
Résultat agricole net	2,8
par actif	5,1
Revenu net d'entreprise agricole	4,1
par actif non salarié	7,3
<i>Evolution du prix du PIB</i>	1,3

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture
Indices d'évolutions moyens sur les cinq dernières années (2006 à 2011)

Tableaux 1 à 3 - Production

En % par an

	Production hors subventions			Subventions			Production au prix de base		
	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur
Blé dur	98,1	115,3	113,1	98,3	66,5	65,4	98,1	111,6	109,5
Blé tendre	100,5	108,6	109,2	100,5	34,7	34,9	100,5	106,5	107,1
Maïs	104,5	106,8	111,6	0,0	0,0	0,0	104,5	105,3	110,0
Orge	96,8	109,3	105,8	0,0	0,0	0,0	96,8	106,8	103,4
Autres céréales	101,8	110,0	112,0	105,9	62,6	66,3	101,9	106,4	108,4
CEREALES	101,0	108,4	109,6	101,6	45,4	46,2	101,0	106,3	107,4
Oléagineux	105,6	111,9	118,2	0,0	0,0	0,0	105,6	108,9	115,0
Protéagineux	95,7	108,0	103,4	95,6	109,6	104,8	95,7	108,4	103,7
Tabac	92,8	128,3	119,1	0,0	0,0	0,0	92,9	94,5	87,7
Betteraves industrielles	103,7	99,5	103,1				103,7	99,5	103,1
Autres plantes industrielles	97,0	101,3	98,3	97,5	108,5	105,8	97,1	102,4	99,4
PLANTES INDUSTRIELLES	103,5	107,2	110,9	97,6	85,4	83,4	103,3	105,5	108,9
Maïs fourrage	103,6	100,0	103,6	0,0	0,0	0,0	103,6	97,3	100,8
Autres fourrages	97,2	106,9	104,0				97,2	106,9	104,0
PLANTES FOURRAGERES	98,5	105,5	103,9	0,0	0,0	0,0	98,5	105,0	103,4
Légumes frais	99,6	98,8	98,5	98,6	145,4	143,5	99,6	98,9	98,5
Plantes et fleurs	100,0	100,7	100,8				100,0	100,7	100,8
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES	99,8	99,6	99,4	98,6	145,4	143,5	99,8	99,6	99,5
POMMES DE TERRE	103,9	95,6	99,3	96,4	100,0	96,4	103,8	95,7	99,3
FRUITS	99,7	99,9	99,6	81,5	138,3	112,7	98,9	101,3	100,1
Vins de champagne	101,0	102,9	103,9				101,0	102,9	103,9
dont vins calmes	101,8	103,2	105,1				101,8	103,2	105,1
dont champagne	99,1	102,1	101,2				99,1	102,1	101,2
Autres vins d'appellation	99,6	103,2	102,7				99,6	103,2	102,7
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE	100,1	103,1	103,1				100,1	103,1	103,1
Vins pour eaux de vie AOC	106,0	101,8	107,9				106,0	101,8	107,9
dont vins de distillation	105,8	106,7	112,8				105,8	106,7	112,8
dont cognac	106,0	101,0	107,0				106,0	101,0	107,0
Autres vins de distillation	64,3	109,2	70,2				64,3	109,2	70,2
Vins de table et de pays	101,3	108,4	109,8				101,3	108,4	109,8
AUTRES VINS	102,6	105,6	108,3				102,6	105,6	108,3
TOTAL PRODUITS VEGETAUX (1)	100,9	103,9	104,9	96,2	78,9	76,0	100,9	103,3	104,2
Gros bovins	99,4	100,6	100,1	99,4	93,2	92,6	99,4	99,7	99,1
Veaux	98,7	101,0	99,7	0,0	0,0	0,0	98,7	100,0	98,7
Ovins-caprins	96,5	102,6	99,1	96,5	113,6	109,6	96,5	104,0	100,4
Equidés	98,5	92,0	90,5				98,5	92,0	90,5
Porcins	99,8	100,7	100,5				99,8	100,7	100,5
BETAIL	99,3	100,7	100,0	99,1	93,9	93,1	99,3	100,2	99,4
Volailles	101,4	105,2	106,6	107,8	97,9	105,6	101,4	105,2	106,6
Œufs	99,6	105,1	104,6				99,6	105,1	104,6
PRODUITS AVICOLES	100,9	105,1	106,1	107,8	97,9	105,6	100,9	105,1	106,1
Lait et produits laitiers	101,3	103,7	105,0	95,8	102,7	98,3	101,3	103,7	105,0
dont lait	101,3	103,7	105,1	95,8	102,7	98,3	101,3	103,7	105,1
dont produits laitiers	99,7	103,3	103,0				99,7	103,3	103,0
Autres produits de l'élevage	100,5	101,8	102,3				100,5	101,8	102,3
AUTRES PRODUITS ANIMAUX	101,2	103,5	104,8	95,8	102,7	98,3	101,2	103,5	104,8
TOTAL PRODUITS ANIMAUX (2)	100,3	102,5	102,8	99,1	93,9	93,1	100,2	102,1	102,4
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2)	100,7	103,3	104,1	98,6	86,6	85,4	100,6	102,8	103,5
Activités principales de travaux agricoles	100,7	102,3	103,0				100,7	102,3	103,0
Activités secondaires de services	98,5	102,8	101,3				98,5	102,8	101,3
PRODUCTION DE SERVICES (4)	100,6	102,3	102,9				100,6	102,3	102,9
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4)	100,7	103,3	104,0	98,6	86,6	85,4	100,6	102,8	103,5
dont production des activités secondaires	101,3	102,0	103,3				101,3	102,0	103,3

Source : Insee

Compte de la branche agriculture - Evolutions moyennes sur les cinq dernières années (2006 à 2011)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

	Indices moyens		
	Indice de volume	Indice de prix	Indice de valeur
Semences et plants	100,7	103,5	104,2
Energie et lubrifiants	99,7	105,7	105,4
Engrais et amendements	101,1	107,6	108,8
Produits de protection des cultures	101,2	101,2	102,4
Dépenses vétérinaires	102,5	102,7	105,2
Aliments pour animaux	98,8	106,1	104,9
dont : intraconsommés	98,5	105,7	104,1
achetés en dehors de la branche	99,1	106,5	105,5
Entretien du matériel	99,8	103,8	103,7
Entretien des bâtiments	97,7	102,9	100,6
Services de travaux agricoles	100,7	102,3	103,0
Autres biens et services	100,7	102,1	102,8
dont : SIFIM	100,2	104,1	104,3
Total	100,1	104,4	104,5

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

	En % par an
	2011 / 2006
Production	3,5
(-) Consommations intermédiaires	4,5
(=) Valeur ajoutée brute¹	2,0
(-) Consommation de capital fixe	2,3
(=) Valeur ajoutée nette¹	1,8

1. Avertissement : la baisse de la valeur ajoutée résulte d'un effet purement comptable de la réforme de la PAC de 2006 : les subventions sur les produits, incluses dans la production au prix de base et donc dans la valeur ajoutée, sont en grande partie remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation.

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

	En % par an
	2011 / 2006
Valeur ajoutée nette	1,8
(+) Subventions d'exploitation	3,1
dont bonifications d'intérêts	-24,5
(-) Autres impôts sur la production	2,2
Impôts fonciers	3,0
Autres	1,0
(=) Résultat agricole net	2,2
(-) Rémunération des salariés	1,3
Salaires	1,9
Cotisations sociales à la charge des employeurs	-1,3
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	2,5

Source : Insee

Compte de la branche agriculture - Evolutions moyennes sur les cinq dernières années (2006 à 2011)

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

	En % par an
	2011 / 2006
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	2,5
(-) Intérêts ¹	-3,9
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	0,8
(-) Charges locatives nettes ²	2,8
(=) Revenu net d'entreprise agricole	3,0

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

	En % par an
	2011 / 2006
Résultat agricole net	2,2
par actif	4,5
Revenu net d'entreprise agricole	3,0
par actif non salarié	6,0
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-2,2
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,8

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

	En % par an
	2011 / 2006
Résultat agricole net	0,5
par actif	2,8
Revenu net d'entreprise agricole	1,4
par actif non salarié	4,3
<i>Evolution du prix du PIB</i>	1,6

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

L'INVESTISSEMENT AGRICOLE

**Tableau 1 – Formation brute de capital fixe
à prix courants**

**Tableau 2 – Formation brute de capital fixe
à prix constants 2000**

**Tableau 3 – Consommation de capital fixe
à prix courants**

**Tableau 4 – Consommation de capital fixe
à prix constants 2000**

Tableau 1
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	315	260	575	2 714	944	114	3 772	4 348
1981	465	317	781	3 010	1 005	128	4 142	4 923
1982	573	347	920	3 610	1 084	155	4 848	5 769
1983	562	390	953	3 688	1 113	161	4 962	5 915
1984	247	427	674	3 746	1 152	172	5 070	5 743
1985	454	433	887	3 666	1 220	178	5 063	5 951
1986	201	483	684	3 495	1 266	179	4 941	5 625
1987	84	580	664	3 659	1 318	178	5 156	5 820
1988	311	491	803	4 231	1 471	183	5 885	6 688
1989	208	591	799	4 679	1 528	201	6 408	7 207
1990	546	847	1 393	4 469	1 653	204	6 327	7 719
1991	308	691	999	4 182	1 804	197	6 183	7 182
1992	444	624	1 068	3 783	1 745	190	5 718	6 786
1993	386	541	926	3 589	1 553	190	5 332	6 258
1994	544	414	958	4 030	1 556	192	5 779	6 737
1995	605	463	1 068	4 350	1 711	211	6 273	7 341
1996	507	432	939	4 774	1 892	220	6 887	7 825
1997	387	473	860	5 000	1 937	234	7 172	8 032
1998	378	565	943	5 276	2 028	259	7 563	8 505
1999	454	629	1 083	5 389	2 187	268	7 844	8 927
2000	602	580	1 182	5 322	2 273	271	7 866	9 049
2001	458	592	1 050	5 058	2 697	272	8 027	9 077
2002	314	572	886	5 066	2 507	299	7 872	8 758
2003	201	514	714	5 279	2 465	318	8 063	8 777
2004	243	520	763	5 625	2 529	326	8 480	9 243
2005	409	588	997	5 775	2 522	338	8 635	9 632
2006	480	449	928	5 890	2 787	365	9 043	9 971
2007	526	440	966	6 811	2 887	389	10 087	11 053
2008	561	441	1 001	8 047	2 734	421	11 202	12 203
2009	438	407	845	6 911	2 368	392	9 671	10 516
2010	375	509	884	6 772	1 146	403	8 320	9 204
2011	141	529	669	7 825	734	427	8 985	9 655

Source : Insee

Tableau 2
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2000

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	476	565	1 041	5 573	1 939	207	7 718	8 759
1981	427	601	1 029	5 437	1 866	206	7 510	8 538
1982	489	578	1 067	5 815	1 785	227	7 828	8 894
1983	457	610	1 068	5 413	1 708	219	7 341	8 409
1984	198	595	793	5 205	1 662	228	7 095	7 887
1985	348	571	919	4 914	1 779	230	6 924	7 842
1986	159	576	735	4 466	1 723	232	6 421	7 156
1987	50	727	777	4 521	1 760	236	6 517	7 294
1988	227	590	817	5 043	1 908	238	7 188	8 005
1989	155	686	841	5 402	1 941	244	7 586	8 427
1990	405	1 001	1 406	5 076	2 044	250	7 370	8 775
1991	302	808	1 109	4 536	2 138	243	6 917	8 026
1992	411	735	1 146	4 014	2 030	242	6 285	7 431
1993	352	642	995	3 837	1 777	251	5 866	6 861
1994	481	488	968	4 247	1 769	255	6 271	7 239
1995	587	523	1 109	4 659	1 933	278	6 871	7 980
1996	538	475	1 012	5 059	2 114	285	7 459	8 471
1997	388	510	898	5 265	2 119	289	7 673	8 571
1998	370	596	966	5 615	2 133	288	8 036	9 002
1999	459	651	1 110	5 684	2 264	289	8 236	9 346
2000	602	580	1 182	5 322	2 273	271	7 866	9 049
2001	488	576	1 064	4 895	2 549	256	7 700	8 765
2002	347	546	893	4 867	2 321	258	7 446	8 339
2003	192	475	667	5 025	2 210	265	7 501	8 167
2004	224	460	684	5 264	2 168	251	7 682	8 366
2005	380	491	871	5 190	2 102	251	7 543	8 414
2006	427	362	789	5 270	2 178	262	7 710	8 500
2007	462	346	808	5 928	2 164	267	8 359	9 167
2008	487	324	811	6 513	1 879	270	8 662	9 472
2009	392	303	695	5733	1644	268	7644	8339
2010	328	376	705	5626	789	264	6678	7383
2011	118	376	494	6389	505	268	7162	7656

Source : Insee

Tableau 3
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	0	251	251	2 589	751	114	3 454	3 706
1981	0	292	292	2 970	853	128	3 951	4 243
1982	0	331	331	3 371	984	155	4 509	4 840
1983	0	359	359	3 717	1 071	161	4 949	5 309
1984	0	405	405	3 927	1 151	172	5 250	5 654
1985	0	434	434	4 038	1 150	177	5 366	5 800
1986	0	494	494	4 180	1 243	179	5 602	6 096
1987	0	483	483	4 259	1 278	178	5 716	6 199
1988	0	489	489	4 383	1 333	182	5 899	6 387
1989	0	518	518	4 523	1 379	200	6 102	6 620
1990	0	510	510	4 566	1 438	204	6 208	6 718
1991	0	527	527	4 702	1 526	196	6 424	6 952
1992	0	529	529	4 695	1 575	189	6 459	6 987
1993	0	527	527	4 557	1 606	187	6 350	6 877
1994	0	531	531	4 550	1 621	190	6 361	6 892
1995	0	551	551	4 436	1 643	205	6 284	6 835
1996	0	561	561	4 484	1 682	214	6 380	6 941
1997	0	570	570	4 529	1 739	227	6 494	7 064
1998	0	581	581	4 527	1 828	256	6 612	7 193
1999	0	595	595	4 635	1 880	264	6 779	7 374
2000	0	612	612	4 935	1 975	268	7 177	7 790
2001	0	626	626	5 130	2 136	269	7 535	8 161
2002	0	633	633	5 175	2 212	297	7 684	8 317
2003	0	645	645	5 241	2 306	317	7 864	8 509
2004	0	666	666	5 370	2 431	324	8 124	8 791
2005	0	698	698	5 617	2 512	336	8 465	9 163
2006	0	704	704	5 672	2 695	362	8 730	9 434
2007	0	703	703	5 909	2 821	386	9 116	9 820
2008	0	731	731	6 561	3 064	416	10 040	10 771
2009	0	701	701	6 468	2 995	390	9 853	10 553
2010	0	690	690	6 530	2 880	405	9 815	10 505
2011	0	704	704	6 781	2 682	425	9 888	10 592

Source : Insee

Tableau 4
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2000

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	0	518	518	5 317	1 542	207	7 066	7 584
1981	0	528	528	5 362	1 586	206	7 154	7 682
1982	0	537	537	5 428	1 620	227	7 275	7 812
1983	0	546	546	5 454	1 644	219	7 317	7 862
1984	0	553	553	5 454	1 660	228	7 342	7 895
1985	0	558	558	5 422	1 678	229	7 330	7 888
1986	0	564	564	5 347	1 691	231	7 270	7 833
1987	0	574	574	5 272	1 706	236	7 213	7 787
1988	0	578	578	5 237	1 729	237	7 203	7 781
1989	0	586	586	5 230	1 751	244	7 225	7 811
1990	0	606	606	5 197	1 777	250	7 225	7 831
1991	0	618	618	5 123	1 809	243	7 175	7 793
1992	0	626	626	5 012	1 832	240	7 084	7 711
1993	0	631	631	4 891	1 838	248	6 977	7 608
1994	0	628	628	4 808	1 842	252	6 903	7 531
1995	0	624	624	4 764	1 856	272	6 892	7 516
1996	0	618	618	4 758	1 879	279	6 916	7 534
1997	0	615	615	4 774	1 901	282	6 957	7 572
1998	0	613	613	4 826	1 923	285	7 034	7 647
1999	0	616	616	4 892	1 946	284	7 123	7 738
2000	0	612	612	4 935	1 975	268	7 177	7 790
2001	0	609	609	4 947	2 019	252	7 219	7 828
2002	0	604	604	4 957	2 048	256	7 261	7 866
2003	0	597	597	4 978	2 068	263	7 309	7 906
2004	0	589	589	5 013	2 084	249	7 347	7 936
2005	0	583	583	5 037	2 094	249	7 380	7 962
2006	0	568	568	5 063	2 107	259	7 429	7 997
2007	0	553	553	5 139	2 116	264	7 520	8 072
2008	0	538	538	5 264	2 106	265	7 635	8 172
2009	0	522	522	5 323	2 079	266	7 667	8 189
2010	0	510	510	5 370	1 994	266	7 630	8 141
2011	0	500	500	5 479	1 891	267	7 636	8 137

Source : Insee

ÉLÉMENTS DU COMPTE DE CAPITAL, ASSURANCE-DOMMAGES

Éléments du compte de capital

Le cadre comptable du compte spécifique de la branche agriculture est présenté selon une séquence de trois comptes : le compte de production, le compte d'exploitation et le compte de revenu d'entreprise.

Par ailleurs, un certain nombre d'éléments du compte de capital sont évalués. Il s'agit des postes suivants :

- la formation brute de capital fixe (FBCF) de la branche agriculture en produits agricoles (bétail et plantations) et en produits non agricoles (matériels, bâtiments et autres produits).

- la consommation de capital fixe (CCF) de la branche agriculture qui concerne les plantations, les matériels, les bâtiments et les autres produits du capital fixe.

- les variations de stocks, qui comprennent les variations de stocks *producteurs* et les variations de stocks *utilisateurs* de la branche agriculture. Ces derniers concernent deux produits : d'une part, les semences et d'autre part les engrais, pour lesquels on mesure la différence entre les achats et la consommation effective au cours de l'exercice.

- les transferts en capital, qui comprennent les aides à l'investissement et les autres transferts en capital. Les aides à l'investissement concernent principalement l'aide à la restructuration du vignoble, des aides liées à l'acquisition de bâtiments agricoles, des aides aux bâtiments d'élevage ainsi que des aides diverses versées par les collectivités territoriales. Les aides à l'investissement comprennent également les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) conclus dans le cadre des actions liées à l'installation et à la modernisation des exploitations et, à partir de 2003, les contrats d'agriculture durable (CAD) qui se substituent aux CTE. Les autres transferts en capital sont constitués des aides à la cessation de l'activité laitière, de l'aide à la reconversion du vignoble, de la dotation aux jeunes agriculteurs et d'aides diverses versées par les collectivités territoriales.

Les primes et les indemnités d'assurance-dommages

Conformément au SEC 95, ces flux sont enregistrés dans le compte de distribution secondaire des revenus, qui n'est pas retracé dans la séquence comptable du compte spécifique de l'agriculture.

Tableau 3

Variations de stocks producteurs et FBCF de 1992 à 2011 : ventilation par produits

En millions d'euros

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Variations de stocks producteurs										
Céréales	-127	-515	164	48	221	-129	-100	-136	-15	-102
Plantes industrielles	-90	32	37	-28	-18	17	69	-123	-11	-53
Fruits et légumes, pdterre	-416	115	289	-30	36	-59	134	-116	-37	260
Vins	411	-406	114	147	423	-41	-395	-126	401	143
Autres produits végétaux	-90	-77	-10	76	100	46	25	-26	22	117
Bétail	-165	-16	18	19	10	-76	-10	-26	186	90
Total	-476	-867	612	232	773	-242	-276	-553	546	455
FBCF en produits agricoles										
Plantations	624	541	414	463	432	473	565	629	580	592
Bétail	444	386	544	605	507	387	378	454	602	458
Total	1068	927	958	1068	939	860	943	1083	1182	1050

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2010
Variations de stocks producteurs										
Céréales	51	-284	362	-283	369	1071	-19	-817	644	345
Plantes industrielles	24	42	71	-57	-53	98	165	-36	59	44
Fruits et légumes, pdterre	-99	33	-20	6	252	-86	-1	-136	361	-702
Vins	-629	-630	271	-468	-448	-266	-921	92	-2048	-1074
Autres produits végétaux	-49	167	-91	-93	52	75	243	128	-379	181
Bétail	-141	-157	-64	33	74	91	51	-65	-120	-181
Total	-842	-829	529	-863	245	982	-482	-834	-1484	-1387
FBCF en produits agricoles										
Plantations	572	514	520	588	449	440	441	407	509	529
Bétail	314	201	243	409	480	526	561	438	375	141
Total	886	714	763	997	928	966	1001	845	884	669

Source : Insee

Tableau 4
Éléments du compte de capital de 1992 à 2011

En millions d'euros

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Variations des actifs										
Formation brute de capital fixe	6786	6259	6736	7340	7825	8031	8506	8927	9048	9077
Consommation de capital fixe	6988	6877	6892	6835	6941	7065	7192	7374	7790	8161
Variations de stocks ¹	-871	-896	812	520	800	-234	-309	-582	565	422
Variations des passifs et de la valeur nette										
Aides à l'investissement	306	323	241	250	238	198	222	248	260	288
Autres transferts en capital	517	387	422	409	355	194	200	157	222	238

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Variations des actifs										
Formation brute de capital fixe	8758	8777	9243	9633	9971	11053	12203	10516	9204	9655
Consommation de capital fixe	8318	8509	8791	9163	9434	9821	10771	10553	10505	10592
Variations de stocks ¹	-930	-835	536	-892	428	1236	-447	-1049	-1143	-1936
Variations des passifs et de la valeur nette										
Aides à l'investissement	344	399	361	355	465	361	416	359	464	409
Autres transferts en capital	232	193	171	224	248	276	214	188	152	136

1. Variations de stocks producteur et utilisateur.

Source : Insee

Tableau 5
Primes et indemnités d'assurance-dommages de 1992 à 2011

En millions d'euros

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Primes nettes	1210	1251	1213	1164	1147	1177	1223	1191	1157	1317
Indemnités	665	714	629	660	638	639	713	658	525	715

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Primes nettes	1340	1470	1397	1481	1453	1507	1485	1565	1637	1683
Indemnités	858	905	753	834	763	834	829	861	968	972

Source : Insee

LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS AGROALIMENTAIRES

Graphique 1 – Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2011

Graphique 2 – Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2011

Tableau 1 – Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Tableau 2 – Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Tableau 3 - Exportations, importations et soldes agroalimentaires par zones géographique, en 2011

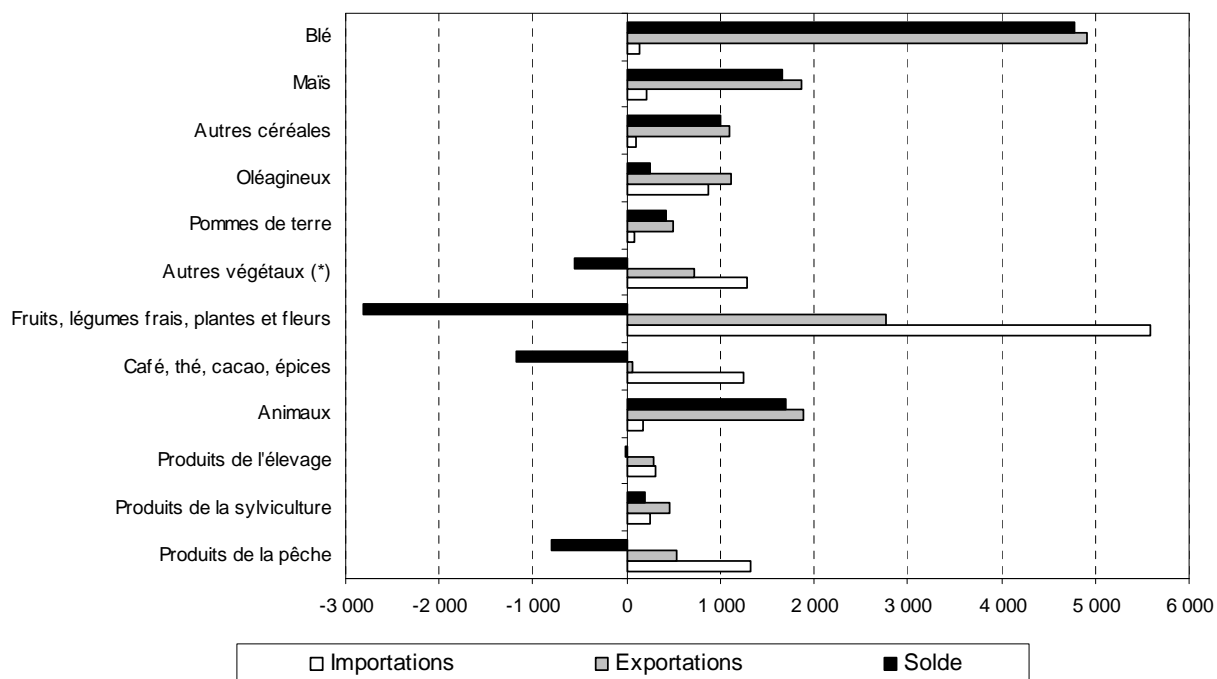
Tableau 4 - Exportations, importations et soldes agroalimentaires avec les pays de l'Union Européenne, en 2011

Tableau 5 - Principaux soldes excédentaires et déficitaires avec les pays tiers en 2011

Graphique 1

Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2011

En millions d'euros

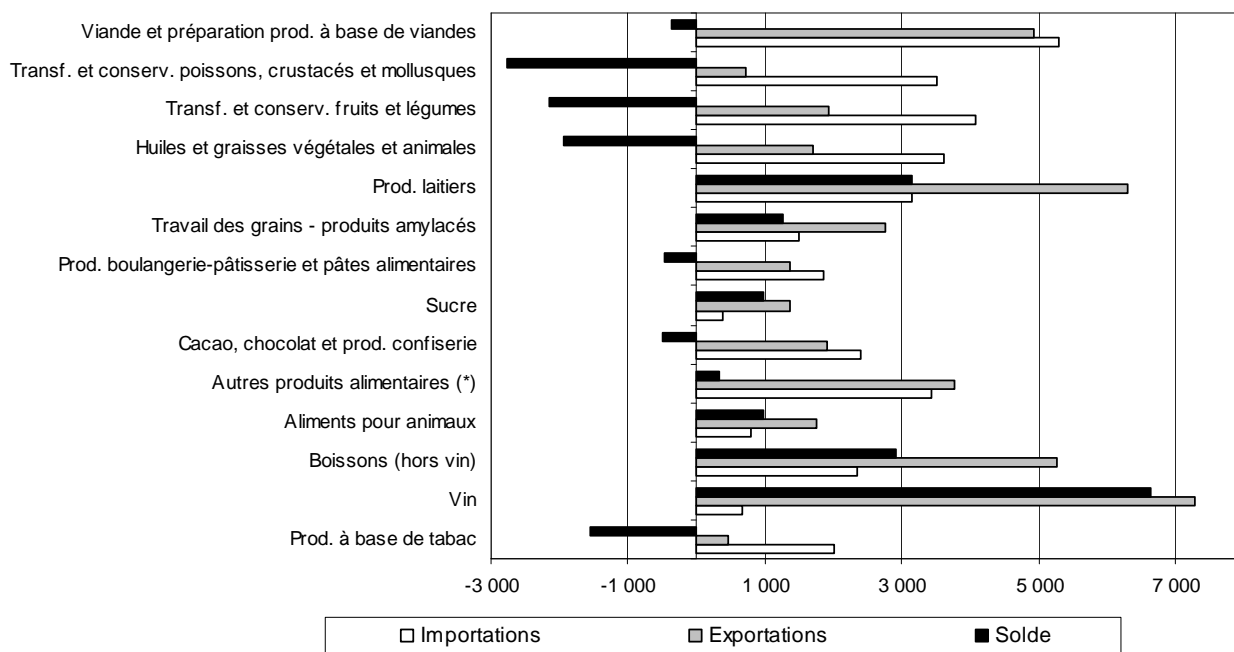


Autres végétaux : protéagineux, tabac, plantes à sucre, autres plantes industrielles, pommes de terre, plantes fourragères.
Source : comptes nationaux, Insee

Graphique 2

Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2011

En millions d'euros



Source : comptes nationaux, Insee

Tableau 1
Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Valeurs en millions d'euros, évolutions annuelles en %

Produits de l'agriculture	Exportations 2011		Importations 2011		Solde		
	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	2010	2011	Écart
Agriculture, sylviculture, pêche	16 208	21,1%	11 577	4,3%	2 289	4 631	2 342
Agriculture, chasse, services annexes	15 229	22,3%	9 992	5,4%	2 979	5 237	2 258
Blé dur	652	129,6%	31	29,2%	260	621	361
Blé tendre	4 259	31,1%	105	-11,0%	3 130	4 154	1 024
Maïs	1 875	33,8%	207	6,2%	1 206	1 668	462
Orge	1 011	29,1%	34	142,9%	769	977	208
Autres céréales	77	20,3%	57	72,7%	31	20	-11
Pommes de terre	504	7,5%	81	-1,2%	387	423	36
Oléagineux	1 120	42,9%	869	24,9%	88	251	163
Tabac	154	6,2%	91	9,6%	62	63	1
Plantes à sucre	1	0,0%	0	-	1	1	0
Plantes fourragères	49	16,7%	27	68,8%	26	22	-4
Autres plantes industrielles	525	23,2%	1 175	41,7%	-403	-650	-247
Légumes frais	1 008	-2,4%	1 736	-8,0%	-854	-728	126
Plantes et fleurs	432	6,7%	1 079	-8,8%	-778	-647	131
Fruits	1 330	1,0%	2 764	-1,3%	-1 482	-1 434	48
Café, thé, cacao, épices	65	32,7	1 243	22,1	-969	-1 178	-209
Gros bovins	1 083	12,8	21	-8,7	937	1 062	125
Veaux	378	19,6	37	12,1	283	341	58
Ovins, caprins	54	25,6	32	-11,1	7	22	15
Équidés	91	-15,0	50	-19,4	45	41	-4
Porcins	106	-11,7	20	-4,8	99	86	-13
Volailles	171	0,6	24	-7,7	144	147	3
Œufs	125	-18,8	85	3,7	72	40	-32
Autres produits d'élevage	157	18,0	214	5,4	-70	-57	13
Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	449	9,2	259	-3,7	142	190	48
Pêche, aquaculture	530	2,1	1 326	-1,9	-832	-796	36

Source : comptes nationaux, Insee (données provisoires)

Tableau 2

Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Valeurs en millions d'euros, évolutions en %

Produits des industries agroalimentaires	Exportations 2011		Importations 2011		Solde		
	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	20109	2011	Écart
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	41 488	13,5%	35 003	12,3%	5 390	6 485	1 095
Transform. & conserv. viande & préparation prod. à base de viande	4 917	14,3%	5 292	8,8%	-560	-375	185
Viandes de boucherie et d abattages	3 016	15,3%	3 397	6,0%	-591	-381	210
Viandes de volailles sauf lapins et gibiers	1 186	17,2%	943	20,6%	230	243	13
Charcuterie et préparations à base de viande	715	5,8%	952	8,8	-199	-237	-38
Transform. & conserv. poisson, crustacés & mollusques	728	6,0%	3 504	9,9%	-2 501	-2 776	-275
Transformation et conservation de fruits et légumes	1 932	11,0%	4 075	9,5%	-1 982	-2 143	-161
Transf. et conservation de pommes de terre	328	23,8%	566	13,7%	-233	-238	-5
Jus de fruits et de légumes	185	3,9%	965	14,5%	-665	-780	-115
Transformation et conservation de fruits et de légumes	1 419	9,4%	2 544	6,8%	-1 084	-1 125	-41
Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales	1 692	71,3%	3 623	17,1%	-2 105	-1 931	174
Huiles raffinées	1 643	72,8%	3 258	16,8%	-1 839	-1 615	224
Fab. margarine & graisses comest. simil.	49	32,4%	365	20,5%	-266	-316	-50
Fabrication de produits laitiers	6 292	11,9%	3 150	13,9%	2 857	3 142	285
Exploitation de laiteries et fab. fromages	5 960	12,2%	2 911	14,5%	2 768	3 049	281
Fabrication de glaces et sorbets	332	6,4%	239	7,2%	89	93	4
Travail des grains - fabrication de produits amylacés	2 763	25,4%	1 495	16,6%	921	1 268	347
Travail des grains	1 292	25,4%	966	14,7%	188	326	138
Fabrication de produits amylacés	1 471	25,4%	529	20,2%	733	942	209
Fabrication produits boulangerie-pâtisserie & pâtes alimentaires	1 373	6,0%	1 842	12,2%	-346	-469	-123
Fabrication de pain et pâtisserie fraîche	531	6,8%	273	10,5%	250	258	8
Fab. biscuits, biscottes, pâtisseries cons.	775	5,3%	1 268	11,8%	-398	-493	-95
Fabrication de pâtes alimentaires	67	8,1%	301	15,8%	-198	-234	-36
Fabrication d autres produits alimentaires	7 040	11,7%	6 224	13,9%	838	816	-22
Fabrication de sucre	1 375	16,7%	388	22,0%	860	987	127
Fab. cacao, chocolat & pdts de confiserie	1 907	10,5%	2 401	12,0%	-418	-494	-76
Transformation du thé et du café	543	21,5%	1 314	26,2%	-594	-771	-177
Fab. condiments et assaisonnements	320	7,4%	551	4,6%	-229	-231	-2
Fabrication de plats préparés	734	9,1%	518	4,4%	177	216	39
Fab. aliments homogénéisés et diététiques	522	22,8%	140	15,7%	304	382	78
Fab. d autres produits alimentaires n.c.a.	1 639	5,3%	912	11,5%	738	727	-11
Fabrication d aliments pour animaux	1 750	0,9%	783	12,5%	1 039	967	-72
Fab. d aliments pour animaux de ferme	651	1,7%	422	18,9%	285	229	-56
Fab. aliments pour animaux de compagnie	1 099	0,4%	361	5,9%	754	738	-16
Fabrication de boissons	12 535	11,7%	2 996	15,0%	8 619	9 539	920
Production boissons alcooliques distillées	3 256	8,7%	1 127	25,1%	2 094	2 129	35
Production de vin (de raisin)	7 276	14,0%	657	16,9%	5 822	6 619	797
Fabrication de cidre et de vins de fruits	38	0,0%	14	27,3%	27	24	-3
Prod. autres boissons ferm. non distillées	24	-7,7%	37	-11,9%	-16	-13	3
Fabrication de bière	289	17,5%	493	9,3%	-205	-204	1
Fabrication de malt	413	8,4%	9	12,5%	373	404	31
Ind. eaux min., embout. & boissons rafr.	1 239	7,4%	659	4,6%	524	580	56
Fabrication de produits à base de tabac	466	2,9%	2 019	9,5%	-1 390	-1 553	-163

Source : comptes nationaux, Insee (données provisoires)

Tableau 3

Exportations, importations et soldes agroalimentaires par zones géographique, en 2011

En milliards d'euros

Zones	Solde 2010	Exportations 2011	Importations 2011	Solde 2011
Monde	7,7	57,7	46,6	11,1
Union Européenne à 27	4,4	38,5	32,3	6,2
dont Zone Euro	2,0	31,2	27,5	3,9
Pays Tiers	3,3	19,2	14,3	4,9
OCDE hors membres de l'UE	2,4	6,6	3,9	2,7
dont ALENA (EU, Canada, Mexique)	1,8	3,1	1,2	1,8
Japon	0,9	1,0	0,0	1,0
Amérique Centrale et Amérique du Sud (hors Mexique)	-2,5	0,5	3,3	-2,8
dont Brésil	-1,1	0,1	1,4	-1,3
Afrique du Nord	1,6	3,5	0,9	2,6
Afrique subsaharienne	-0,1	1,5	1,5	0,0
PECO ¹ non membres de l'UE	0,0	0,1	0,1	0,0
CEI ²	0,4	0,9	0,4	0,5
Proche et Moyen-Orient	1,1	1,5	0,3	1,2
Asie et Océanie hors Pays de l'OCDE	0,7	3,9	2,7	1,2
Reste du Monde	-0,4	0,7	1,2	-0,5

1. Pays d'Europe Centrale et Orientale concernés ici : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro, Macédoine, Kosovo, Serbie

2. Communauté des Etats Indépendants

Source : Comptes Nationaux Insee, Douanes (Données Provisoires)

Tableau 4
Exportations, importations et soldes agroalimentaires avec les pays de l'Union Européenne, en 2011

En millions d'euros

Pays	Solde 2010	Exportations 2011	Importations 2011	Solde 2011
Union Européenne	4 383	38 498	32 318	6 180
Italie	2 201	6 115	3 549	2 436
Royaume-Uni ¹	2 423	4 984	2 481	2 363
Allemagne	1 315	7 094	5 397	1 652
Belgique	473	6 210	5 417	809
Grèce	512	777	167	570
Portugal	423	846	448	376
Suède ¹	242	443	164	262
Luxembourg	267	411	143	251
Finlande	175	255	36	205
Autriche	103	324	201	117
République Tchèque ¹	89	263	144	112
Chypre	49	87	8	74
Lettonie ¹	52	70	18	48
Slovaquie	24	62	17	42
Estonie	27	43	10	31
Malte	28	39	7	30
Slovénie	23	36	10	24
Lituanie ¹	-13	86	74	12
Roumanie ¹	-21	154	154	3
Hongrie ¹	-36	175	184	-5
Danemark ¹	-6	485	517	-24
Bulgarie ¹	-47	102	218	-106
Irlande	-257	409	758	-316
Pologne ¹	-265	491	900	-368
Espagne	-965	5 021	5 494	-368
Pays-Bas	-2 431	3 518	5 801	-2 049

1. Pays en dehors de la zone euros en 2011

Source : Comptes Nationaux Insee, Douanes (Données Provisoires)

Tableau 5
Principaux soldes excédentaires et déficitaires avec les pays tiers en 2011

a) Excédents

En millions d'euros

Pays	Solde 2010	Exportations 2011	Importations 2011	Solde 2011
Algérie <i>Céréales</i>	1 074	2 004 1 500	20	1 984
Etats-Unis <i>Alcools, champagne, vins</i>	1 462	2 417 1 805	902	1 515
Japon <i>Vins, eaux, champagne, alcools</i>	912	1 018 577	44	974
Chine <i>Alcools, vins, champagne</i>	425	1 461 880	608	853
Singapour <i>Alcools, champagne, vins</i>	622	778 668	13	766
Hong-Kong <i>Vins, alcools</i>	504	686 521	7	679
Russie <i>Viandes</i> <i>Alcools, vins</i>	545	660 125 107	96	564
Suisse <i>Vins, champagne, eaux, alcools</i>	553	1 413 418	914	499
Arabie Saoudite <i>Viandes (volailles)</i>	378	452 211	0	452
Egypte <i>Céréales</i>	535	371 213	32	338
Canada <i>Vins, champagne</i>	329	552 302	244	308

Source : Douanes

b) Déficits

En millions d'euros

Pays	Solde 2010	Exportations 2011	Importations 2011	Soldes 2011
Brésil	-1 120	148	1 442	-1 294
<i>Tourteaux</i>			696	
<i>Café</i>			206	
Argentine	-427	18	501	-483
<i>Huile, tourteaux</i>			244	
<i>Produits de la pêche</i>			80	
Thaïlande	-331	109	496	-388
<i>Caoutchouc</i>			132	
<i>Riz</i>			76	
<i>Conserves (poissons, crustacés)</i>			75	
Inde	-265	86	435	-349
<i>Huile, tourteaux</i>			163	
<i>Produits de la pêche</i>			98	
Indonésie	-229	106	452	-346
<i>Caoutchouc</i>			271	
<i>Huile</i>			60	
Norvège	-422	225	563	-337
<i>Produits de la pêche</i>			543	
Côte-d'Ivoire	-358	266	530	-263
<i>Cacao</i>			340	
<i>Caoutchouc</i>			65	
<i>Bananes, ananas</i>			61	
Equateur	-218	3	262	-259
<i>Produits de la pêche</i>			128	
<i>Conserves (poissons, crustacés)</i>			57	
Nouvelle-Zélande	-238	25	274	-249
<i>Viandes (ovins)</i>			147	
Pérou	-205	6	255	-248
<i>Produits de la pêche</i>			82	
<i>Fruits</i>			57	
Ghana	-190	53	295	-242
<i>Cacao</i>			220	

Source : Douanes

LES RÉVISIONS DES COMPTES DE 2009, 2010 ET 2011

Les comptes d'une même année font l'objet de quatre estimations, en fonction des sources disponibles. La version prévisionnelle est présentée en décembre de l'année en cours, la version provisoire est présentée en juin de l'année n+1, la version semi-définitive en juin n+2 et la version définitive en juin n+3. Sont retracées ici les révisions des comptes publiés dans ce volume par rapport à la version de la campagne de comptes précédente.

Les indicateurs de revenu de l'agriculture présentés sont le résultat agricole net et le revenu net d'entreprise agricole.

Le résultat agricole net, encore appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs, est égal à :
valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation
- autres impôts sur la production.

Le revenu net d'entreprise agricole est le solde du compte de revenu. Il est égal à :
résultat agricole net - rémunération des salariés
- intérêts - charge locative nette.

Le résultat agricole net est exprimé par UTA (unité de travail annuel, équivalent temps plein de l'agriculture) et le revenu net d'entreprise agricole est exprimé en UTANS (unité de travail annuel non salarié). Ces indicateurs sont présentés en termes réels, c'est-à-dire déflatés par l'évolution du prix du PIB.

Le compte 2009 définitif

Dans le compte définitif 2009, l'évolution de la production hors subventions est révisée de + 0,2 point par rapport à la version semi-définitive du compte. La révision de 95 millions d'euros, sur un total de 61 milliards, résulte essentiellement de révisions de prix à la hausse (blé, oléagineux,...) et à la baisse (maïs, orge,...).

Compte tenu des révisions, sur les consommations intermédiaires et surtout sur la consommation de capital fixe, l'évolution du résultat agricole net est révisée de + 1,8 point et le revenu net d'entreprise agricole de + 4,2 points.

Suite à l'intégration des dernières évaluations du SSP, l'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) est corrigée de -1,8 % à -2,4 % et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) de -2,5 % à -2,8 %.

L'évolution du prix du PIB passe de 0,5 % à 0,7 %.

Dans le compte définitif 2009, l'évolution du résultat agricole net par actif en termes réels est évaluée à -17,1 % au lieu de -19,2 % dans la version semi-définitive (**révision + 2,1 points**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à -32,3 % au lieu de -36,6 % (**révision + 4,3 points**).

Le compte 2010 semi-définitif

Dans le compte semi-définitif 2010, l'évolution de la production hors subventions est révisée de + 1,8 point par rapport à la version provisoire du compte. La révision de 1,13 milliard d'euros, sur un total de 67 milliards, provient essentiellement d'une révision à la hausse des prix des céréales.

Compte tenu des autres révisions —hausse des consommations intermédiaires, mais baisse de la consommation de capital fixe et de la rémunération des salariés—, le résultat agricole net est révisé de + 1,6 point et le revenu net d'entreprise agricole de + 2,8 points.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) est corrigée de -1,8 % à -2,2 % et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) de -2,5 % à -2,8 %.

L'évolution du prix du PIB est corrigée de 0,8 % à 1,1 %.

Dans le compte semi-définitif 2010, l'évolution du résultat agricole net par actif en termes réels est évaluée à + 39,0 % au lieu de + 37,2 % dans la version provisoire (**révision + 1,8 point**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à + 99,0 % au lieu de + 96,2 % (**révision + 2,8 points**).

Le compte 2011 provisoire

Dans la version provisoire du compte 2011, la valeur de la production hors subventions est révisée de + 5,6 % à + 6,7 % par rapport à la version prévisionnelle, soit une révision de + 1,1 point.

Participent à la révision des prix, les corrections à la hausse apportées aux céréales, oléagineux, betteraves et autres plantes industrielles, fruits et vins ainsi qu'aux œufs. Pour les volumes, il y a une révision à la hausse sur les vins autres que le champagne, les légumes, le maïs ainsi que sur les

bovins et les œufs, mais une révision à la baisse sur le champagne, les plantes industrielles et les ovins.

L'évolution des consommations intermédiaires est corrigée de -1,5 point en valeur. Le volume des consommations intermédiaires est révisé de -0,9 point : cette révision à la baisse porte essentiellement sur les semences, les engrais et les aliments intraconsommés. Le prix est révisé de -0,5 point : cette révision est la résultante de révisions à la baisse sur les semences et les aliments intraconsommés et à la hausse sur les produits énergétiques et sur les services, notamment les Sifim.

Compte tenu des corrections apportées à la production et aux consommations intermédiaires, la valeur ajoutée brute est corrigée de + 5,0 points.

Comme la consommation de capital fixe a été révisée de + 0,2 point, la valeur ajoutée nette est révisée de + 5,9 points.

Après prise en compte des subventions d'exploitation et des impôts sur la production, le résultat agricole net est révisé de + 7,0 points. La rémunération des salariés et surtout les intérêts ont été révisés à la baisse. Le revenu net d'entreprise est donc révisé de + 13,3 points.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) est corrigée de -1,8 % à -2,2 % et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) de -2,5 % à -2,9 %.

L'évolution du prix du PIB est corrigée de 1,5 % à 1,3 %, soit -0,2 point.

Dans le compte provisoire 2011, l'évolution du résultat agricole net par actif en termes réels est évaluée à + 5,1 % au lieu de -2,6 % dans la version prévisionnelle (**révision + 7,8 points**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à + 7,3 % au lieu de -6,8 % (**révision + 14,1 points**).

Bilan des révisions des comptes¹

a) Résultat agricole net par actif en termes réels

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Prévisionnel					+ 7,5	-9,2	-19,9	+ 31,4	-2,6
Provisoire				+ 9,1	+ 10,7	-10,8	-18,5	+ 37,2	+ 5,1
Semi-définitif			-4,8	+ 10,3	+ 10,9	-12,4	-19,2	+ 39,0	
Définitif	-1,5	-1,6	-5,0	+ 11,7	+ 8,8	- 13,7	-17,1		
Révision (en point) ¹	/	/	- 0,2	+ 2,6	+ 1,3	- 4,5	+ 2,8	+ 7,6	+ 7,8

b) Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Prévisionnel					+ 12,1	-15,4	-34,4	+ 84,9	-6,8
Provisoire				+ 16,1	+ 17,5	-20,3	-34,0	+ 96,2	+ 7,3
Semi-définitif			- 9,7	+ 17,8	+ 17,4	-23,4	-36,6	+ 99,0	
Définitif	-2,8	-3,1	- 9,2	+ 19,2	+ 14,2	- 25,5	-32,3		
Révision (en point) ¹	/	/	+ 0,5	+ 3,1	+ 2,1	- 10,1	+ 2,1	+ 14,1	+ 14,1

1. Entre le premier et le dernier compte connu.

NB. Le traitement des Sifim a un impact sur le résultat agricole net ; mais, par construction, il est neutre sur le revenu net d'entreprise agricole.